





Rapport d'activité 2011

SOMMAIRE



PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
POLITIQUES COMMERCIALES	12
Régionalisme et multilatéralisme	15
Euromed : les coûts de la non-Méditerranée	15
Accord UE-Mercosur	16
Cycle de Doha	17
Accord bilatéraux, produits sensibles et comportements de prix	18
Protection commerciale et marges du commerce	19
L'impact de l'ouverture commerciale et des réformes financières sur la performance à l'export	19
Environnement et développement durable	20
Sentier dynamique de Mirage	20
Mécanisme d'inclusion carbone	20
Méthodes	21
Réévaluation de la complémentarité entre investissement direct étranger et commerce international	21
Maintenance des outils : Base de données d'IDE	23
Maintenance des outils : Base de données de protection commerciale	24
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	25
Bases de données	28
CHELEM – CIN	28
CHELEM – PIB	28
CHELEM – BAL	28
BACI et Trade Unit Values	29
Panorama de l'économie mondiale	29
Mise à jour de la base de données EU-Klems 2009	29
Compétitivité et spécialisations	30
La compétitivité de la France et des pays de la zone euro	30
<i>Avantages comparatifs et structure des spécialisations</i>	30
<i>Productivité, coût du travail et conditions de production dans les pays de l'UE</i>	31
Gammes de produits et impacts des chocs de la demande mondiale	31

SOMMAIRE



Les mauvaises performances françaises à l'exportation : la compétitivité-prix est-elle coupable ?.....	32
Les ressorts de la compétitivité	33
Les effets d'apprentissage en matière d'exportation.....	33
Le rôle des services dans la mondialisation	34
Commerce de services : caractéristiques intrinsèques.....	34
Commerce de services d'affaires : théorie et test empirique.....	35
L'impact des régulations de marché sur le commerce international de services	36
Performances exportatrices des entreprises	36
Dynamique des nouveaux exportateurs et exportations françaises...36	
Réaction des firmes à la concurrence internationale et impact de la concurrence chinoise sur les marchés tiers	37
Avantages comparatifs et performances des entreprises	38
L'impact des normes privées sur le commerce extérieur français de produits agro-alimentaires	39
Fusions-acquisitions internationales.....	39
 ECONOMIES ÉMERGENTES	
ET MIGRATIONS INTERNATIONALES	41
Economies émergentes	43
Dynamique économique des pays émergents.....	44
<i>Le redéploiement des échanges turcs</i>	44
<i>Les économies d'Afrique du Nord</i>	44
Financement des pays émergents.....	45
<i>Efficience et déficience de l'allocation du crédit en Inde</i>	45
<i>Les effets de la libéralisation financière sur les inégalités salariales</i> 46	
<i>Comment assurer la stabilité du secteur financier hongrois ?</i>	46
<i>Ouverture du compte financier chinois</i>	47
Les performances commerciales des firmes chinoises.....	48
<i>Les déterminants de la performance</i> <i>des entreprises chinoises à l'exportation</i>	48
<i>Les entreprises françaises à la conquête de l'Asie :</i> <i>le rôle des externalités d'exportation</i>	48
<i>L'évolution des prix des exportations et importations chinoises</i>	49
Politique environnementale et performance commerciale : le cas de la Chine	50
Migrations internationales	50
Mondialisation et migrations	50

SOMMAIRE



<i>Interaction entre les flux migratoires et les conditions économiques dans les pays de l'OCDE</i>	50
<i>Déterminants des choix de localisation des étudiants hors de leur pays de résidence</i>	51
<i>Par quels canaux les migrations internationales affectent-elles le commerce ?</i>	51
Analyse économique des politiques migratoires	52
<i>L'immigration irrégulière et l'efficacité des politiques migratoires</i> .	52
<i>L'impact des politiques d'immigration sélective sur les finances publiques des pays vieillissants</i>	52
<i>Impact budgétaire de 35 ans d'immigration en France : une approche comptable</i>	53
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	54
Déséquilibres mondiaux et système monétaire international	57
Analyse des déséquilibres mondiaux et européens	58
<i>Comment résorber les déséquilibres mondiaux ? Un exercice de simulation</i>	58
<i>Rééquilibrages macroéconomiques au sein de la zone euro</i>	59
Evolution du système monétaire international.....	60
<i>Multipolarité monétaire et instabilité des taux de change</i>	60
<i>L'élargissement du panier du DTS</i>	62
L'économie mondiale 2012 - les enjeux de la présidence française du G20.....	63
Sphère financière, sphère réelle	64
Finance, croissance et géographie	64
<i>Faut-il s'inquiéter de la taille du secteur financier ?</i>	64
<i>Impact de la localisation des activités financières sur la croissance</i>	65
<i>Les restructurations d'entreprises en Europe</i>	65
Finances publiques	66
Dettes publiques et risque souverain	67
<i>Variante dette publique dans le modèle INGENUE</i>	67
<i>Risque de change et risque de défaut</i>	68
<i>Conséquences du régime bancaire sur la soutenabilité des finances publiques</i>	69
<i>Crise des dettes souveraines en zone euro</i>	70
Fiscalité.....	70
<i>Impact de la fiscalité environnementale sur la productivité des entreprises</i>	70

SOMMAIRE

Micro-macro simulation de l'économie française dans son environnement international..... 71

Energie, matières premières et développement durable72

Marchés dérivés et financiarisation des matières premières72

Les déterminants des prix des permis d'émission des gaz à effet de serre72

Finance et responsabilité sociale des entreprises.....74

Quel après 11 mars 2011 pour le Japon ?74

LES ANNEXES

Annexe 1 : Les publications du CEPII 76

Annexe 2 : Les *Documents de travail CEPII* et les *Rapports d'étude du CEPII* 90

Annexe 3 : Le site Internet du CEPII112

Annexe 4 : Publications hors CEPII120

Annexe 5 : Articles signés dans la presse - Interviews - Le CEPII dans les médias131

Annexe 6 : Rapports et travaux pour des institutions publiques et des fondations154

Annexe 7 : Rencontres organisées par le CEPII et le *Club* du CEPII159

Annexe 8 : Communications et interventions à des colloques et à des séminaires201

Annexe 9 : Participation à des groupes de travail, comités de lecture et comités d'experts211

Annexe 10 : Relations internationales du CEPII216

Annexe 11 : Prix et Distinctions224

PRÉFACE

Crise financière mondiale, présidence française du G20, crise de la zone euro, polémiques sur la compétitivité,... L'année 2011 a été particulièrement chargée pour le CEPII qui s'est attaché à apporter à ces différents débats des éléments ancrés dans une recherche rigoureuse. Toutefois, en dépit de cette pression de l'actualité, le Centre a continué à investir dans les sujets de long terme comme la modification des équilibres économiques mondiaux, l'évolution des spécialisations, les contraintes énergétiques et environnementales, les migrations internationales, ou la multiplication des accords commerciaux bilatéraux.

La production écrite a été abondante, qu'il s'agisse des collections du CEPII (Documents de travail, La Lettre du CEPII, Economie Mondiale 2012) ou des nombreux articles publiés dans des revues internationales à comité de lecture, qui sont un gage de qualité scientifique, confortant le jugement positif délivré par le Comité scientifique du Centre.

Cette activité scientifique se double d'un grand nombre de travaux réalisés pour diverses entités publiques françaises (Direction du Trésor, Sénat, Caisse des dépôts, Conseil d'analyse économique) ainsi que pour la Commission européenne. S'ajoute aussi l'organisation, tout au long de l'année, de conférences sur des thèmes d'actualité comme la réforme du système monétaire international ou la volatilité des prix de matières premières.

Enfin, il faut souligner la permanence de l'engagement du CEPII dans la maintenance et le développement de base de données et de modèles de simulation. Ainsi, trois nouvelles bases ont été mises en ligne en 2011, dont celle sur les valeurs unitaires du commerce, qui permettent une analyse fine des spécialisations en termes de gammes de qualité.

Toute l'équipe du CEPII se joint à moi pour vous souhaiter une excellente lecture de ce rapport d'activité 2011.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPII

INTRODUCTION

En 2011, le CEPPI a poursuivi ses recherches dans ses domaines d'expertise en mettant l'accent sur cinq thèmes fédérateurs, en partie transversaux par rapport aux différents programmes : la croissance durable, la compétitivité, les finances publiques, les déséquilibres mondiaux et européens, le système monétaire international. Les principaux résultats obtenus sont résumés ci-dessous, en suivant l'ordre de présentation du rapport d'activité.

Concernant les **Politiques commerciales**, l'effort a porté sur la réorientation des travaux vers de nouveaux sujets liés à la croissance durable. Ceci a conduit à des investissements méthodologiques importants dans les domaines de l'environnement et de l'énergie pour pouvoir modéliser les questions de taxation du carbone aux frontières. Parallèlement, les travaux plus classiques sur la libéralisation commerciale au niveau régional ou multilatéral ont souligné une fois encore l'importance des produits sensibles dans toute négociation et les blocages à attendre lorsque cette contrainte d'acceptabilité des accords tentait d'être contournée. Ainsi la tentative de rééquilibrer les concessions en faveur des pays du Nord porte-t-elle une responsabilité évidente dans l'échec du Cycle de Doha. Dans une vision rétrospective, les baisses tarifaires des Etats-Unis ont eu un impact positif sur les exportations des pays émergents, une fois les autres déterminants du commerce pris en compte, mais cela n'a pas été le cas pour les autres marchés au sein de l'OCDE. Les résultats obtenus sur l'Inde avec des données microéconomiques illustrent d'ailleurs que la performance des pays émergents à l'exportation tient souvent beaucoup à des facteurs internes, et pas seulement au degré de la libéralisation des marchés de destination. Ces différents résultats soulignent enfin la nécessité de concentrer l'analyse sur les aspects non tarifaires, un aspect qui sera largement repris en 2012.

Les travaux du programme **Analyse du commerce international** ont porté en grande partie cette année sur les questions de compétitivité et de commerce de services. L'analyse détaillée des flux d'exportation de produits manufacturés et de leurs valeurs unitaires suggère qu'au moins jusqu'en 2009, l'écart de performance à l'exportation entre l'Allemagne et d'autres pays européens (dont la France) ne s'explique pas par une divergence des prix à l'exportation mais plutôt par des facteurs hors prix. Au niveau microéconomique, les performances à l'exportation des entreprises sont très largement affectées par l'environnement auquel elles font face. D'un côté, la concurrence sur les marchés d'exportation contraint les exportateurs à réduire le nombre de biens exportés et à resserrer leur offre autour de leurs meilleurs produits. D'un autre côté, le fait de bénéficier de bons circuits de distribution permet de mieux résister à la concurrence : les entreprises de la grande distribution favorisent les exportations des entreprises de leur pays d'origine lorsqu'elles s'implantent à l'étranger.

Les indicateurs d'avantages comparatifs des pays européens montrent que l'UE a une carte importante à jouer dans le domaine des services. Même si la désindustrialisation est moins marquée en Europe qu'aux

Etats-Unis, les services sont une source d'avantages comparatifs essentiels pour le Vieux Continent. A ce titre, l'Europe a sans doute beaucoup à gagner dans les négociations visant à réduire ou harmoniser les réglementations contraignant les activités de services, y compris au sein même de l'UE. Même lorsqu'elles ne visent pas explicitement les entreprises étrangères, ces réglementations limitent fortement le commerce de services : une hausse de 10 % de la pression réglementaire sur un marché de destination réduit les exportations de services de chaque firme française de 7 % environ et la probabilité d'exporter de 2,8 % environ.

Dans le domaine des **Economies émergentes**, les travaux se sont poursuivis sur l'économie chinoise, confirmant, à un niveau fin, la détérioration des termes de l'échange de cette économie sur la période 1997-2007, malgré des valeurs unitaires plus élevées pour les exportations d'assemblage, en particulier celles des firmes d'origine étrangère. Les recherches ont également mis en évidence l'impact négatif, pour les exportations chinoises intensives en énergie, des politiques de lutte contre les émissions de SO₂ mises en place à la fin des années 1990, en particulier pour les firmes privées ou d'origine étrangère (par opposition aux firmes d'Etat). Enfin, la présence, au niveau de la province, de firmes étrangères actives dans les mêmes secteurs semble favoriser le démarrage de l'exportation pour les firmes chinoises. Ainsi, une conséquence des investissements étrangers en Chine serait de stimuler l'exportation des firmes chinoises. Dans le domaine monétaire, une évolution importante de l'année a été l'accélération du processus d'internationalisation du renminbi. L'analyse détaillée de l'expérimentation de renminbi offshore réalisée à Hong Kong met cependant en lumière les limites d'une internationalisation sans modification de la politique de change ni levée plus franche des restrictions aux flux de capitaux en Chine continentale. Les analyses sur les économies émergentes ont également porté cette année sur la zone Méditerranée. Ces travaux soulignent les forces (une gestion macroéconomique exemplaire depuis dix ans) et les faiblesses (déficit de qualification et importance de l'économie souterraine) de ce qui est présenté comme le "modèle turc". Ces performances contrastent malgré tout avec celles des pays d'Afrique du Nord qui ont certes connu une embellie durant la dernière décennie mais pour des raisons qui leur étaient principalement étrangères, même si la montée en gamme du secteur manufacturier en Tunisie doit être notée. Reste que les efforts réels d'éducation, notamment supérieure, n'ont pas été accompagnés d'un changement correspondant dans l'emploi et la génération de jeunes diplômés sans emplois a joué un rôle essentiel dans les révolutions du printemps.

Ces travaux sont complétés par des recherches sur le financement des économies émergentes. En particulier, un projet réalisé sur une base de données de firmes indiennes souligne le caractère sélectif du financement par le système bancaire, qu'il soit public, privé indien ou privé d'origine étrangère, au détriment des plus petites entreprises. Une étude réalisée sur la Roumanie montre quant à elle que la libéralisation financière tend à accroître les inégalités salariales principalement dans les entreprises multinationales.

Dans le domaine des **Economies émergentes et des migrations internationales**, les résultats les plus marquants portent sur les liens entre

migrations et finances publiques. Si, à une date donnée, les immigrés apparaissent comme relativement favorisés par le système de redistribution par rapport aux autochtones, la différence de structure par âge entre les deux populations conduit à un impact global de l'immigration sur les finances publiques légèrement positif dans le long terme. La structure par qualification et par âge des immigrés est à cet égard déterminante. Les travaux sur les déterminants des flux migratoires ont également donné des résultats intéressants : impact fort des conditions économiques des pays d'accueil mais faible des conditions des pays d'origine, rôle des réseaux, du prix des logements et de la qualité perçue des universités (mais non des frais d'inscription) dans les choix de localisation des étudiants. Enfin, l'analyse des relations entre migrations et commerce révèle un impact fort des effets de réseau : la présence d'immigrés, particulièrement d'immigrés qualifiés, stimule le commerce (en particulier les exportations) et cet effet est dix fois plus important que l'effet de demande de biens en provenance du pays d'origine.

Le programme **Macroéconomie et finance internationales** s'est en grande partie calé en 2011 sur les priorités de la présidence française du G20 (sur les six priorités affichées par la France, seule celle relative au développement n'a pas été abordée). La question des déséquilibres macroéconomiques mondiaux a notamment été traitée à l'aide d'un modèle original permettant de simuler l'effet de différentes réformes structurelles et monétaires en Chine. La conclusion principale est que le passage au flottement ne permet pas, à lui seul, de réaliser le rééquilibrage mondial et que la contribution de la Chine doit surtout reposer sur des réformes structurelles réduisant le taux d'épargne et sur une ouverture en parallèle du compte financier. Les travaux sur le système monétaire international se sont attachés à examiner les avantages et inconvénients d'un système multipolaire (par rapport au *statu quo*). Il en ressort principalement qu'une internationalisation de l'euro et du renminbi pourrait contribuer à réduire les désajustements de change, au prix toutefois d'une augmentation de la volatilité des changes à court terme. Sur la régulation financière, les travaux les plus marquants ont porté sur la justification des taxes sur les activités financières et leur impact ; ces travaux seront poursuivis en 2012. La question de la volatilité des matières premières a été abordée sous l'angle de la financiarisation des marchés agricoles. Les résultats obtenus confirment la difficulté d'établir un lien entre l'augmentation du prix des matières agricoles et la présence accrue des fonds indiciels sur les marchés à terme. Enfin, sur la gouvernance mondiale, nous avons cherché à simuler l'effet d'une inclusion de la monnaie chinoise dans le DTS, qui pourrait intervenir dans le cadre d'une réforme du FMI.

Outre l'agenda G20, les économistes du Centre ont été amenés à réagir "à chaud" à la crise des dettes souveraines en zone euro (publication de documents de synthèse, interviews, participation à des tables rondes en France et à l'étranger, ...). Mais le CEPII a également produit des analyses plus structurelles, en particulier sur l'évaluation de la soutenabilité des dettes publiques intégrant des actifs contingents (comme les garanties bancaires) et l'estimation des taux de change d'équilibre au sein de la zone.



Politiques commerciales

PC

POLITIQUES COMMERCIALES

En 2011, le programme "**Politiques commerciales**" a marqué une rupture stratégique en s'intéressant aux questions de croissance soutenable à long terme. Cette réorientation a occupé une large partie du temps de l'équipe qui s'est elle-même profondément restructurée. En dépit de ces deux contraintes, le programme a réussi à entretenir ses outils de modélisation et de documentation de la protection commerciale et a pu travailler sur la question du régionalisme. Enfin, des réponses ont été apportées à des demandes extérieures (Trésor, AFD, Commission européenne).

Une première thématique regroupe, sous l'intitulé général du régionalisme et du multilatéralisme, les approches traditionnelles de ce programme de travail. Outre le cycle multilatéral de Doha, les sujets abordés touchent notamment à la Méditerranée et au projet d'accord entre Union européenne et Mercosur.

Un deuxième ensemble de travaux s'intéresse à l'environnement et au développement durable.

Un dernier thème concerne les méthodes, des modifications profondes de *Mirage* étant suscitées par la nouvelle orientation vers les questions de long terme.

RÉGIONALISME ET MULTILATÉRALISME

Euromed : les coûts de la non-Méditerranée

Houssein Guimbard, Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Joachim Jarreau (CIREM) et Daniel Mirza (Université de Tours)

Par leur proximité géographique et leur histoire, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) restent des partenaires économiques privilégiés de l'Union européenne. Suite aux accords Euromed, encadrés par le processus de Barcelone depuis 1995, l'Union européenne et les PSEM se sont engagés, d'ici 2016, à constituer une zone de libre-échange pour les biens industriels ainsi que pour certains produits agricoles et la pêche. Dans les prochaines années, le processus devrait s'étendre à d'autres produits agricoles ainsi qu'aux services. Parallèlement, les accords régionaux, comme celui d'Agadir, permettraient d'augmenter le degré d'intégration des PSEM entre eux. L'objet du projet était de simuler, à l'aide du modèle *Mirage*, l'effet d'un accord UE-PSEM sur le commerce et sur le revenu réel des contractants et du reste

RÉFÉRENCE(S)

"Euromed, the cost of the non-Mediterranean",
S. Bensassi, J. De Sousa,
M. Fodha, H. Guimbard,
J. Jarreau, E. Milet,
D. Mirza & C. Mitaritonna,
Rapport pour l'Agence
Française de Développement,
janvier 2012.

du monde. Un important travail a concerné la prise en compte, dans Mirage, des accords de libéralisation dont la mise en place n'était pas achevée l'année de calibrage du modèle (2004) ainsi que ceux signés après 2004 et dont l'entrée en vigueur et le démantèlement tarifaire surviendront avant 2020.

Le rapport final comprend des statistiques descriptives, une quantification économétrique des effets directs et indirects des accords commerciaux existants et une partie de simulation en équilibre général calculable (cette partie comprend 15 scénarios, constituant autant de cas différents en termes d'intégration commerciale via des réductions tarifaires dans tous les secteurs des économies concernées). Les scénarios tarifaires intègrent les accords bilatéraux (accords d'association) signés entre les pays méditerranéens et l'Union européenne ; un important travail de collecte d'information et de mise en cohérence a donc été nécessaire.

Réalisé à la demande de l'Agence Française de Développement et de la Direction générale du Trésor (MINEFI), ce travail sera publié prochainement dans les collections du CEPII.

Accord UE-Mercosur

Houssein Guimbar, en collaboration avec Priscila Ramos (Université de Buenos Aires, Argentine)

Dans le cadre d'une convention avec la Direction générale du Trésor, le CEPII a évalué de nouvelles propositions concernant l'accord UE-Mercosur. Se basant sur les scénarios proposés par la DGT, l'étude comporte deux parties. La première étudie les conséquences de ces nouvelles propositions au travers de trois simulations classées selon le degré d'ambition atteint en termes d'ouverture des marchés européens et du Mercosur. Une attention particulière est portée au secteur agricole. La seconde partie se focalise sur les scénarios les moins ambitieux, intégrant des élargissements de quotas tarifaires. La version SH6 du modèle Mirage permet l'étude, au niveau de la nomenclature harmonisée à six chiffres du commerce international, des implications de ces élargissements.

Les scénarios tarifaires au niveau HS6 de la négociation ont été développés selon les propositions de la DGT. Six scénarios tarifaires ont ensuite été simulés avec le modèle Mirage. Deux versions du modèle ont été utilisées : avec le modèle standard, nous avons étudié les conséquences en 2025 d'un accord bilatéral (variation d'utilité, de production, de commerce, accumulation du capital, gains de variétés...), mais aussi la dynamique pour y parvenir (2014-2025).

Les résultats mettent en évidence les produits sensibles de cette négociation et les conséquences de leur éventuelle libéralisation. La version HS6 du modèle isole très bien les effets commerciaux à attendre d'un tel accord (en fonction de son niveau d'ambition) en particulier pour ces produits.

Cycle de Doha

Lionel Fontagné, en collaboration avec Yvan Decreux (Centre du commerce international – ITC, Genève) et Emmanuel Milet (Paris 1 et PSE)

Les négociations multilatérales lancées à Doha en novembre 2001 ont échoué en décembre 2011. Dès le printemps 2011 les négociations sur le NAMA (Non-agricultural market access) avaient buté sur la question des initiatives sectorielles. En juin il était clair qu'un blocage du cycle était impossible d'ici la fin 2011, mais l'espoir subsistait d'obtenir un accord sur un paquet "PMA +" incluant la facilitation des échanges. Mais en septembre, même cet objectif paraissait hors de portée. Ce travail cherche à comprendre les raisons de cet échec en mobilisant les outils quantitatifs les plus détaillés.

Les données disponibles sont tirées des bases GTAP et MacMap et décrivent l'économie mondiale en 2004. Nous commençons par une première simulation reproduisant la trajectoire de l'économie mondiale entre cette date et 2010. En 2012 (et les années suivantes en fonction des calendriers de réduction de la protection aux frontières), chaque scénario décrit plus bas est mis en œuvre. Le démantèlement tarifaire est étalé sur cinq ans pour les pays développés (dix ans pour les pays en développement). Les pays ayant récemment accédé à l'OMC se voient concéder des périodes plus longues que nous fixons à douze ans pour simplifier. Les Pays les Moins Avancés ne réduisent pas leur protection douanière mais étendent la consolidation de leurs droits de douane. Finalement, nous comparons la situation de l'économie mondiale à chaque date de 2013 à 2025 – avec et sans le choc d'ouverture commerciale.

Nous identifions 70 milliards de dollars de gains en 2025, lorsque la libéralisation porte sur les biens agricoles et industriels. Une réduction de 3% de la protection dans les services porterait ces gains à 85 milliards. Un calcul des gains associés à la facilitation des échanges suggère environ un doublement de ces chiffres, tandis qu'un programme d'efficacité portuaire ajouterait encore 35 milliards. Finalement, les 187 milliards de gains identifiés ici (dans un scénario associant réduction des barrières aux échanges de biens et de services avec des engagements en termes de facilitation des échanges et d'efficacité portuaire) s'ajouteraient au PIB mondial chaque année, à moyen terme, relativement à la situation de référence. Ces gains restent modestes, particulièrement pour certains grands acteurs (les États-Unis). Surtout, les propositions en termes d'initiatives sectorielles n'auraient ajouté que 15 milliards de dollars à ces gains alors qu'elles soulevaient des blocages incontournables de la part des pays émergents.

Ce travail montre que la volonté de rééquilibrer en faveur du Nord des concessions perçues comme déséquilibrées porte une lourde responsabilité dans l'échec des négociations.

RÉFÉRENCE(S)

"Economic Impact of Potential Outcome of the DDA",
Y. Decreux & L. Fontagné,
Document de travail CEPPII,
n° 2011-23, novembre.

"Dix ans après Doha",
L. Fontagné,
La Lettre du CEPPII,
n° 315, 15 novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Sensitive products in the Doha negotiations: The case of European and Japanese market access",
M. P. Ramos,
C. Gouel & C. Mitaritonna,
Economic Modelling, 28(6),
pp. 2395-2403, novembre.

"An Impact Study of the Economic Partnership Agreements in the Six ACP Regions",
L. Fontagné,
C. Mitaritonna & D. Laborde,
Journal of African Economies,
20(2), pp. 179-216.

Accord bilatéraux, produits sensibles et comportements de prix

Houssein Guimbard, Charlotte Emlinger & Sébastien Jean

Le projet consistait, dans un premier temps, à étudier la détermination des produits sensibles par pays lors de la signature d'accords commerciaux. Le premier travail a été la construction de la base MAcMap-HS6 2007, avec un traitement approfondi des quotas tarifaires et l'intégration de pays supplémentaires par rapport à la base 2004. La base est désormais disponible dans sa version la plus détaillée (5224 produits, 164 pays importateurs et 234 pays exportateurs). La dimension temporelle de MAcMap-HS6 (2001, 2004 et 2007) permet de mieux définir les intérêts offensifs et défensifs des pays, aboutissant à l'exclusion/inclusion de certains produits dans les accords bilatéraux. La base de commerce BACI permet ensuite d'étudier dans quelle mesure les accords commerciaux signés dans un groupe de pays affectent la stratégie de prix des exportateurs des pays tiers. La baisse des droits de douane à l'intérieur des nombreuses zones de libre-échange qui se sont constituées durant la dernière décennie a certainement engendré un accroissement de la concurrence entre les pays membres et non membres, avec pour conséquence une baisse de prix des exportateurs non membres. Enfin, le troisième volet de ce projet étudie les conséquences de la présence des droits spécifiques (exprimés en unités monétaires par rapport à une quantité physique) sur le commerce, tant du point de vue de l'importateur que de l'exportateur.

Un important travail de mise en cohérence des bases de données a été mené (données MAcMap-HS6 améliorées, nouvelles données de commerce et de valeurs unitaires). Des statistiques descriptives ont été produites. De nombreuses estimations économétriques ont également été réalisées, à la fois sur le lien entre droits spécifiques et valeurs unitaires et sur les déterminants des droits spécifiques. La partie sur les accords commerciaux a débuté (consolidation de la base d'accords bilatéraux, mise en cohérence avec la dernière version de MAcMap-HS6). Afin d'assurer la cohérence de la méthodologie MAcMap-HS6, les bases 2001 et 2004 ont été reconstruites avec les données de commerce et de valeurs unitaires de la base *Tariff Lines*.

Nous caractérisons l'évolution de la protection depuis 2001 s'agissant des droits de douanes spécifiques. Nous montrons l'effet attendu de l'augmentation des prix agricoles en 2007 : l'équivalent ad valorem de la protection sur droits spécifiques baisse significativement. Par ailleurs, les premières estimations réalisées confirment l'existence d'un lien positif entre la présence (et le niveau) des droits spécifiques et les valeurs unitaires des produits importés dans le secteur agroalimentaire. Concernant les accords bilatéraux, un premier travail descriptif est prévu au premier semestre 2012.

Protection commerciale et marges du commerce

Lionel Fontagné, en collaboration avec Anne-Célia Disdier (INRA)

La progression des exportations des pays émergents est-elle le résultat de la libéralisation commerciale ou bien de la dynamique des marchés et de la taille économique de ces nouveaux concurrents ? Pour répondre à cette question, nous utilisons les données les plus fines de commerce et de protection et comparons 1996 à 2006.

Nous utilisons la base MAcMap aux deux dates et la fusionnons avec BACI. Une partie importante de ce travail est de construire la base 1996 (MAcMap ne commence qu'en 2001). Nous décomposons les marges du commerce des pays émergents et nous intéressons à l'impact de la baisse de la protection.

Les résultats montrent que les baisses tarifaires des Etats-Unis ont eu un impact positif sur les exportations des pays émergents. Ceci s'observe à la fois sur la marge extensive (nombre de produits exportés) et sur la marge intensive (volumes exportés de chaque produit). Nous ne trouvons pas un tel impact dans le cas des autres marchés au sein de l'OCDE. Une forte variance sectorielle est également observée. Par exemple, cet effet n'apparaît pas dans le textile-habillement. C'est finalement la croissance de la productivité dans les pays émergents qui explique l'essentiel de leur progression dans le commerce international. Ce travail met donc en doute la portée d'une réintroduction de droits de douane qui viserait à limiter la progression des exportations des pays émergents.

L'impact de l'ouverture commerciale et des réformes financières sur la performance à l'export

Maria Bas, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

Le projet vise à analyser les effets des réformes financières sur la performance des firmes, à partir de l'exemple indien. Plus précisément, l'idée est d'examiner l'impact de la croissance du crédit sur la performance des entreprises indiennes sur la période 1996-2006. Cette période coïncide avec l'introduction de la réforme bancaire en Inde qui a eu pour objectif d'augmenter la participation des banques privées et étrangères dans le système bancaire.

Nous exploitons la base des données des entreprises indiennes *Prowess*, qui permet d'estimer la réponse des firmes à un développement financier, mesuré par le ratio du crédit sur le PIB, qui varie selon les régions indiennes. Notre méthode empirique nous permet notamment d'identifier quels types d'entreprises ont bénéficié le plus de la réforme bancaire. Nous examinons ainsi les effets différenciés du développement financier sur l'accumulation de capital et sur la production des entreprises, en fonction de leur productivité, de leur liquidité et de leur rentabilité.

RÉFÉRENCE(S)

"Trade Liberalisation and Trade Integration of Emerging Countries",
A.C. Disdier,
L. Fontagné & M. Mimouni,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"L'impact des réformes financières sur la performance à l'exportation des firmes indiennes",
M. Bas & A. Berthou,
mimeo présenté à l'EEA 2011,
à l'ETSG 2011 et dans une conférence à Delhi sur l'économie indienne.

RÉFÉRENCE(S)

"The Great Shift: Macroeconomic projections for the world economy at the 2050 horizon", J. Fouré, A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné, *Document de travail CEPII*, n° 2012-03, février 2012.

"The World Economy in 2050: a Tentative Picture", J. Fouré, A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné, *Document de travail CEPII*, n° 2010-27, décembre 2010.

RÉFÉRENCE(S)

"Evaluation du Mécanisme d'Inclusion Carbone (MIC) avec un modèle d'équilibre général calculable", J. Fouré, H. Guimbard, N. Lagarde & S. Monjon, *Rapport d'étude remis à la Direction générale du Trésor*, novembre 2011.

Les principaux résultats suggèrent que le développement financier a des effets positifs sur la croissance des entreprises indiennes. Ces effets sont plus importants pour les entreprises qui sont initialement les plus performantes en termes de taille, de productivité et de liquidité initiale. Dans les secteurs financièrement les plus vulnérables, les firmes ont particulièrement bénéficié de la réforme bancaire. Ce travail souligne que la performance des pays émergents à l'exportation tient souvent beaucoup à des facteurs internes, et pas seulement au degré de la libéralisation des marchés de destination.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sentier dynamique de Mirage

Lionel Fontagné, Jean Fouré & Nicolas Lagarde, en collaboration avec Priscila Ramos (Université de Buenos Aires, Argentine)

Dans le prolongement du travail réalisé en 2010 sur l'intégration des projections de long terme du CEPII¹ au modèle Mirage, il s'agissait de réaliser une intégration plus poussée des deux modèles et d'atteindre l'horizon 2100, dans le cadre d'une collaboration avec l'*Institute for Prospective Technological Studies* de Séville.

Cette recherche a bénéficié des avancées dans deux projets parallèles : le développement du sentier de croissance de long terme et le développement du modèle Mirage-e pour étudier le Mécanisme d'Inclusion Carbone. D'une part, le modèle de croissance MaGE a été modifié pour atteindre l'horizon 2100. Cela a comporté une mise à jour des projections extérieures (population des Nations Unies), une meilleure représentation du taux d'activité féminin ainsi que des ajustements sur les dynamiques de la productivité globale des facteurs. D'autre part, le modèle Mirage a été modifié pour lui aussi atteindre 2100. Il s'agissait d'intégrer les résultats de MaGE, d'améliorer la modélisation de la productivité agricole et surtout de réévaluer les hypothèses du modèle pour permettre la résolution jusqu'en 2100.

Mécanisme d'inclusion carbone

Stéphanie Monjon, Houssein Guimbard, Nicolas Lagarde & Jean Fouré

Depuis 2005, l'Union européenne (UE) a mis en place un système de permis négociables d'émission de gaz à effet de serre. Ce système plafonne les émissions des entreprises très émissives, ce qui renchérit leurs coûts de production par rapport aux entreprises en dehors de l'UE. Or, certaines de ces entreprises sont très exposées à la concurrence internationale, et cette variation des coûts relatifs pourrait modifier les échanges commerciaux au profit des installations localisées en dehors de l'UE. Dans ce cas, les émissions de gaz à effet de serre en dehors de l'UE pourraient augmenter, en raison de la contrainte impo-

¹ Modèle MaGE, voir Fouré et alii, 2010

sée aux industries très émissives dans l'UE. On parle alors de fuites de carbone. L'efficacité environnementale de l'action européenne serait alors dégradée. Le gouvernement français propose de mettre en place un "mécanisme d'inclusion carbone" (MIC) qui imposerait aux importations dans l'UE un niveau de contrainte similaire à celui supporté par les biens produits par les entreprises européennes. L'objectif du projet est ici d'adapter le modèle Mirage afin de pouvoir évaluer le "contenu-CO2" de la production de chaque pays, ainsi que des flux commerciaux mondiaux. Ceci permettra d'évaluer l'efficacité du MIC pour limiter les fuites de carbone ainsi que ses conséquences sur la compétitivité des entreprises européennes. Ce projet est réalisé dans le cadre d'une convention d'étude avec la Direction générale du Trésor.

Nous avons tout d'abord développé une version spécifique de Mirage orientée sur les questions énergétiques et environnementales : Mirage-e. Cette version intègre plusieurs nouvelles composantes au modèle Mirage. La fonction de production a été modifiée pour mieux représenter la consommation énergétique des entreprises. Alors que les biens énergétiques étaient initialement des consommations intermédiaires comme les autres, ils sont désormais intégrés dans la valeur ajoutée et se substituent principalement au capital. Les substitutions entre énergies ne sont plus symétriques. Les substitutions avec l'électricité sont encore plus difficiles, du fait de la nécessité alors de changer sa technologie de production.

Étant donné le rôle central de l'énergie dans Mirage-e, une attention particulière a été portée à maintenir la cohérence entre les quantités physiques d'énergie produites, consommées et échangées. La version Mirage-e inclut un ajustement permettant d'assurer l'égalité, non seulement en valeur mais aussi en quantité physique (Mtep), entre, d'une part, la demande d'énergie et la production répondant à cette demande et, d'autre part, la somme des quantités d'énergie consommées dans une région et la somme des demandes qu'elle adresse à ses secteurs énergétiques et à ceux des autres régions. Enfin, un marché carbone a été modélisé dans Mirage-e, par le biais d'une taxe qui s'ajuste, de façon endogène, aux quantités de quotas d'émission et à la demande des entreprises concernées.

MÉTHODES

Réévaluation de la complémentarité entre investissement direct étranger et commerce international

Mariya Aleksynska, Julien Gourdon & Cristina Mitaritonna

Question ancienne, la relation entre IDE et commerce international est à nouveau largement débattue. Les deux modes d'internationalisation (IDE et commerce) peuvent être théoriquement soit complémentaires, soit substituables, et ceci à des degrés divers en fonction de l'agrégation des données. La logique d'investissement (horizontale ou verticale) joue aussi un rôle. Les travaux réalisés il y a dix ans faisaient état d'une complémentarité plutôt favorable à la balance commerciale

RÉFÉRENCE(S)

WIKI et interface
(Software Mirage Interface)
téléchargeables sur
[www3.lei.wur.nl/
gamstools/mirage.zip](http://www3.lei.wur.nl/gamstools/mirage.zip)

du pays investisseur². La Direction générale du Trésor³ a repris ces estimations récemment en trouvant une complémentarité moins favorable à la balance, émettant l'hypothèse de délocalisations. Il apparaît donc que la composition du commerce, en particulier concernant les biens intermédiaires et les produits finis, est importante en ce qu'elle reflète la logique de l'investissement. Le but de ce projet est de quantifier l'impact de l'IDE sur le commerce international en intégrant cette distinction. Nous utilisons la base de données BACI et la clé BEC (Broad Economic Categories) des Nations Unies qui permet d'attribuer à chaque position de la classification de BACI un emploi principal : composant, bien d'équipement, bien intermédiaire, etc. Pour les données d'investissement, nous travaillons avec les données des bureaux statistiques et de banques nationales, notamment les données françaises, allemandes, néerlandaises, tchèques, américaines, japonaises, canadiennes, et mexicaines, détaillées par pays d'origine et par secteur.

Développements de Mirage

Jean Fouré, Julien Gourdon, Nicolas Lagarde, Houssein Guimbard, Cristina Mitaritonna & Lionel Fontagné

Le modèle Mirage évolue annuellement en fonction des thèmes abordés d'une part et de la disponibilité de nouvelles données d'autre part. En 2011, le modèle Mirage a été de nouveau très sollicité et des modifications de modélisation ont été nécessaires (voir projets supra). Par ailleurs, une attention particulière a été portée à la mise en cohérence des travaux effectués par les membres du consortium Mirage sur le modèle. Des objectifs ont été définis pour l'année 2012 (création d'une version simplifiée, amélioration du code pour diffusion...).

En 2011, le CEPIL, en partenariat avec le LEI (*Landbouw-Economisch Instituut*, en anglais *Agricultural Economics Institute foundation*⁴), a tout d'abord créé une interface pour le modèle Mirage, dans le cadre d'un contrat avec la Commission européenne (DG commerce). Cet interface permet à un utilisateur débutant d'effectuer des simulations simples et de bénéficier d'une présentation originale des résultats (cartes géographiques, variations, pourcentages...). Les programmes GAMS ont été adaptés afin de correspondre aux impératifs techniques de l'interface créée par l'équipe du LEI. Un manuel a été écrit.

Cette interface permet avant tout des simulations simples. Elle ne correspond pas au mode de travail quotidien de l'équipe Mirage, laquelle s'attache plutôt à réaliser des développements spécifiques du modèle

2 L. Fontagné "Foreign Direct Investment and International Trade: Complements or Substitutes?", STI Working Papers, OECD-DSTI, 1999-3.; L. Fontagné, M. Pajot, "Investissement direct à l'étranger et échanges extérieurs : un impact plus fort aux Etats-Unis qu'en France", *Economie et Statistique*, (326-327): 31-52, 1999.

3 N. Madariaga, "Impact des investissements directs sur le commerce extérieur de la France : une analyse sur données macroéconomiques", Complément au rapport du Conseil d'Analyse Economique N° 89, 2010.

4 Le LEI dépend de l'université de Wageningen (Pays Bas) et constitue un centre de recherche en économie appliquée travaillant pour le gouvernement, le secteur privé ou encore les institutions internationales.

pour chaque question particulière. Toutefois, l'interface a deux utilisations possibles. Les sorties standard sont améliorées (interface cartographique par exemple) et des économistes non spécialisés en équilibre général calculable peuvent utiliser le modèle.

Par ailleurs, le Wiki-Mirage (documentation online de Mirage) a été mis à jour. Le moteur du wiki (Mediawiki) a été mis à jour, de même que les outils d'affichage des équations. Un système de pages à accès restreint en lecture a été ajouté pour permettre des discussions internes aux développeurs de Mirage.

Enfin, un serveur de "software versioning" (SVN) a été mis en place à l'essai pour permettre le développement conjoint de Mirage par plusieurs programmeurs.

Le travail réalisé permet une plus grande facilité d'utilisation du modèle pour les nouveaux collaborateurs du CEPII. L'interface peut être utilisée pour effectuer une première simulation très rapide et se concentrer uniquement sur les commentaires des résultats. Le Wiki-Mirage assure quant à lui une diffusion simple et en temps réel des améliorations du modèle Mirage à travers le consortium d'utilisateurs, et au-delà. Par ces développements, le CEPII a contribué fortement en 2011 à ouvrir son expertise de modélisation à un plus large public.

Maintenance des outils : Base de données d'IDE

Houssein Guimbar

Le CEPII a construit une base de données mondiale d'investissements directs à l'étranger en trois dimensions (pays investisseur, pays hôte et secteur), pour l'année 2004. Cette base est destinée à devenir une référence pour la communauté des modélisateurs en équilibre général.

Grâce aux données Eurostat, nous avons estimé des investissements théoriques pour l'ensemble des pays du monde. Nous contraignons ensuite nos estimations avec les données existantes de dimensions inférieures (1 ou 2) lors de l'équilibrage de la matrice, via une optimisation quadratique. Cette base de données est destinée à une utilisation pour des études quantitatives (modèles d'équilibre général).

Un travail de coopération avec l'équipe de GTAP pour l'intégration à leur base de données a aussi été mené à bien (cohérence de la classification, tests sur certaines données reconstruites...).

La base de données est mise à disposition sur le site web du CEPII. La base IDE a été aussi finalement intégrée à la base GTAP 8. La méthodologie est transparente et permet de traiter de nombreuses problématiques concernant les IDE dans les MEGC. Elle n'est pas destinée aux travaux économétriques, compte tenu de sa méthodologie de construction. C'est la raison pour laquelle une autre base a été construite au CEPII, décrite supra, pour alimenter les travaux économétriques.

RÉFÉRENCE(S)

"A Foreign Direct Investment database for global CGE models",
C. Gouel,
H. Guimbar & D. Laborde,
Document de travail CEPII,
2012-08, avril.

RÉFÉRENCE(S)

"Base de données MAcMap-HS6 2007",
H. Guimbard,
The CEPII Newsletter,
No 48, 4th Quarter, 2011.

"MAcMap-HS6 2007,
an exhaustive and
consistent measure of
applied protection in 2007",
H. Guimbard, S. Jean,
M. Mimouni & X. Pichot,
Document de travail CEPII,
à paraître.

**Maintenance des outils :
Base de données de protection commerciale**

La base de protection tarifaire (droits de douane) MAcMap-HS6 a été construite en 2010. Elle propose, pour l'année 2007, l'équivalent *ad valorem* de la protection appliquée par 164 pays importateurs à 220 pays exportateurs, dans la nomenclature harmonisée à 6 chiffres du commerce international (SH6). En 2011, cette base a été testée et consolidée (intégration de nouvelles données). Par ailleurs, l'objectif était son intégration dans la base GTAP 8 et, par ce biais, sa diffusion.

En 2011, six nouveaux pays importateurs ont été intégrés à l'ensemble de la base construite en 2010. Les données de commerce et de valeurs unitaires ont été mises à jour. Des tests ont été effectués pour éprouver la solidité de la méthodologie (agrégation, comparaison avec la base 2004). Une agrégation particulière a été demandée par le consortium GTAP. Nous avons donc construit les poids de commerce nécessaires pour cette agrégation et recherché quelques informations supplémentaires sur d'autres pays (petites îles...).



ACI

Analyse du
commerce international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

En 2011, le programme "**Analyse du commerce international**" a été fortement mobilisé sur le thème de la compétitivité. Le contexte économique international, marqué par la crise de la zone euro, a révélé avec force les déséquilibres criants des systèmes productifs des pays européens et l'urgence pour beaucoup d'entre eux d'améliorer leur compétitivité. La participation du CEPII sur ce thème a été de deux ordres.

D'une part, nous avons poursuivi notre travail de fond, en continuant d'investir dans l'entretien et le développement des bases de données. D'autre part, nous avons conduit de nouvelles études théoriques et économétriques sur la structure du commerce et les déterminants des performances à l'exportation. Les bases de données du commerce international (notamment CHELEM et BACI) sont des outils précieux pour l'analyse de la compétitivité. CHELEM permet l'étude sur longue période des avantages comparatifs et des spécialisations des pays, tandis que BACI permet une analyse à un niveau très fin des performances commerciales des pays et des spécialisations le long des gammes de prix. Au-delà du développement de ces outils, nous avons poursuivi l'exploration de deux dimensions importantes de la compétitivité : le commerce de services et les déterminants microéconomiques des performances commerciales. Le commerce de services est en effet un enjeu d'une importance croissante pour les pays développés qui ont du mal à préserver leurs parts de marché dans l'industrie. Mieux décrire et comprendre les déterminants du commerce international de services est un travail bien souvent novateur et assurément utile pour cerner les enjeux à venir de la mondialisation. Quant aux analyses microéconomiques du commerce international, elles nous éclairent sur les déterminants réels des performances à l'exportation et révèlent les entraves au commerce et l'attitude des entreprises face à la concurrence étrangère.

En outre, nous avons mené plusieurs analyses visant à décrire les performances commerciales et les ressorts de la compétitivité de la France et des pays européens. Conformément à la tradition du CEPII, ces études se fondent toutes sur l'exploitation de données très détaillées. Deux Lettres du CEPII ont été publiées sur la compétitivité et les spécialisations européennes, un panorama très détaillé des avantages comparatifs des pays européens et un chapitre de l'Economie mondiale 2012 sur la question.

Les activités du programme ACI pour 2011 se sont organisées en cinq axes : bases de données, compétitivité et spécialisations, le rôle des services dans la mondialisation, performances exportatrices des entreprises, commerce et environnement.

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - commerce international, années 1967 à 2010, sur internet et DVD. (<https://chelem.bvdep.com/>)

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - PIB, années 1967 à 2012, sur internet et DVD. (<https://chelem.bvdep.com/>)

RÉFÉRENCE(S)

Base de données CHELEM - BAL, années 1967 à 2012, sur internet et DVD. (<https://chelem.bvdep.com/>)

"Bases de données sur l'économie mondiale", CEPII, *L'Économie mondiale 2012*.

BASES DE DONNÉES

CHELEM - CIN

Alix de Saint Vulry

Il est essentiel, pour tous ceux qui s'intéressent à l'économie mondiale, d'avoir une vision complète, harmonisée et sur longue période du commerce mondial, détaillé par exportateurs, importateurs et catégories de produits. La base de données CHELEM - commerce international du CEPII remplit cet objectif, en offrant un environnement simple et convivial (sur DVD ou en ligne).

En 2011, la base de données CHELEM - commerce international a été actualisée et mise à la disposition des utilisateurs. Elle couvre désormais les années 1967 à 2010. Dans le même temps, nous avons mené des travaux préparatoires à la modification de la nomenclature géographique de CHELEM.

CHELEM - PIB

Deniz Ünal

La base CHELEM - PIB contient les données de PIB (en dollar courant, en dollar constant et en dollar international-PPA), de population totale et de taux de change nominal pour 204 pays ou territoires statistiques ainsi que 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM. En 2011, les cinq séries de la base CHELEM - PIB ont été actualisées pour la période 1960-2012.

CHELEM - BAL

Houssein Guimbard

CHELEM - BAL contient les flux de balance des paiements pour 189 pays, 94 zones élémentaires de la nomenclature commune CHELEM et l'ensemble des organisations internationales. Les comptes détaillés proposent 68 postes pour les crédits et les débits et 70 postes pour les soldes. En 2011, CHELEM - BAL a été actualisée en s'appuyant sur les données du FMI ainsi que les statistiques nationales pour la période 1967-2010. Deux mises à jour ont été réalisées pour mettre à la disposition des utilisateurs les données couvrant les années 1967 à 2010.

BACI et Trade Unit Values

Antoine Berthou & Charlotte Emlinger

BACI (Base pour l'Analyse du Commerce International) propose des données de commerce mondial harmonisées au niveau le plus fin (5 000 produits) pour un grand nombre de pays (plus de 200). La procédure originale d'harmonisation est appliquée à la fois aux valeurs et aux quantités de la base de données COMTRADE des Nations Unies. En accord avec les services des Nations Unies, la base de données est disponible en ligne pour tous les chercheurs appartenant à une institution abonnée à COMTRADE. Par ailleurs, la toute nouvelle base de données de prix du commerce (Trade Unit Values), développée en 2010, a été actualisée et mise en ligne. Elle fournit, en libre accès, des données de valeurs unitaires pour chaque flux bilatéral. Ces indicateurs du prix des produits échangés sont calculées à partir des données sources de COMTRADE, au niveau le plus fin des nomenclatures de produits, puis ré-agrégées au niveau 6 chiffres (HS6).

La base de données BACI a été mise à jour par la révision de l'année 2009 et l'ajout de l'année 2010 (révision HS92).

Panorama de l'économie mondiale

Houssein Guimbard, Colette Herzog, Michel Fouquin & Deniz Ünal

L'objet de ce panorama est d'offrir des points de repère sur les mutations de l'économie mondiale observées sur le long terme et sur la façon dont les nations y ont participé. Les trajectoires de près de quarante années y sont présentées. Le panorama 2011 couvre les années 1960 à 2012 pour les PIB, 1967 à 2009 pour le commerce international et les échanges de services. Il est mis à la disposition des utilisateurs sous la forme d'une centaine de diapositives sur le site du CEPII, en français et en anglais.

Mise à jour de la base de données EU-Klems 2009

Laurence Nayman

La base de données EU-Klems propose des séries relatives à la croissance et à la productivité des facteurs de production sur la période 1970-2007. Elle rassemble en outre des informations sur les coûts du travail et du capital. Ces mesures précises de la productivité par facteur de production, secteur d'activité et pays sont très utiles pour mener des analyses fines de la compétitivité.

Devant le succès de la base EU-Klems, très largement utilisée dans le monde, le leader du consortium à l'origine du projet (l'université de Groningen) a décidé de proposer une actualisation de la base. Le CEPII, comme les différents instituts ayant participé à la constitution de cette base, a été sollicité à nouveau pour mettre à jour les don-

RÉFÉRENCE(S)

"Base de données de commerce international BACI, 1995-2010.
(<http://www.cepii.fr/anglaisgraph/bdd/baci.htm>)

RÉFÉRENCE(S)

"Panorama de l'économie mondiale", M. Fouquin, H. Guimbard, C. Herzog & D. Unal, décembre 2011.

"World Economic Overview", janvier 2012.

<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/panorama/panorama.htm>

RÉFÉRENCE(S)

Base de données EU-Klems actualisée : www.EUKLEMS.net

nées d'investissement de 1959 à 2009. Le CEPII est spécifiquement en charge de la partie française de la base. Le travail de construction des données est long et délicat puisqu'il nécessite le traitement d'un grand nombre de données issues de bases distinctes.

COMPÉTITIVITÉ ET SPÉCIALISATIONS

La compétitivité de la France et des pays de la zone euro

La crise de la zone euro a révélé sans ambiguïté ce que beaucoup pointaient du doigt comme une faiblesse structurelle de la construction européenne et de la zone euro : la très grande hétérogénéité des systèmes productifs et les écarts criants de compétitivité entre les États membres. Dans ce contexte, le CEPII a produit une analyse détaillée et systématique de la compétitivité de l'UE-27 et de ses États membres. Celle-ci s'appuie sur le savoir-faire du CEPII, aussi bien dans le domaine des indicateurs de commerce international que celui des comparaisons de productivité et des coûts salariaux relatifs dans la production manufacturière. Programmé sur deux ans, ce projet se présente en deux volets qui se distinguent à la fois par leur méthodologie et par les bases de données mobilisées. Nous présentons chacun d'eux ci-dessous.

RÉFÉRENCE(S)

"Panorama de la spécialisation européenne",
C. Herzog & D. Ünal,
<http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/chelem/panorama/europe.htm>

"International Specialization: A focus on Services",
C. Herzog & D. Ünal,
The CEPII Newsletter, Databases,
N° 48, 4th Quarter, 2011.

"Industrie ou services : le dilemme de la spécialisation européenne",
C. Herzog & D. Ünal,
La Lettre du CEPII,
N° 317, décembre 2011.

Avantages comparatifs et structure des spécialisations

Colette Herzog & Deniz Ünal

En 2011, le premier volet portant sur la spécialisation internationale de l'Union européenne a été achevé. La base CHELEM a été mobilisée pour calculer les indicateurs d'avantages comparatifs révélés pour les 27 États membres de l'Union, mais aussi pour les pays candidats à l'élargissement, les États-Unis, le Japon et les grands pays émergents. Ces données sont très détaillées : elles couvrent la période 1995-2009 et 80 postes de produits (primaires, manufacturés et services). Par ailleurs, nous avons calculé sur la même période, pour l'UE-15, des indicateurs qui permettent de répartir les échanges manufacturiers par gammes de prix, à partir des données détaillées Comext (SH6).

Les résultats montrent qu'en conservant ses points forts dans l'industrie et s'engageant dans les nouveaux services, l'Europe dans son ensemble continue à disposer d'une bonne spécialisation dans le commerce international. Ni aussi industrielle que celle du Japon, ni aussi tertiaire que celle des États-Unis, la spécialisation par grands secteurs de l'Union européenne s'avère intermédiaire au sein de la Triade. Cette position globale masque toutefois de forts contrastes nationaux. Les situations nationales les plus fragiles correspondent à des engagements exclusifs dans les services traditionnels (transport et tourisme).

Productivité, coût du travail et conditions de production dans les pays de l'UE

Laurence Nayman et Deniz Ünal

Le second volet, qui porte sur les conditions de production des pays européens, est maintenant bien avancé et sera finalisé avant l'été 2012. Le travail réalisé a consisté à estimer des prix de la production industrielle à partir des données issues des statistiques de production industrielle (Prodcom), des SBS (Structural Business Statistics), des comptes nationaux et de EU-Klems. Nous avons ainsi obtenu les niveaux réels de production et de productivité en 2007, mesurés en termes relatifs par rapport à l'Allemagne, pour sept pays de la zone euro (France, Finlande, Italie, Espagne, Irlande, Grèce, Portugal) et deux pays hors zone euro (Royaume-Uni, Pologne). Les résultats ont ensuite été étendus sur la période 1991-2010 pour la France et l'Allemagne. Ils le seront prochainement pour les autres pays. Cette première comparaison France-Allemagne permet d'étudier les déterminants de l'évolution relative des prix dans l'industrie et les services dans les deux pays.

Les résultats confirment l'érosion de la compétitivité française, qui contraste avec le dynamisme de l'industrie allemande. Jusqu'à il y a quelques années, la France tirait sa compétitivité de sa forte productivité dans le secteur manufacturier. Cependant, elle peine de plus en plus à endiguer la croissance des coûts salariaux unitaires, alors qu'en Allemagne, les politiques actives sur le marché du travail ont contenu les rémunérations. Au-delà de ce constat, notre analyse des déterminants des prix à la production en France et en Allemagne permet d'apporter un certain nombre d'éléments complémentaires. Une rupture du rattrapage de la France par rapport à l'Allemagne en termes de productivité horaire dans le secteur manufacturier se produit dans la seconde moitié des années 2000. Par ailleurs, l'augmentation relative des coûts salariaux unitaires français provient en bonne partie des secteurs de services. En Allemagne, les politiques menées dans les années 2000 ont déformé le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits. Les entreprises du secteur manufacturier ont ainsi engrangé des excédents bruts d'exploitation substantiels, témoignant de leur profitabilité. En outre, l'Allemagne a moins investi dans ses nouveaux Länder dans la dernière décennie. Leur rattrapage en termes de productivité est visible mais il reste des fragilités liées à l'insuffisance du capital humain.

Gammes de produits et impacts des chocs de la demande mondiale

Antoine Berthou, Charlotte Emlinger

Des travaux menés au CEPII au cours des années passées ont montré que les variétés relativement chères (les produits plutôt "haut de gamme") réagissent davantage aux variations de revenu dans les pays importateurs que les variétés bon marché ("bas de gamme"). Ce résultat suggère que les pays ne ressentiront pas de la même façon les conséquences des crises internationales selon leur spécialisation en gamme. Les pays relativement forts dans le haut de gamme devraient enregist-

RÉFÉRENCE(S)

"France-Germany Productivity Comparison: Is Competitiveness Endangered?",
L. Nayman,
mimeo, 2011.

"A Pan-European Productivity Comparison: How Far from the Mark?",
L. Nayman & D. Ünal,
mimeo, 2011.

RÉFÉRENCE(S)

"Are high quality imports more responsive to variations of income?",
A. Berthou & C. Emlinger,
mimeo, 2011.

"After the collapse, the reshaping of trade",
colloque en partenariat avec la Banque de France, PSE et G-MonD, 25-26 mai.

trer une contraction de leurs exportations plus importante au moment des crises, mais connaît, en retour, un rebond plus rapide avec la reprise de la croissance mondiale.

L'objectif de ce projet était d'approfondir cette analyse en utilisant différentes mesures de la qualité des produits, sur une plus longue période. La base de donnée Trade Unit Values, mise à jour en 2010 pour la période 2000-2008, a permis d'améliorer l'indicateur de qualité des produits exportés, en prenant en compte la possibilité de changer de gamme d'une année sur l'autre. Des indicateurs alternatifs de la qualité des produits, en particulier en suivant la méthode proposée par Khandelwal (2010)¹, ont également été estimés. Les élasticités-revenu des importations en fonction de la qualité et des gammes des produits ont été estimées, suivant différentes spécifications économétriques.

Nous retrouvons le résultat selon lequel les variétés classées comme haut de gamme sont plus sensibles aux variations de revenu. En outre, cet effet est plus fort dans les secteurs où les échelles de qualité sont les plus étendues (ceux où les écarts entre le bas et le haut de gamme sont les plus grands). Un pays comme la France, plutôt spécialisé dans le haut de gamme, est donc particulièrement sensible aux évolutions conjoncturelles de la demande des pays importateurs. La quantification de ce phénomène permettra de conduire des exercices de prospective.

RÉFÉRENCE(S)

"Mauvaises performances françaises à l'exportation : la compétitivité-prix est-elle coupable ?", A. Berthou & C. Emlinger, *La Lettre du CEPII*, N° 313, 2011.

Les mauvaises performances françaises à l'exportation : la compétitivité-prix est-elle coupable ?

Antoine Berthou & Charlotte Emlinger

L'écart de coût du travail entre la France et l'Allemagne s'est sensiblement réduit ces dernières années. Pour autant, les mauvaises performances du commerce extérieur français et le succès de l'industrie allemande sur les marchés mondiaux ne s'expliquent pas nécessairement par les écarts de compétitivité-prix. Ce projet vise à déterminer la responsabilité de la compétitivité-prix dans les performances à l'exportation de quelques grands pays européens.

On exploite pour cela les données très détaillées du commerce mondial proposées par la base BACI. Pour chaque pays, on estime la contribution des différents facteurs de la compétitivité : les facteurs de demande, associés au positionnement sectoriel et géographique, et les facteurs d'offre, à savoir la compétitivité-prix et à la compétitivité hors prix. Les facteurs de demande sont appréhendés à travers les demandes adressées, mesurées au niveau le plus fin des nomenclatures de produits. De côté de l'offre, le partage entre compétitivité-prix et hors prix est obtenu à travers les valeurs unitaires des exportations.

Les résultats montrent que depuis le début des années 2000, la performance allemande à l'exportation provient du dynamisme des ventes

¹ A. Khandelwal, "The Long and Short (of) Quality Ladders", *Review of Economic Studies*, vol. 77(4), pages 1450-1476, 2010.

sur chaque marché unitaire (produit, destination) plutôt que de son positionnement sectoriel et géographique. La mauvaise performance française ne s'explique pas par une dégradation de la compétitivité-prix : jusqu'en 2009, la convergence des coûts unitaires du travail entre France et Allemagne ne s'est pas retranscrite de façon visible dans les prix du commerce international et n'a pas pesé de façon significative sur l'évolution des parts de marché à l'exportation. Le même constat peut être dressé pour le Royaume-Uni. En revanche, les effets prix ont joué un rôle un peu plus important pour l'Espagne et l'Italie. Quoi qu'il en soit, nos estimations montrent que les facteurs hors prix, c'est-à-dire la "qualité" des exportations, expliquent l'essentiel des différentiels de compétitivité entre pays européens.

Les ressorts de la compétitivité

Antoine Berthou & Matthieu Crozet

Le contraste croissant entre les performances industrielles de l'Allemagne et du reste de l'Europe et les difficultés à maintenir la cohésion de la zone euro ont fait de la compétitivité l'un des sujets d'économie les plus discutés en 2011. Dans ce contexte passionné, où les nombreuses études se répondent et dressent des bilans parfois divergents, il nous a semblé utile de prendre le temps de repositionner le débat et discuter de la notion de compétitivité et de sa pertinence pour l'analyse économique.

Il ne s'agit pas ici d'étudier la compétitivité de la France ou d'un quelconque pays, mais plutôt de présenter les fondements théoriques du concept de compétitivité et d'énoncer quelques principes simples pour faire un bon usage de ce concept. Cette présentation s'appuie sur des exemples tirés de l'analyse des données de commerce de la base BACI.

La notion de compétitivité est à la fois familière et malaisée à définir et à utiliser. Nous plaidons finalement pour une définition très simple du concept de compétitivité, en le limitant à la capacité des pays à exporter. Exporter n'est jamais, pour les nations, un objectif économique en soi. Mais l'étude des performances commerciales des pays est utile dans la mesure où elle révèle des atouts et des faiblesses. Dans ce cadre, l'étude de la compétitivité doit suivre une démarche précise s'appuyant sur une analyse des données très détaillées du commerce international.

Les effets d'apprentissage en matière d'exportation

Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Zhanar Akhmetova (University of New South Wales, Australie)

Ce projet consistait à analyser l'influence de l'ouverture commerciale sur la décision d'exporter des entreprises, en contrôlant leurs caracté-

RÉFÉRENCE(S)

"Les ressorts de la compétitivité",
A. Berthou & M. Crozet,
L'Economie mondiale 2012,
Repères, La découverte, 2011.

"Plus grandes, plus loin...
Performances relatives
des firmes exportatrices
françaises",
M. Crozet & I. Méjean,
Revue Economique,
62(4), pp. 717-736.

RÉFÉRENCE(S)

"Structural Estimation
of the Model
of Firm Experimentation",
Z. Akhmetova
& C. Mitaritonna,
mimeo, 2011.

ristiques individuelles. C'était donc l'occasion de s'interroger sur les déterminants de la conquête de nouveaux marchés par les firmes.

En utilisant les données de firmes françaises, nous mettons d'abord en évidence deux faits stylisés importants au cours de la période étudiée : une expansion des exportations des firmes et une réduction du taux de sortie des firmes exportatrices. Ensuite, nous estimons structurellement, sur données françaises, le modèle d'expérimentation, où les exportateurs acquièrent de l'information à travers les ventes de produits au niveau HS8 au sein d'un secteur HS4. Nous pouvons ainsi retracer la dynamique des exportations des firmes, en montrant l'importance des coûts d'entrée, des coûts d'expérimentation ainsi que l'incertitude sur la demande.

Les résultats soulignent le rôle central de l'apprentissage des firmes dans les performances commerciales. Ils confirment que l'incertitude sur la demande et l'expérience des firmes jouent un rôle important dans la dynamique d'exportations.

LE RÔLE DES SERVICES DANS LA MONDIALISATION

Commerce de services : caractéristiques intrinsèques

Houssein Guimbar, Laurence Nayman & Deniz Ünal, projet programmé sur 2 ans

Depuis 1995, les négociations multilatérales engagées dans le cadre de l'OMC englobent un vaste champ de services qui distingue quatre modes d'échanges : fourniture transfrontière, consommation à l'étranger, présence commerciale et présence de personnes physiques. Il est pourtant difficile d'avoir une vision d'ensemble des échanges de services en raison des carences statistiques. Les précédents travaux du CEPII avaient pu construire des statistiques compatibles des trois premiers modes d'échanges pour un petit nombre de pays (Etats-Unis, France, Allemagne, Japon) pour les années 2000-2001. Le nouveau projet a pour premier objectif de construire une base qui associe les statistiques des ventes des filiales à l'étranger (FATS, mode 3) au commerce international *stricto sensu* (échanges inscrits dans les balances de paiements - modes 1 et 2) pour un nombre plus grand de pays et pour une période plus récente, grâce à une meilleure disponibilité des statistiques au niveau des pays européens.

En 2011, le travail s'est concentré sur le premier volet du projet : l'analyse des flux d'échanges *stricto sensu* à travers les statistiques issues du CHELEM-CIN-BAL. Nous avons construit une base de données pour la période 1995-2009 et calculé divers indicateurs (structure du commerce, positions par marché, spécialisations). Le traitement des données sur les ventes des filiales à l'étranger, canal important de diffusion des échanges, s'effectuera en 2012.

Les premiers résultats, à partir des échanges internationaux de mode 1 et 2, montrent que si l'industrie constitue toujours le secteur de prédi-

lection du commerce mondial, les "autres services" (c'est-à-dire, essentiellement les services aux entreprises) y gagnent en importance. Issus de nouvelles formes de production et de consommation, l'échange de ces services impulsé par les pays développés a crû à un rythme supérieur à la moyenne du commerce mondial entre 1995 et 2007. Il a aussi continué de progresser depuis la crise financière, alors que le commerce de biens primaires et manufacturés a subi une contraction. Ces premiers résultats permettent de nuancer le débat sur la désindustrialisation des économies avancées. L'analyse du commerce international dans sa totalité, et non pour les seuls biens, montre qu'une spécialisation dans des secteurs de services peut être porteuse en termes d'échanges internationaux.

Commerce de services d'affaires : théorie et test empirique

Daniel Mirza, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France) & Francesco Magris (Université de Tours)

Pourquoi y a-t-il aussi peu de commerce de services par rapport au commerce de biens ? Plusieurs facteurs ont été avancés dans la littérature : les régulations sont plus fortes dans le commerce de services ; les services seraient commercialisés indirectement à travers les biens exportés ou importés qui les utilisent ; certains services de proximité ne sont tout simplement pas commercialisables sur de longues distances. Nous proposons ici une nouvelle explication relative aux services 'sur mesure' proposés aux entreprises. Contrairement à ce que l'on peut observer pour les biens, la demande de services 'sur mesure' est par définition une demande non récurrente. Cette caractéristique revient à multiplier les coûts fixes de recherche de nouveaux partenaires commerciaux, et limite *in fine* le nombre d'entreprises exportatrices.

Nous proposons un modèle théorique original décrivant la structure de la demande adressée aux entreprises de services sur mesure. Les prédictions de ce modèle sont testées à partir des données individuelles d'exportation de services par les entreprises françaises, collectées par la Banque de France.

En nous concentrant sur les seules entreprises pouvant commercialiser des services à distance (entreprises de conseil, d'architecture, de recherche et développement, etc...) nous montrons que seul 1,5 % de ces entreprises exportent. Ce taux de participation aux exportations est huit fois plus faible que dans l'industrie manufacturière. Il reste à estimer un modèle de durée pour expliquer la différence de persistance des relations commerciales entre les secteurs de services et les secteurs industriels.

RÉFÉRENCE(S)

"The Specific Feature of Business Services Trade: Theory and Empirics", D. Mirza & G. Gaulier, *mimeo*.

"Les firmes françaises dans le commerce international de services", G. Gaulier & E. Milet, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 125-147, mars.

RÉFÉRENCE(S)

"The Discriminatory Effect of Domestic Regulations on International Services Trade", M. Crozet, E. Milet & D. Mirza, *Document de travail CEPII*, 2012-02, janvier.

L'impact des régulations de marché sur le commerce international de services

Matthieu Crozet et Daniel Mirza, en collaboration avec Emmanuel Milet (Paris 1 et PSE)

Dans le domaine des échanges de services, les négociations internationales se concentrent essentiellement sur les mesures réglementaires explicitement discriminatoires, c'est-à-dire celles qui contraignent les producteurs étrangers plus que les producteurs nationaux. Il est néanmoins possible que les réglementations non discriminatoires - qui s'appliquent *a priori* à tous les producteurs de la même façon - soient, dans les faits, plus contraignantes pour les producteurs étrangers et jouent *de facto* le rôle de barrières commerciales. Pour vérifier et quantifier cette hypothèse, nous développons un petit modèle théorique que nous testons à l'aide des données individuelles d'exportations de services par les entreprises françaises. Notre étude se limite aux exportations de services vers les pays de l'OCDE.

Les résultats économétriques confirment que, même lorsqu'elles ne paraissent pas discriminatoires, les réglementations domestiques sont discriminantes dans les faits. Elles ont aussi un effet très sensible sur le commerce international : une hausse de 10 % de la pression réglementaire sur un marché de destination réduit les exportations de services de chaque firme française de 7 % environ et la probabilité d'exporter de 2,8 % environ. Nous montrons que ces effets transitent par un accroissement des coûts marginaux du commerce bien plus que par des barrières à l'entrée.

Nous ne nous interrogeons pas sur le bien-fondé des différentes réglementations qui encadrent les activités de services, de sorte que ce travail ne saurait être lu directement comme un plaidoyer en faveur de la dérèglementation. En revanche, nous montrons qu'elles sont effectivement - en moyenne - discriminantes. Si l'on souhaite aller plus loin dans le processus de libéralisation commerciale des services, il ne suffit donc pas de se pencher sur le cas des mesures explicitement discriminatoires.

PERFORMANCES EXPORTATRICES DES ENTREPRISES

Dynamique des nouveaux exportateurs et exportations françaises

Antoine Berthou, en collaboration avec Jean-Charles Bricongne (Banque de France) & Vincent Vicard (Banque de France)

De nombreux commentateurs ont suggéré que l'écart de performance à l'exportation entre la France et l'Allemagne s'expliquerait en partie par le faible nombre de PME exportatrices françaises. Il est vrai que l'Allemagne a de meilleures performances à l'exportation et plus de PME exportatrices. Mais rien ne dit qu'il faut voir là un lien de cause à effet. En réalité, il existe aujourd'hui peu d'études empiriques permettant d'identifier et de quantifier la relation entre âge ou taille des

exportateurs et croissance des ventes à l'étranger. Notre projet vise à étudier de plus près la contribution des petits exportateurs aux flux agrégés de commerce.

L'analyse repose sur une base de données détaillant, pour la France, les exportations par entreprise (SIREN), destination et produit, sur la période 1994-2008. Nous avons, dans un premier temps, identifié les nouveaux exportateurs par cohorte d'entreprises, afin de mettre en évidence la relation entre l'âge de la cohorte et le taux de croissance des exportations. Notre méthode permet de prendre en considération les entrées et sorties de firmes sur une destination ou un produit, dans le calcul du taux de croissance moyen de chaque cohorte. Elle permet également de décomposer le taux de croissance de chaque firme afin d'identifier la contribution nette des nouveaux produits, des nouvelles destinations et de la marge intensive.

Nous montrons alors que les entreprises les plus jeunes ont aussi une croissance relativement plus forte de leurs exportations. L'affaiblissement progressif de la croissance des exportations, pour les entreprises plus âgées, provient à la fois d'une érosion régulière des exportateurs sur les marchés où les entreprises sont continuellement présentes et d'une baisse de la contribution des entrées/sorties. Surtout, nous montrons que la contribution des entrées et sorties des marchés d'exportation aux exportations agrégées diminue rapidement avec la taille des exportateurs. Mais la relation entre la taille des entreprises et la contribution à la croissance nette des exportations n'est pas monotone. Les exportateurs de très petite taille et les grandes entreprises contribuent davantage à la croissance des exportations que les entreprises de taille moyenne. Cela laisse entendre que les grandes PME exportatrices françaises, au-delà de leur faible nombre, ont une contribution relativement faible à la croissance des exportations nationales.

Réaction des firmes à la concurrence internationale et impact de la concurrence chinoise sur les marchés tiers

Thierry Mayer, en collaboration avec Marc Mélitz (Université de Harvard) et Gianmarco Ottaviano (LSE)

L'ouverture commerciale est une source d'opportunités nouvelles pour les entreprises, mais elle s'accompagne aussi d'un durcissement de l'environnement concurrentiel. Différents travaux ont montré que les entreprises exposées à la concurrence étrangère avaient tendance à investir davantage en R&D ou à mobiliser relativement plus de travailleurs qualifiés et de capital. Nous cherchons à voir dans quelle mesure les firmes font évoluer leur portefeuille de produits, en recentrant en particulier leurs efforts sur leur cœur de métier.

Nous développons un modèle pour expliquer comment la concurrence affecte la gamme des produits fabriqués et exportés (le "*product-mix*"). Des travaux antérieurs ont mis en évidence la façon dont la libéralisation du commerce peut influencer ces décisions de production dans le cas du Canada, des États-Unis et le Mexique : les entreprises réa-

RÉFÉRENCE(S)

"The Growth and Volatility of French Exporters",
A. Berthou,
V. Vicard & J.-C. Bricongne,
mimeo, présenté en séminaire
à la Banque de France, 2011.

"Public support to clusters :
A firm level study of French
'Local productive systems'",
T. Mayer avec P. Martin,
*Regional Science
and Urban Economics*,
n° 41, pp. 108-123.

"Spatial Concentration
and Plant-Level
Productivity in France",
T. Mayer & P. Martin,
Journal of Urban Economics,
n° 69(2), pp. 182-195.

RÉFÉRENCE(S)

"Market Size,
Competition, and
the Product Mix of Exporters",
T. Mayer,
M. Melitz & G. Ottaviano,
Document de travail CEPII,
2011-11, mai.

gissent à la libéralisation du commerce international en concentrant leur production sur leurs produits phares, pour lesquels elles sont les plus compétitives. Notre modèle intègre ce mécanisme, mais montre également comment le panier de biens proposé par les exportateurs évolue en fonction des caractéristiques de chaque marché de destination, et en particulier de la pression concurrentielle qui s'y exerce. Les prédictions du modèle sont testées en utilisant des données individuelles des douanes françaises.

Les estimations confirment clairement les prédictions théoriques : les entreprises ont effectivement tendance à resserrer leur offre autour de leurs meilleurs produits lorsqu'elles font face à une concurrence accrue sur un marché étranger. Ces stratégies ne sont pas sans conséquences. Elles viennent mécaniquement accroître la productivité des paniers de biens exportés vers les marchés les plus concurrentiels. Une ouverture commerciale plus approfondie permet, pour les consommateurs, d'avoir une meilleure sélection des produits importés et d'accroître la productivité des entreprises exportatrices.

RÉFÉRENCE(S)

"Comparative Advantage and Within-Industry Firms Performance", M. Crozet & F. Trionfetti, Document de travail CEPII, N° 2011-01, janvier.

Avantages comparatifs et performances des entreprises

Matthieu Crozet, en collaboration avec Federico Trionfetti (Université d'Aix-Marseille)

Ce travail s'inscrit dans le cadre des recherches du CEPII sur les fondements de la compétitivité. L'idée est de contribuer à notre compréhension des déterminants des performances des entreprises, sur les marchés nationaux comme à l'exportation. Ici, l'accent est mis sur l'importance de l'investissement en capital. Plus précisément, nous cherchons à voir dans quelle mesure les différences d'intensité capitaliste expliquent les écarts de performance des entreprises.

A partir d'un modèle théorique original mêlant les approches traditionnelles, en termes d'avantage comparatifs, aux développements plus récents qui mettent l'accent sur les imperfections de marché et l'hétérogénéité des entreprises, nous montrons que l'intensité des facteurs est un élément important pour expliquer les différences de performance des entreprises dans des pays ouverts aux échanges internationaux : les entreprises les plus intensives en capital ont de meilleures performances. Mais nous montrons aussi que l'avantage relatif procuré par l'intensité en capital varie grandement selon les pays et les secteurs. Le fait d'être une entreprise relativement plus intensive en capital que ses concurrents apporte un surcroît de performance plus élevé si cette entreprise appartient à un secteur à forte intensité capitaliste et/ou à un pays relativement abondant en capital. Autrement dit, l'investissement en capital aura une plus grande influence sur les parts de marché de l'entreprise dans les secteurs intensifs en capital et les pays fortement dotés en capital. Ces prédictions sont testées à l'aide des données Amadeus, base de données rassemblant des informations sur plusieurs centaines de milliers d'entreprises européennes.

Ce travail permet de réconcilier les analyses microéconomiques de la mondialisation avec les approches plus traditionnelles, fondées sur l'étude des avantages comparatifs des différents secteurs. Il suggère que les politiques visant à accompagner les efforts de compétitivité des entreprises doivent être modulées selon les pays et les secteurs d'activité.

L'impact des normes privées sur le commerce extérieur français de produits agro-alimentaires

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA Nantes)

L'objectif du projet est de mesurer l'impact des normes privées de la grande distribution sur les performances des exportateurs français dans le secteur agro-alimentaire. Une première étape consiste à examiner l'impact de l'implantation de la grande distribution sur les exportations agrégées des pays d'origine. Une deuxième étape cherche à préciser cet effet à partir de données au niveau produit. Enfin, dans une dernière étape, nous cherchons à voir, à partir de données de firmes françaises, dans quelle mesure les firmes certifiées pour vendre à la grande distribution française sont avantagées pour vendre sur les marchés étrangers où cette grande distribution est présente.

Les données utilisées sont celles des ventes des différentes enseignes de grande distribution dans le monde, sur la période 2000 à 2010 (*planet retail*). Nous avons aussi commencé la constitution de la base de données sur la certification IFS des firmes françaises, qui servira pour la troisième étape de notre projet.

Les premiers résultats mettent en évidence l'effet positif de la grande distribution sur les exportations agro-alimentaires. Il reste à savoir si cet effet est plus important pour les firmes qui ont déjà des relations avec la grande distribution dans le pays d'origine et qui se sont certifiées dans ce cadre (pour vendre sous les marques de distributeurs). Si cet effet se confirme, l'essor international des enseignes de grande distribution française, une des plus importantes du monde, pourra être considéré comme un des atouts de compétitivité pour les exportations françaises de l'agro-alimentaire.

Fusions-acquisitions internationales

Lionel Fontagné & Farid Toubal, en collaboration avec Bruce Blonigen (Université de l'Oregon) & Nicholas Sly (Université de l'Oregon)

Les études portant sur les fusions-acquisitions transfrontières s'intéressent généralement à leurs conséquences sur les entreprises ciblées par ces opérations. On s'attend le plus souvent à ce que les performances des firmes acquises augmentent suite à la fusion-acquisition. Nous traitons ici d'un sujet différent : celui de la sélection des cibles. Sur cette ques

RÉFÉRENCE(S)

"Multinational retailers and home country exports",
A. Cheptea,
C. Emlinger & K. Latouche,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"Cherries for Sale: The Incidence of Cross-Border M&A", B. Blonigen, L. Fontagné, N. Sly & F. Toubal, *mimeo*, 2011.

"L'internationalisation des entreprises : une analyse microéconomique de la mondialisation", M. Crozet & L. Fontagné, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 3-12, mars.

tion, deux vues s'opposent dans la littérature. D'un côté, on peut penser que les entreprises très performantes doivent attirer l'attention des investisseurs. D'un autre côté, les entreprises en difficulté peuvent être des cibles de choix dans la mesure où elles présentent un potentiel plus important pour un acquéreur.

Nous développons un modèle à firmes hétérogènes en trois étapes, estimé sur données individuelles pour la France. Dans une première étape, les firmes les plus performantes constituent un réseau d'exportation. Dans une deuxième étape, les firmes font face à des chocs de productivité. Dans une troisième étape, les firmes ayant reçu un choc négatif sont acquises. Elles le sont par des firmes étrangères qui acquièrent des actifs incorporels (le réseau d'exportation) complémentaires au leur. Ce modèle suggère que les groupes multinationaux étrangers devraient cibler en priorité les entreprises nationales à forte productivité, mais qui ont subi un choc négatif qui les rend vulnérables. En effet, les entreprises qui ont été très performantes dans les années antérieures ont pu développer un réseau commercial relativement important. Lorsque l'entreprise connaît une phase de crise, ce réseau est sous-exploité et peut servir les intérêts d'une multinationale étrangère.

Les prédictions du modèle sont validées par les données d'acquisitions d'entreprises manufacturières françaises par des groupes étrangers. Ce travail met en évidence les effets de sélection dans les opérations d'acquisition internationale et permet de comprendre pourquoi les groupes français et étrangers ne ciblent pas les mêmes entreprises lorsqu'ils investissent dans l'hexagone.



Economies émergentes
et migrations
internationales

ECONOMIES ÉMERGENTES ET MIGRATIONS INTERNATIONALES

Réunis, en raison de leur taille plus réduite, au sein d'un programme unique, les thèmes "**Economies émergentes**" et "**Migrations internationales**" relèvent pour l'essentiel d'approches distinctes.

Les travaux sur les économies dites "émergentes" se déclinent selon trois thématiques : l'analyse des facteurs du dynamisme de la croissance dans les pays émergents, les questions monétaires et de financement des économies et l'analyse détaillée des secteurs productifs et des performances à l'exportation, plus particulièrement dans le cas de la Chine.

Les travaux dans le domaine des migrations internationales visent à apporter un éclairage scientifique aux débats sur les liens entre immigration et finances publiques, les déterminants des migrations, le lien commerce-migrations, l'efficacité des politiques migratoires.

ECONOMIES ÉMERGENTES

Les travaux sur la croissance dans les pays émergents ont concerné cette année la zone Méditerranée (Turquie et Afrique du Nord). Les questions monétaires et de financement des économies ont été traitées à travers l'internationalisation du renminbi chinois, l'efficacité de l'allocation du crédit en Inde et l'impact de la libéralisation financière sur les salaires en Roumanie. La poursuite de l'analyse détaillée des secteurs productifs et des performances à l'exportation de la Chine ont porté sur l'impact des firmes étrangères et des biens intermédiaires importés sur l'activité exportatrice des firmes chinoises, les évolutions des prix unitaires des importations et exportations chinoises et les conséquences sur les entreprises, différenciées selon le régime de propriété, de la politique environnementale chinoise.

RÉFÉRENCE(S)

"Emerging Economies",
Atelier co-organisé
avec PSE (G-MonD),
5 juillet, Paris.

RÉFÉRENCE(S)

"Turkey: Strong and Weak Points of a Large Emerging Economy Close to Europe", D. Ünal, *The CEPII Newsletter*, On the Research Agenda, N° 46, 1Q 2011.

"Les forces et les fragilités de l'économie turque", D. Ünal, Présentation au colloque *La Turquie, 2002-2011 : un bilan*, organisé par le Comité France-Turquie, Palais de Luxembourg, 21 mai 2011.

RÉFÉRENCE(S)

"Les économies d'Afrique du Nord", A. Chevallier in CEPII, *L'économie mondiale 2012*, Repères, La Découverte 2011.

Dynamique économique des pays émergents

Le redéploiement des échanges turcs

Deniz Ünal

Ce projet avait pour but de dresser un bilan de l'évolution de l'économie turque durant la dernière décennie et d'étudier le redéploiement géographique de ses échanges commerciaux.

Le redressement de l'économie turque après la crise financière de 2001-2003 s'est appuyé sur trois piliers : l'assainissement des finances publiques, la restructuration et la recapitalisation du système bancaire et l'indépendance de la banque centrale. Ces réformes ont permis d'accélérer le rythme de croissance, de surmonter rapidement le choc de la crise de 2008-2009 et atteindre un des taux de croissance du PIB parmi les plus élevés au monde, après la Chine et l'Inde, en 2010 et 2011 (9 et 8 % respectivement).

Cependant, la croissance, essentiellement tirée par la consommation, est sanctionnée par un fort déficit courant qui révèle un problème de compétitivité structurelle. De fait, les structures microéconomiques n'ont pas connu de mutations fondamentales. Le secteur informel reste très important, la main-d'œuvre continue de souffrir de sérieux problèmes de qualification et le taux de participation des femmes à l'activité économique est toujours très faible. L'économie turque devrait par ailleurs souffrir du ralentissement de la croissance en Europe, son principal marché, et de l'instabilité régionale qui pourrait porter un coup d'arrêt au redéploiement des échanges vers le Proche et le Moyen-Orient.

Les économies d'Afrique du Nord

Agnès Chevallier

Le projet consistait à rédiger un chapitre de l'ouvrage du CEPII *L'économie Mondiale 2012* traitant de la dynamique économique des pays émergents. Compte tenu de l'actualité, ce chapitre a été consacré aux économies d'Afrique du Nord.

Le chapitre s'appuie sur les travaux antérieurs du CEPII sur cette région et sur un travail statistique spécifique. Il aborde :

La trajectoire de croissance : la croissance est restée faible jusqu'aux années 2000. Durant la décennie écoulée, un environnement favorable (hausse des prix du pétrole et des dépenses des pays producteurs, et plus généralement accélération de la croissance mondiale), la stabilité macroéconomique et le ralentissement de la croissance démographique ont permis une hausse plus significative des niveaux de vie. En Tunisie et en Egypte, l'incertitude politique pèse aujourd'hui sur l'activité alors même que l'environnement international, en particulier européen, est peu favorable.

La spécialisation sectorielle : à partir des années 1980, les économies d'Afrique du Nord ont commencé à se différencier. Certains pays (Maroc, Tunisie) ont développé une spécialisation manufacturière ; d'autres sont largement restées des économies rentières (Égypte et Algérie). La Tunisie est le pays où les évolutions sectorielles des échanges ont été les plus sensibles, la part des biens de consommation (habillement notamment) diminuant au profit du matériel et des équipements électriques et le pays se spécialisant de plus en plus dans les échanges de services.

La spécialisation géographique : les exportations vers les marchés les plus proches (Europe de l'Est et du Sud, Golfe, Afrique sub-saharienne) ont progressé. Les échanges entre pays arabes ont été facilités par les accords régionaux de libre-échange mais sont restés limités par la faible ouverture de l'Algérie. Des travaux du CEPII¹ ont mis en lumière l'existence d'effets de détournement de commerce des accords euro-méditerranéens, au profit des produits européens. Sans eux, le recul de la part de l'UE sur les marchés d'Afrique du Nord au profit des pays émergents et, en particulier, de la Chine, aurait été encore plus marqué.

L'éducation et l'emploi : les pays d'Afrique du Nord ont fait des efforts considérables pour élever le niveau d'éducation de leurs populations. Cependant, la formation des jeunes progresse plus vite que le niveau de qualification des emplois offerts. L'insertion particulièrement difficile des jeunes diplômés sur le marché du travail se traduit donc par un rendement économique de l'éducation très faible. En retour, le sous-emploi du capital humain affaiblit son accumulation. Selon les enquêtes menées en Tunisie, au milieu des années 2000, plus des trois quarts des jeunes manifestaient le désir d'émigrer. L'amélioration conjoncturelle de la croissance des années 2000 n'a donc pas permis d'éviter le sous-emploi massif des jeunes diplômés qui a joué un rôle très important dans le Printemps arabe.

Financement des pays émergents

Efficiency and deficiency of credit allocation in India

Olena Havrylchyk, en collaboration avec Kenza Benhima (Université de Lausanne)

On étudie les effets du régime de propriété des banques et de leur origine (étrangère ou non) sur l'accès aux crédits et sur le coût de financement pour des entreprises dont le degré de "transparence" diffère. Ce travail s'appuie sur des données relatives aux firmes indiennes contenues dans la base de données *Prowess*, qui permet d'observer les relations bancaires de chaque firme pour les années 1995-2009.

Le marché bancaire indien se prête bien à une telle étude car des banques de tous les régimes de propriété y sont actives. La majorité

¹ J. Jarreau, "Intégration économique dans la région euro-méditerranéenne : état des lieux et revue de la littérature", Document de travail du CEPII n° 2011-07, mars.

des entreprises ont une relation avec une ou plusieurs banques d'Etat, mais la part des firmes ayant une relation avec une banque privée est passée de 17 % à 53 % entre 1995 et 2008. La part des firmes ayant une relation avec une banque étrangère s'est stabilisée autour de 20 %.

On examine si les filiales de groupes bancaires étrangers dans les pays émergents ont un biais en faveur des grandes entreprises dans l'allocation des crédits en raison des problèmes d'asymétrie informationnelle spécifiques auxquels elles sont confrontées par rapport aux banques locales, en raison de la distance géographique, culturelle et fonctionnelle entre la maison mère et les clients.

Les premiers résultats montrent que les banques privées (étrangères et nationales et sans différence de comportement significatives) prêtent plutôt aux entreprises transparentes et performantes, ce qui pénalise les petites et moyennes entreprises. Une fois ce biais de sélection corrigé, on ne constate plus de différences dans la performance des firmes ayant les relations bancaires avec les banques nationales, étrangères ou étatiques. Le projet sera finalisé en 2012.

RÉFÉRENCE(S)

"The different impact of FDI north-south and south-south on wages", M. Bas, Séminaire interne, 10 novembre.

"Wage Inequality in Developing Countries: South-South Trade Matters", J. Gourdon, *International Review of Economics*, 58(4), pp. 359-383, décembre.

Les effets de la libéralisation financière sur les inégalités salariales

Maria Bas

L'objectif de ce travail était d'analyser les effets de la libéralisation financière sur les inégalités salariales en Roumanie, en distinguant selon le pays d'origine des investisseurs étrangers.

Des données d'entreprises très détaillées d'Amadeus (permettant notamment de distinguer le pays d'origine des IDE) ont été mises en regard de la dépendance de chaque secteur manufacturier à l'égard du secteur financier et de l'indice de réforme financière du FMI. Quand l'entreprise manufacturière est une multinationale, une distinction est faite selon qu'elle est originaire d'un pays développé ou d'un pays en développement.

Les résultats préliminaires montrent que les effets de la libéralisation financière sur les inégalités salariales en Roumanie sont plus importants pour les entreprises multinationales que pour les entreprises nationales. Parmi les multinationales, l'impact de l'ouverture financière sur les salaires est plus fort pour celles qui sont originaires des pays développés.

Comment assurer la stabilité du secteur financier hongrois ?

Olena Havrylchyk

Au cours de l'année 2011, la Hongrie a fait plusieurs fois parler d'elle sur la scène mondiale. Dans ce contexte, le CEPII a été sollicité par l'OCDE pour participer à l'*Etude économique 2012 sur la Hongrie*. Il

s'agissait d'examiner en détail les réformes du secteur financier hongrois. En effet, si la crise financière a fragilisé tous les pays d'Europe Centrale et Orientale, l'offre de crédit a baissé de façon particulièrement spectaculaire en Hongrie, de quoi vraiment fragiliser les entreprises.

Face à la crise, le gouvernement hongrois a pris un certain nombre de mesures assez radicales, autant d'expériences qui peuvent être riches d'enseignements pour les autres pays. L'objectif était ici de revenir sur chacune de ces mesures (l'instauration d'une nouvelle taxe sur les banques, la restructuration et la conversion de la dette des ménages endettés en monnaie étrangère, la nationalisation des fonds de retraites et les réformes de la banque centrale qui affaiblissent son indépendance) et d'étudier si ces mesures ont contribué à améliorer (ou non) la stabilité et l'efficacité du secteur financier. Notre analyse s'appuie notamment sur l'étude des états financiers des banques en Hongrie et l'estimation d'une palette d'indicateurs de structure du marché bancaire.

L'analyse des diverses mesures prises par les autorités hongroises montre que celles-ci ont conduit à imposer un trop lourd fardeau au secteur bancaire. En particulier, la profitabilité a chuté et, de ce fait, les banques hongroises n'ont pu améliorer leur solvabilité en restaurant un bon niveau de fonds propres. En même temps, ces mesures n'ont guère aidé les ménages endettés : la restructuration de la dette a en effet été mal ciblée et a suscité des effets d'aubaine en bénéficiant aux emprunteurs qui n'avaient pas de problème particulier ni de liquidité, ni de solvabilité. Les recommandations de l'OCDE visent surtout à resserrer la régulation financière et à améliorer l'offre de crédit aux ménages et entreprises.

Ouverture du compte financier chinois

Christophe Destais

Le but est d'étudier le lien entre le processus d'internationalisation du renminbi et l'ouverture du compte de capital de la Chine et d'examiner en particulier la soutenabilité du choix des autorités consistant à engager le premier sans donner de signes tangibles sur le second.

Le travail réalisé met en évidence les liens complexes entre le développement du renminbi *offshore* et les institutions monétaires et financières chinoises *onshore*. Il souligne également le fait que l'internationalisation du renminbi ne pourra s'accélérer et la monnaie chinoise prétendre au titre de concurrente du dollar que si la Chine procède à des réformes d'ampleur de son système financier, préalablement à l'ouverture complète de son compte financier. Or, la répression financière en Chine est consubstantielle à l'économie politique des réformes depuis 1978 et a créé, surtout depuis 15 ans, une forte convergence d'acteurs ayant intérêt au *statu quo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Ensuring stability and efficiency of the Hungarian financial sector",
O. Havrylchyk,
OECD Economic Department
Working Paper, forthcoming.

"Inherited or earned? Performance of foreign banks in Central and Eastern Europe",
Journal of Banking and Finance, 35(5), pp. 1291-1302.

"Profitability of foreign banks in Central and Eastern Europe: Does the entry mode matter?",
O. Havrylchyk & E. Jurzyk,
Economics of Transition, 19(3), pp. 443-742, juillet.

RÉFÉRENCE(S)

"China: hurdles on the way to convertibility",
C. Destais,
présentation à
l'OECD Emerging
Markets Network (EmNet),
Paris, 8 juillet 2011.

"A strange internationalization: the offshore Renminbi and the convertibility of the onshore Renminbi",
C. Destais,
mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"Entry on difficult export markets by Chinese domestic firms: the role of foreign export spillovers", F. Mayneris & S. Poncet, *Document de travail CEPIL*, N° 2011-32, décembre.

"Economies d'agglomération à l'export et difficulté d'accès aux marchés", S. Poncet, P. Koenig & F. Mayneris, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 85-103, mars.

RÉFÉRENCE(S)

"French Firms at the Conquest of Asian Markets: The Role of Export Spillovers", F. Mayneris & S. Poncet, *Document de travail CEPIL*, N° 2011-31, décembre.

Les performances commerciales des firmes chinoises

Les déterminants de la performance des entreprises chinoises à l'exportation

Sandra Poncet, en collaboration avec Florian Mayneris (Université Catholique de Louvain)

L'objectif de ce projet était d'identifier l'ampleur des externalités liées à la présence d'entreprises étrangères sur la décision d'exportation des entreprises domestiques chinoises en fonction de la difficulté à exporter dans le pays de destination : est-il moins difficile d'aborder ces marchés lorsqu'on est environné d'entreprises travaillant avec eux ?

Pour ce faire, la probabilité de démarrage des exportations au niveau des entreprises domestiques d'une province a été régressée sur un indicateur d'exposition à des exportateurs étrangers et l'effet estimé a été comparé selon la difficulté d'accès au marché visé. Le lien entre l'intensité des externalités à l'export des entreprises étrangères et les entraves aux échanges dans le pays de destination a ensuite été étudié.

Ce travail a montré que l'exposition à des exportateurs étrangers est associée à une hausse de 10 % de la probabilité que les entreprises chinoises dans la même province commencent à exporter l'année suivante. Ce chiffre est 50 % plus élevé quand le pays de destination est identifié comme difficile d'accès.

Ces résultats sont cohérents avec l'idée selon laquelle l'exposition à des exportateurs étrangers aide à réduire les coûts fixes associés à la création de nouveaux liens commerciaux. Ils suggèrent que la présence croissante des entreprises étrangères exportatrices en Chine contribue au processus de diversification des exportations domestiques vers des destinations difficiles, considérées préalablement comme inaccessibles.

Les entreprises françaises à la conquête de l'Asie : le rôle des externalités d'exportation

Sandra Poncet, en collaboration avec Florian Mayneris (Université catholique de Louvain)

On estime le lien entre le nombre d'exportateurs environnants et la probabilité qu'une entreprise commence à exporter un nouveau produit vers un nouveau pays l'année suivante, en fonction de la difficulté d'accès aux pays destination. Il s'agit ici non pas des firmes chinoises, mais des firmes françaises. On confirme l'existence d'une externalité positive : la présence d'exportateurs environnants accroît la probabilité qu'une entreprise commence à exporter un produit donné vers un pays donné. Les retombées sont plus importantes pour l'exportation vers l'Asie que pour l'exportation vers d'autres zones. Dans le cas des exportations vers les pays d'Asie, la présence d'entreprises exportatrices semble particulièrement bénéfique pour les entreprises de petite

taille et les moins productives. Les effets sont également plus importants pour des primo-exportateurs vers les pays asiatiques caractérisés par un faible PIB par habitant et de lourdes procédures administratives sur les importations.

L'évolution des prix des exportations et importations chinoises

Françoise Lemoine, Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France)

On examine dans quelle mesure le secteur exportateur chinois crée relativement peu de valeur ajoutée en Chine et a des retombées technologiques limitées sur les firmes exportatrices chinoises, en s'appuyant sur une analyse des valeurs unitaires du commerce international de la Chine.

Une base de données de ces dernières a été élaborée à partir des statistiques de douanes chinoises sur la période 1995-2007, elle sera complétée par des comparaisons internationales qui s'appuient sur les données de la base BACI du CEPII.

Les premiers résultats montrent que les valeurs unitaires des exportations chinoises sont plus élevées (1) dans le commerce avec les économies avancées que dans celui avec les économies émergentes et en développement ; (2) dans le commerce d'assemblage que dans le commerce ordinaire ; (3) dans le commerce des firmes à capitaux étrangers installées en Chine que dans le commerce des entreprises cent pour cent chinoises.

Ceci suggère que l'intégration de la Chine dans la chaîne internationale des valeurs ajoutées a produit un impact positif sur la valeur ajoutée de ses exportations issues de l'assemblage réalisées par les firmes étrangères, mais que l'effet a été limité sur les performances des firmes nationales.

Les ratios "valeur unitaire des exportations/valeur unitaire des importations" montrent que l'expansion du commerce de la Chine s'est accompagnée d'une détérioration des termes de l'échange au cours de la période de 1997-2007.

L'analyse se poursuit dans deux directions : impact d'une réorientation des exportations de la Chine vers les marchés émergents et les pays en développement sur ses termes de l'échange ; relation entre la performance d'un fournisseur étranger sur le marché chinois (mesurée par sa part dans les importations ordinaires de la Chine) et la valeur unitaire relative de ses produits. Ce dernier travail indiquera comment la Chine, en tant qu'acteur clé de la demande internationale, peut contribuer à faire évoluer le profil de cette demande.

RÉFÉRENCE(S)

"Commerce extérieur de la Chine : prix et termes de l'échange", G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal, *mimeo*.

RÉFÉRENCE(S)

"Environmental policy and trade performance: Evidence from China", L. Hering & S. Poncet, *Document de travail CEPIL*, N° 2011-30, décembre.

Politique environnementale et performance commerciale : le cas de la Chine

Sandra Poncet, en collaboration avec Laura Hering (Erasmus University Rotterdam)

Ce travail visait à évaluer l'impact sur les exportations chinoises de la politique dite des *Two Control Zones (TCZ)* mise en œuvre en 1998 pour lutter contre les émissions de dioxyde de soufre.

Les données utilisées couvrent 265 villes chinoises, dont 156 sont ciblées par la politique TCZ, sur la période 1997-2003. Leur analyse confirme que :

- la politique TCZ a un impact plus important dans les secteurs à forte intensité énergétique et pour les entreprises à faible statut politique, c'est-à-dire celles qui, contrairement aux entreprises d'Etat, ne bénéficient pas d'un traitement privilégié et ne possèdent pas de capacité de négociation avec les autorités.
- les entreprises d'Etat sont moins affectées que les autres entreprises et donc elles sont en mesure d'exporter relativement plus, en particulier dans les secteurs à forte intensité énergétique.

On constate une baisse relative des exportations des entreprises étrangères et privées d'autant plus forte que l'intensité énergétique de leur secteur est élevée.

MIGRATIONS INTERNATIONALES

Les travaux relatifs aux migrations internationales ont porté cette année essentiellement sur le lien entre les migrations et les autres composantes de la mondialisation, sur les déterminants des migrations en particulier d'étudiants et sur l'impact net de l'immigration sur les finances publiques.

Mondialisation et migrations

Interaction entre les flux migratoires et les conditions économiques dans les pays de l'OCDE

Dramane Coulibaly, en collaboration avec Ekrame Boubtane (Ecole d'Economie de Paris) et Christophe Rault (Université d'Orléans)

Le but de ce projet était d'examiner l'interaction entre les flux migratoires et les conditions économiques dans les pays membres de l'OCDE qui sont les principaux pays receveurs des migrants.

Sur des données de panel des pays de l'OCDE, on examine la réaction des flux migratoires aux conditions économiques (croissance et taux de chômage) à la fois dans les pays d'origine et d'accueil. L'estimation

RÉFÉRENCE(S)

"Immigration, unemployment and growth in the host country: Bootstrap panel Granger causality analysis on OECD countries", E. Boubtane, D. Coulibaly & C. Rault, *Document de travail CEPIL*, n° 2011-29, décembre.

est réalisée tout d'abord sous forme de VAR en panel en supposant une relation homogène quel que soit le pays d'accueil. Dans un second temps, on effectue des tests de causalité en panel *bootstrap* en supposant que la relation entre immigration et conditions économiques dans les pays d'accueil dépend du pays d'accueil considéré.

Les résultats mettent en évidence un lien entre flux migratoires et conditions économiques dans les pays d'accueil mais non dans le pays d'origine.

Déterminants des choix de localisation
des étudiants hors de leur pays de résidence

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg) et Romain Noël (Université de Lille 1).

On analyse les déterminants du choix de localisation des étudiants internationaux. Un petit modèle théorique est proposé pour identifier les divers facteurs de l'attractivité ainsi que les coûts de déménagement à l'étranger. L'importance de ces facteurs est ensuite évaluée sur la base de données en provenance de 13 pays de l'OCDE. Les résultats soulignent l'importance des effets de réseau dans le choix des étudiants, un facteur qui n'avait jusqu'à présent pas été pris en considération par la littérature. La qualité des universités et les facteurs de coûts, tels que les prix des logements, semblent également jouer un rôle important. En revanche, aucun rôle significatif n'est identifié pour les frais d'inscription.

Par quels canaux les migrations internationales
affectent-elles le commerce ?

Mariya Aleksynska, en collaboration Giovanni Peri (University of California, Davis)

On sait que les migrations internationales tendent à stimuler le commerce international. On voit aussi que les réseaux sociaux et d'entreprises affectent les performances à l'exportation des firmes. Le but ici est de faire le lien entre ces deux résultats.

Utilisant la *Database on Immigrants in OECD countries* (DIOC) de l'OCDE et la base de commerce du CEPII BACI, on définit les réseaux d'affaires auxquels participent les immigrés et on quantifie leur influence sur le commerce. Celle-ci apparaît très importante, en particulier pour les exportations, et positivement corrélée aux différences culturelles ou de traditions juridiques. Les résultats suggèrent que ces effets de réseau sont dix fois plus puissants que l'effet direct sur les échanges induit par la demande des immigrés dans leur ensemble pour les produits de leur pays d'origine, ou celle induite par la présence d'immigrés hautement qualifiés.

La théorie attribue cette influence au fait que les immigrés possèdent une information spécifique sur leur pays d'origine, ce qui permet de

RÉFÉRENCE(S)

"The determinants of international mobility of students",
M. Beine, R. Noël & L. Ragot,
séminaire interne,
24 novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"Isolating the Network Effect of Immigrants on Trade",
M. Aleksynska & G. Peri
Document de travail CEPII,
N° 2011-26, décembre.

RÉFÉRENCE(S)

"L'immigration irrégulière et l'efficacité des politiques migratoires", M. Aleksynska & M. Poplawski-Ribeiro (FMI), *mimeo*.

"Relative Deprivation, Relative Satisfaction, and Attitudes towards Immigrants: Evidence from Ukraine", M. Aleksynska, *Economic Systems*, 35(2), pp. 189-207, juin.

RÉFÉRENCE(S)

"Impacts of Immigration on Aging Welfare-State: An Applied General Equilibrium Model for France", X. Chojnicki & L. Ragot, *Document de travail CEPIL*, N° 2011-13, Mai.

réduire les coûts de transaction à l'importation et à l'exportation de biens et services.

La promotion de l'entrepreneuriat et la facilitation de l'établissement d'entreprises par les migrants apparaissent ainsi des voies prometteuses pour que les pays d'accueil augmentent les bénéfices qu'ils tirent du commerce lié aux migrations.

Analyse économique des politiques migratoires

L'immigration irrégulière et l'efficacité des politiques migratoires

Mariya Aleksynska, en collaboration avec Marcos Poplawski-Ribeiro (FMI)

Le but de ce projet était d'évaluer l'impact des politiques migratoires, ainsi que des efforts visant à lutter contre l'immigration illégale, sur l'immigration irrégulière des dernières décennies, en tenant compte des autres déterminants des migrations (conditions économiques, politiques générales du marché du travail, situation politique dans les pays d'origine, facteurs démographiques).

Les résultats préliminaires suggèrent que la politique de coopération avec les pays de transit est la forme la plus souhaitable à la fois pour les pays de destination finale et pour les pays de transit. Pourtant, ce type de politique est le plus difficile à mettre en place. Nous étudions les mécanismes d'incitations nécessaires pour la réussite d'une telle politique.

L'impact des politiques d'immigration sélective sur les finances publiques des pays vieillissants

Xavier Chojnicki, Lionel Ragot

Le but de ce travail est d'évaluer la contribution d'une politique migratoire à la réduction du fardeau fiscal lié au vieillissement démographique en France, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique. Quatre variantes sont réalisées. La première évalue les effets économiques de l'immigration en France telle qu'elle est projetée dans les prévisions officielles (INSEE, COR). Les trois autres sont construites sur l'hypothèse d'un flux annuel d'immigrés plus élevé (correspondant aux flux qui ont caractérisé la deuxième grande vague d'immigration en France au XX^{ème} siècle). Elles se différencient par le niveau de qualification des nouveaux entrants.

Nous montrons que la structure par qualification et par âge des immigrés est une caractéristique essentielle qui détermine en grande partie les principaux effets sur les finances de la protection sociale. Globalement ceux-ci sont positifs et le sont d'autant plus, à court et moyen terme, que la politique migratoire est sélective en faveur des plus qualifiés. A long terme ces effets bénéfiques peuvent disparaître pour une

politique très sélective. Les gains, pour les finances publiques, liés à des flux migratoires nets conséquents restent relativement modérés en comparaison des évolutions démographiques qu'ils impliquent.

Impact budgétaire de 35 ans d'immigration en France :
une approche comptable

Xavier Chojnicki

L'objectif était de mettre en regard les bénéfices que les immigrés retirent de la protection et la contribution qu'ils y apportent par les différents prélèvements dont ils s'acquittent, en comparant les effets découlant d'un cadre statique et d'un cadre dynamique.

Les résultats dépendent fortement de la méthodologie utilisée. Ainsi, si l'on compare à une date donnée la contribution globale au budget des administrations publiques avec le volume des transferts versés, les immigrés apparaissent alors comme relativement favorisés par le système de redistribution. Pour autant, même si en moyenne les immigrés payent moins d'impôts et reçoivent plus de transferts que les natifs, la différence de structure par âge entre les deux populations conduit à un impact global de l'immigration sur les finances publiques légèrement positif dans le long terme. Dans tous les cas de figure, l'impact de l'immigration reste très faible en comparaison de l'effort global qui devrait être entrepris pour réduire les déséquilibres budgétaires.

RÉFÉRENCE(S)

"The fiscal impact of immigration in France: a generational accounting approach",
X. Chojnicki,
mimeo.

"Should the US have locked heaven's door? Reassessing the benefits of postwar immigration",
X. Chojnicki & F. Docquier,
Journal of Population Economics,
24(1), pp. 317-359.

"Impact budgétaire de l'immigration en France",
X. Chojnicki,
Revue Economique,
62(3), pp. 531-544, mai.

"Immigration in OECD countries, fiscal impact and public opinion",
Table ronde en partenariat avec le Club du CEPII,
le CEPII, l'OCDE, l'Université de Lille (Equipe), la Fondazione Rodolfo de Benedetti, l'Université catholique de Louvain (IRES), l'Université du Luxembourg,
24 octobre, Paris.



Macroéconomie et finance internationales

MFI

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

La situation économique en 2011 a été marquée par une aggravation des déséquilibres macroéconomiques. Le premier axe du programme de recherche "**Macroéconomie et finance internationales**" a abordé directement cette question. Il y est à la fois question des déséquilibres internationaux et des déséquilibres internes à la zone euro. Cet axe, qui inclut aussi des travaux sur le système monétaire international, coïncide avec une bonne partie des priorités de la présidence française du G20 en 2011.

Le deuxième axe du programme de recherche MFI porte sur la contribution du secteur financier à l'économie. Il traite en particulier du poids du secteur financier (n'est-il pas surdimensionné ? n'exerce-t-il pas une pression trop forte sur les restructurations d'entreprise ?).

Le troisième axe porte sur les finances publiques, abordées à la fois sous l'angle de leur soutenabilité à long terme et sur celui des réformes fiscales.

Enfin, le dernier axe regroupe des travaux sur l'énergie, les matières premières, et le développement durable.

DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX ET SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le CEPII a largement contribué en 2011 aux débats du G20 sur les déséquilibres mondiaux et la réforme du système monétaire international (SMI). Outre la mise à disposition d'une expertise accumulée sur ces sujets, le Centre a investi dans de nouvelles recherches, notamment sur le lien entre régimes de change et résorption des déséquilibres et sur les implications d'un système monétaire international multipolaire. En lien avec l'approfondissement de la crise en zone euro, des recherches ont également été entreprises sur la résorption des déséquilibres au sein de l'union monétaire.

RÉFÉRENCE(S)

"Rebalancing Growth in China: An International Perspective", A. Bénassy-Quéré, B. Carton & L. Gauvin, Document de travail CEPII, n° 2011-08.

Analyse des déséquilibres mondiaux et européens

Comment résorber les déséquilibres mondiaux ?Un exercice de simulation

Agnès Bénassy-Quéré, Benjamin Carton, en collaboration avec Ludovic Gauvin (Université Paris-Ouest)

Le projet consistait à comparer différents scénarios de rééquilibrage mondial selon l'origine du rééquilibrage, le régime des mouvements de capitaux et le régime de change.

Pour cela, nous avons construit un modèle à deux pays (Chine, Etats-Unis) avec fondements microéconomiques, générations imbriquées, rigidités nominales et contraintes financières. Puis, nous avons simulé l'impact de différentes réformes structurelles. Toutes les réformes envisagées conduisent à une baisse du taux d'épargne agrégé en Chine : une augmentation de la générosité du système de retraite par répartition, une réforme financière permettant aux entreprises un accès plus facile aux financements externes, les subventions au capital étant simultanément supprimées et, enfin, un relèvement de l'objectif de dette publique. Ces réformes ont été simulées successivement sous trois hypothèses concernant le régime monétaire : le *statu quo* (taux de change fixe, contrôles de capitaux, interventions de change), un relâchement des contrôles de capitaux et un régime de flottement sans contrôles de change. Ont été considérés l'effet des réformes structurelles, puis l'effet d'une réforme monétaire seule, dans un contexte d'excédents accumulés. Enfin, a été introduit un troisième pays (la zone euro) dans le modèle afin d'analyser les asymétries découlant de l'ancrage bilatéral du renminbi sur le dollar et de la préférence de la banque centrale pour les réserves en dollars.

Les résultats montrent que, quel que soit le régime de change, une baisse du taux d'épargne en Chine peut contribuer au rééquilibrage mondial, pourvu que les flux internationaux de capitaux réagissent aux écarts de taux d'intérêt, ce qui suppose un relâchement des contrôles de capitaux en Chine. En régime de change flexible, la réduction du déséquilibre bilatéral entre la Chine et les Etats-Unis est plus rapide (grâce à l'appréciation nominale du renminbi par rapport au dollar) mais elle n'est pas plus marquée qu'en change fixe. Cependant, seul le régime de change flexible permet à la Chine de contrôler son taux d'inflation face à la hausse de la demande interne. Cette particularité constitue une puissante incitation, pour la Chine, à abandonner le régime de change fixe, alors que les bénéfices de la flexibilité sont de courte durée pour les Etats-Unis. En dépit de l'asymétrie du régime de change chinois (le renminbi est ancré sur le dollar, non sur l'euro), la zone euro réagit de façon très similaire aux Etats-Unis à une réforme en Chine. La raison en est la forte mobilité des capitaux entre Etats-Unis et zone euro, qui tend à égaliser les taux d'intérêt réels dans les deux zones. En l'absence de réformes structurelles réduisant le taux d'épargne en Chine, le passage au flottement ne permet pas, en lui-même, de réaliser le rééquilibrage mondial, sauf si la Banque du Peuple Chinoise décide de vendre ses réserves accumulées. En effet, le haut niveau de l'épargne en Chine, combiné aux contrôles de capi-

taux, conduit à un taux d'intérêt relativement faible dans ce pays. Dans ces conditions, la levée des contrôles de capitaux concomitante au passage au flottement conduit à une sortie nette de capitaux, donc à une dépréciation du renminbi à court terme, même si à plus long terme la monnaie chinoise s'apprécie bien.

Cette étude suggère que la contribution de la Chine au rééquilibrage mondial devrait reposer essentiellement sur des réformes structurelles réduisant le taux d'épargne agrégé de ce pays et sur un relâchement des contrôles de capitaux. Le rôle du régime de change est secondaire lorsque les politiques monétaires des pays avancés sont standard, même s'il devient plus important lorsque les politiques monétaires sont contraintes. Enfin, fonder le rééquilibrage mondial seulement sur un assouplissement du régime de change chinois pourrait retarder plutôt qu'accélérer le rééquilibrage, selon la politique suivie par la Chine quant au devenir de ses réserves accumulées.

Rééquilibrages macroéconomiques au sein de la zone euro

Benjamin Carton, Valérie Mignon, en collaboration avec Sophie Béreau (Université Catholique de Louvain), David Guerreiro (Université Paris-Ouest) & Audrey Sallenave (Université Paris-Ouest)

La crise de la zone euro a récemment démontré l'importance qu'il y avait, au sein d'une union monétaire, à surveiller non seulement les déséquilibres budgétaires, mais aussi les déséquilibres extérieurs et la compétitivité des différentes économies : si la monnaie unique protège bien contre les crises de balances de paiements, les pertes cumulées de compétitivité doivent être corrigées à un moment ou à un autre, ce qui ne peut bien évidemment se faire par un ajustement du taux de change nominal. Le CEPII a accumulé une expérience de plusieurs années sur le calcul de taux de change réels d'équilibre et de vitesses d'ajustement vers les parités d'équilibre. Il s'agit ici de réfléchir à la transposition des concepts et méthodes au cas d'une union monétaire.

Nous étudions la convergence des niveaux des prix de onze pays appartenant à la zone euro avec l'Allemagne entre janvier 1970 et juillet 2011. Pour ce faire, nous recourons à l'estimation d'un modèle de régression à transition lisse, qui permet de montrer que le processus de convergence des prix est non linéaire et qu'il est fonction de l'ampleur des écarts de prix.

Pour la plupart des pays, la convergence des niveaux de prix n'est effective que lorsque les écarts de prix avec l'Allemagne dépassent un certain seuil. Nos résultats mettent aussi en avant une certaine hétérogénéité entre les pays en termes de vitesse de convergence des prix, qui peut s'expliquer par l'évolution de la compétitivité-prix et les profils de spécialisation. Ce projet se poursuit en 2012 avec une étude du lien entre les rigidités sur le marché des biens et sur le marché du travail et les ajustements macroéconomiques.

RÉFÉRENCE(S)

"On price convergence in the Eurozone",
D. Guerreiro & V. Mignon,
*Document de travail
EconomiX* 2011-34.

"Consolidation fiscale en monnaie unique : un modèle structurel",
B. Carton & T. Guyon,
Economie et Prévision,
à paraître.

"Désajustements des taux de change effectifs réels dans la zone euro",
B. Carton & K. Hervé,
La Lettre du CEPII,
n° 319, 19 avril 2012.

Dans un deuxième travail, qui reste à finaliser, nous estimons les effets d'un rééquilibrage des finances publiques dans un modèle DSGE à deux pays en monnaie unique avec rigidités nominales calibré sur un petit groupe de pays de la zone euro et le reste de la zone euro. En l'absence de dépréciation nominale du change et d'une politique monétaire accommodante, une stabilisation budgétaire a des effets importants sur l'activité et l'emploi (multiplicateur keynésien). Toutefois, les différents instruments budgétaires ne pèsent pas tous de façon identique. A profil donné de réduction du déficit public, une augmentation des cotisations à la charge des employeurs est la politique qui implique la plus forte récession à court terme, tandis que l'allongement de la durée des cotisations retraite ou la diminution des pensions est la mesure qui pèse le moins sur l'activité. Enfin, une stabilisation budgétaire qui a lieu en même temps qu'un ajustement des prix relatifs (surévaluation du taux de change réel) est particulièrement coûteuse car la baisse du déflateur du PIB conduit à une hausse du taux d'endettement.

Dans un troisième travail, nous estimons des taux de change d'équivalents fondamentaux au sein de la zone euro. La réduction des déficits courants des pays du sud (Grèce, Portugal, Espagne) n'a pas été homogène : l'ajustement a principalement lieu par un effondrement de la demande intérieure en Grèce tandis que l'amélioration de la compétitivité semble être mieux engagée au Portugal et surtout en Espagne.

Evolution du système monétaire international

Multipolarité monétaire et instabilité des taux de change

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Yeganeh Forouhesh (Ecole Polytechnique) & Jean Pisani-Ferry (Bruegel)

L'objectif de ce projet était de mesurer les implications qu'aurait une multipolarisation du SMI sur la volatilité des taux de change entre l'euro, le dollar et le yuan.

Un modèle de portefeuille à trois pays (Etats-Unis, zone euro, Chine) a été construit. La répartition des portefeuilles des trois pays est, dans un premier temps, exogène. L'idée est alors d'évaluer l'impact d'une montée en puissance de la Chine (ou d'une diversification de ses avoirs) sur le taux de change euro/dollar, selon le régime de change en vigueur en Chine et selon le statut de la monnaie chinoise. Dans un second temps, on modélise les choix de portefeuille optimaux compte tenu du risque de change et du risque d'illiquidité. Par hypothèse, le risque d'illiquidité est supposé nul aux Etats-Unis tandis qu'il est positif en zone euro et en Chine. Par ailleurs, le risque de change sur les actifs en renminbi dépend du régime de change. Cela nous permet d'étudier l'impact d'une internationalisation de l'euro et du renminbi, ainsi que celui d'une flexibilisation du régime de change chinois, sur l'allocation optimale des portefeuilles.

Les résultats suggèrent que les choix de portefeuille pourraient être rendus plus instables par le passage à un système monétaire international multipolaire, entraînant davantage de volatilité des taux de change à court terme. Néanmoins, le potentiel de désajustement de change pourrait s'en trouver réduit du fait que la demande pour les actifs dans chaque monnaie internationale deviendrait plus sensible aux rendements attendus. Une flexibilité plus importante du renminbi aurait des effets similaires.

Cette recherche a nourri cette année un grand nombre de publications CEPII relatives à la réforme du système monétaire international à la demande, en particulier, de la Commission européenne, du Conseil

RÉFÉRENCE(S)

"China and the euro-dollar exchange rate", A. Bénassy-Quéré, Y. Frouhesh & J. Pisani-Ferry, *mimeo*.

"World-consistent equilibrium exchange rates",
A. Bénassy-Quéré, A. Lahrière-Révil & V. Mignon,
Journal of the Japanese and International Economies, 25(2), pp. 12-32.

"La longue marche vers un régime monétaire multipolaire", A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry,
La Lettre du CEPII, n° 308, 16 février 2011, *Problèmes Economiques*, 27 avril 2011.

"Comment réformer le SMI ?", A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & Y. Yongding,
La Lettre du CEPII, n° 309, 28 mars 2011.

"Concrete steps toward realistic reforms of the international monetary system",
A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & Y. Yongding,
in Brookings Institution, *Think Tank 20: Macroeconomic Policy Interdependence and the G-20*,
avril 2011, pp. 25-28.

"Reform of the International Monetary System: Some Concrete Steps",
A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & Y. Yongding, *Bruegel Policy Contribution N° 2011/03*, March.

"What International Monetary System for a Fast-Changing World Economy?",
A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry,
Document de travail CEPII n° 2011-04a, publié dans Jack T. Boorman et André Icard (eds.),
Reform of the International Monetary System, The Palais-Royal Initiative, SAGE, 2011, Chap. 21, 255-298.

"Quel système monétaire international pour une économie mondiale en mutation rapide ?",
A. Bénassy-Quéré et J. Pisani-Ferry, *Document de travail CEPII n° 2011-04b*, publié dans
Réformer le système monétaire international, Conseil d'Analyse Economique, Rapport n° 99, 2011, pp. 9-50.

"Global currencies for tomorrow: a European perspective",
I. Angeloni, A. Bénassy-Quéré, B. Carton, Z. Darvas, C. Destais, J. Pisani-Ferry & S. Vallée
Rapport d'étude CEPII, 2011-01, août ; *Bruegel Blueprint*, 13, septembre 2011,
European Economy Economic Papers. 444. July 2011, contract number ECFIN/220/2010/573686.

"Quel avenir pour l'euro et le dollar ?", 15 janvier, Paris.
"Monnaies, taux de change et mondialisation", Groupe d'Analyse de la Mondialisation, 3 février, Paris.

"Rebalancing IMF Quotas", A. Bénassy-Quéré & S. Béreau, *World Economy*, 34(2), pp. 223-247, février.

RÉFÉRENCE(S)

"On the Inclusion of the Chinese Renminbi in the SDR Basket",
A. Bénassy-Quéré
& D. Capelle,
Document de travail CEPII
n° 2011-19, juillet.

"Le renminbi peut-il rendre le DTS plus attrayant ?",
A. Bénassy-Quéré
& D. Capelle,
La Lettre du CEPII n° 314,
23 septembre 2011.

d'analyse économique et du groupe "Palais-Royal" piloté par Michel Camdessus. Le document de recherche sera finalisé en 2012.

L'élargissement du panier du DTS

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Damien Capelle (ENS Cachan)

Dans le cadre des discussions sur la réforme du système monétaire international, le Droit de Tirage Spécial (DTS) a connu un regain d'intérêt. La décision des ministres des finances et banquiers centraux du G20, en avril 2011, de travailler à un "sentier d'élargissement du DTS fondé sur des critères" laisse envisager l'inclusion de la monnaie chinoise dans le DTS, aux côtés du dollar, de l'euro, du yen et de la livre Sterling. Le but de ce projet était de simuler l'inclusion de la monnaie chinoise dans le DTS.

Suivant la méthode du FMI, nous reconstituons le poids des différentes monnaies composant le panier sur le passé et proposons des projections à l'horizon 2050. Nous comparons ces poids selon que le renminbi est ou non inclus dans le panier. A partir de ces différents poids, d'hypothèses sur la volatilité des monnaies deux à deux et les taux de change réels d'équilibre, nous évaluons l'impact de l'inclusion du renminbi sur la volatilité et la valeur du panier.

Nos résultats suggèrent que, si la monnaie chinoise avait été comprise dans le DTS en 1990, son impact sur le comportement du panier aurait été très limité en raison du faible poids du renminbi (moins de 10%). Cependant, sous quelques hypothèses simples concernant l'évolution future du commerce mondial et la composition des réserves de change, le renminbi pourrait devenir, à l'horizon 2040, la deuxième, voire la première monnaie du panier. Ainsi, attendre trop longtemps avant d'inclure le RMB (parce que cette monnaie n'est pas "librement utilisable") fait courir le risque d'une discontinuité lorsque le panier sera finalement élargi. Par contre, le principe d'une composition stable du panier milite contre l'inclusion d'autres monnaies, car leur liste risquerait de devoir être révisée périodiquement en fonction de l'évolution des rangs des différents pays. L'impact de l'inclusion du RMB dans le DTS dépendra, de manière déterminante, du régime de change chinois : avec un RMB ancré sur le dollar, la volatilité du panier par rapport à l'euro ou à la livre Sterling augmenterait considérablement au cours des décennies à venir, tandis que le DTS serait stabilisé par rapport au dollar, au renminbi et à un certain nombre de monnaies hors DTS. A l'inverse, un régime de change flexible limiterait très fortement l'impact de l'inclusion du renminbi dans le panier. De la même manière, l'inclusion d'un renminbi fortement sous-évalué affaiblirait la valeur du DTS. Ces arguments suggèrent de ne pas faire entrer le RMB dans le panier avant que la Chine n'ait flexibilisé son régime de change et réduit la sous-évaluation de sa monnaie. Enfin, l'inclusion du RMB dans le DTS pourrait compenser une tendance du panier à la dépréciation en termes effectifs réels.

Nous concluons qu'un élargissement relativement rapide du DTS à la monnaie chinoise apporterait des avantages en termes de stabilité

du panier (composition et valeur), pourvu qu'une certaine flexibilité soit introduite dans le régime de change. Cette question du régime de change est plus importante, au regard de l'objectif de stabilité, que celle du "libre usage" de la monnaie chinoise, au moins à court et moyen terme.

L'économie mondiale 2012 - les enjeux de la présidence française du G20

Christophe Destais

L'objectif était de présenter de manière synthétique et critique les enjeux de la présidence française du G20 à un large public. Les thèmes abordés vont de la réforme du système monétaire international à la régulation financière et celle des mouvements de capitaux, en passant par le dialogue international sur les déséquilibres mondiaux. Les travaux réalisés insistent sur les enjeux économiques et financiers des

RÉFÉRENCE(S)

"Les grands dossiers économiques du G20 sous présidence française",
C. Destais,
in *Economie Mondiale 2012*, La Découverte,
pp. 68-88, septembre 2011.

"The Economic Agenda of the French Presidency of the G20: Context and Challenges"
in "G20 - Perceptions and Perspectives for Global Governance",
C. Destais, edited by Wilhelm Hofmeister, pp. 57-71, Singapore, 2011.

"G20: completing the agenda",
Asia Europe Economic Forum conference.
hosted by the French Ministry of Finance, co-funded by the European Commission,
DG ECFIN & DG Research, 10-11 janvier, Paris.

"Coping with agricultural price volatility",
co-organisé par AgroParis-Tech, le CEPII et l'INRA,
et en partenariat avec le Club du CEPII, 8 avril, Paris.

G20 : Bilan de la présidence française et enjeux de la présidence mexicaine,
Colloque co-organisé avec le CERI, en partenariat avec le Club du CEPII
et avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères et européennes,
15 novembre, Paris.

RÉFÉRENCE(S)

"More Bankers, More Growth? Evidence from OECD Countries",
G. Capelle-Blancard
& C. Labonne,
Document de travail CEPII,
n° 2011-22.

projets de la Présidence du G20, le degré -sans doute excessivement élevé- de leur ambition et l'analyse des résultats du sommet de Cannes.

SPHÈRE FINANCIÈRE, SPHÈRE RÉELLE

En cette période de crise, la finance n'a pas bonne presse. Pourtant, il s'agit d'un secteur essentiel au bon fonctionnement de l'économie. Nous présentons ici plusieurs travaux sur la contribution du secteur financier à la croissance.

Finance, croissance et géographie

Faut-il s'inquiéter de la taille du secteur financier ?

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Claire Labonne (ENSAE-Paristech)

La finance stimule-t-elle la croissance économique ? A la fin des années 1990, le débat semblait définitivement clos : une littérature empirique abondante soutenait l'idée d'une causalité positive de la finance vers le PIB. A partir des années 2000, ce consensus a commencé à se fissurer, plusieurs auteurs soulignant quelques graves problèmes méthodologiques dans l'estimation empirique des relations de causalité entre finance et croissance. La crise récente a également modifié l'opinion générale sur ce sujet. Théoriquement, le développement du secteur financier doit avoir un impact positif sur la croissance économique en facilitant l'allocation du capital, la mise en commun de l'épargne, le partage des risques, le contrôle et la surveillance des entreprises, ainsi qu'en favorisant la production et la diffusion d'informations. Il est toutefois possible que ces effets soient compensés par deux facteurs généralement négligés dans la littérature : une croissance potentiellement excessive du crédit et une mauvaise allocation des talents.

Nous évaluons la taille du secteur financier en utilisant non pas les *outputs* du processus d'intermédiation financière, mais ses *inputs*. Plus précisément, nous considérons deux variables originales : (1) le nombre de salariés dans le secteur de la finance rapporté au nombre total de salariés dans l'économie, tous secteurs confondus ; (2) le rapport entre le volume de crédits accordés aux agents privés et le nombre de salariés dans le secteur de la finance. Nos deux variables permettent de limiter les problèmes liés à la croissance potentiellement excessive des crédits et à la mauvaise allocation des talents.

Les données ont l'avantage d'être disponibles sur une longue période (1970-2008) pour un large échantillon de pays (24 pays de l'OCDE). Les résultats sont ainsi directement comparables avec la littérature académique standard sur les liens de causalité entre finance et croissance. La méthode repose sur la technique des panels dynamiques appliquée aux données de croissance. Elle nous permet de traiter l'endogénéité des données macroéconomiques. Les résultats confirment qu'il n'y a pas de relation claire et positive entre la finance et la croissance pour les pays développés sur les quarante dernières années.

Impact de la localisation des activités financières sur la croissance

Gunther Capelle-Blancard, Matthieu Crozet, en collaboration avec Nil Baik (Groupama AM)

Il est aujourd'hui largement admis que le développement des activités financières est un élément indispensable de la croissance économique. C'est à ce titre que les Etats ont, traditionnellement, défendu la présence des marchés et des intermédiaires financiers sur leur territoire. Dans un espace économique mondialisé, où les capitaux sont devenus extrêmement mobiles, cet argument semble perdre de sa force. Avec la technologie actuelle, on peut penser que les fonctions remplies par les systèmes financiers pourraient être assurées depuis l'étranger. Une telle conclusion fait toutefois l'impasse sur les travaux de la nouvelle économie géographique, qui montrent la pertinence de la notion de distance, même dans un contexte globalisé. L'objectif de ce travail est d'examiner l'impact de la proximité des activités financières sur la croissance. Il s'agissait aussi d'étudier la relation entre développement financier et croissance économique sous un angle nouveau.

Nous avons réuni une base de données sur l'emploi dans le secteur banque-finance-assurance aux Etats-Unis, à un niveau de détail géographique très fin (données détaillées au niveau des 3 000 comtés), sur la période 1970-2005. Nous avons également réussi à récupérer des données quantitatives sur l'émergence des services financiers aux Etats-Unis au XVIIIème siècle. Ces données sont utiles pour identifier le sens de causalité entre le développement financier et le développement économique.

Les premiers résultats mettent en évidence l'apport positif des activités bancaires au développement économique local. Ceci contraste avec la localisation des activités de marché, par nature plus concentrées, dont l'impact n'est pas avéré.

Les restructurations d'entreprises en Europe

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Nicolas Couderc (Université Paris 1) et Delia Tatu (European Business School)

Plus de quatre ans après le début de la crise, sur le front de l'emploi la situation continue de se dégrader. De nombreuses entreprises, qu'elles soient européennes ou étrangères, continuent de se restructurer. Si certaines restructurations sont liées à la crise elle-même, il existe bel et bien en Europe un mouvement de fond visant à élever continuellement la productivité par des restructurations fréquentes, notamment dans le secteur manufacturier.

L'objectif de cette étude est d'examiner l'effet des restructurations sur la valeur de marché des entreprises cotées. Pour certains, les restructurations sont subordonnées à des logiques boursières, indépendamment de toute nécessité économique. En particulier, les plans de licenciements massifs seraient annoncés dans le seul but de satisfaire

RÉFÉRENCE(S)

"Finance, geography and growth",
N. Bayik, G. Capelle-Blancard & M. Crozet,
mimeo présenté à la conférence annuelle de l'AAG, Washington, avril et à la conférence du Haut Collège d'Economie, Moscou, novembre.

RÉFÉRENCE(S)

"How do shareholders respond to layoff announcements? A meta-analysis",
G. Capelle-Blancard & N. Couderc,
mimeo.

"The Stock Market Reaction to Layoff Announcements: Evidence from Europe",
G. Capelle-Blancard & D. Tatu,
mimeo.

les actionnaires, pour doper la capitalisation boursière de l'entreprise à court terme. Cette vision est toutefois contraire à la logique économique ; cela revient en effet à supposer que les actionnaires sont myopes, voire aveugles, et ne prennent pas en compte les fondamentaux économiques pour valoriser les entreprises.

Lorsqu'une entreprise annonce qu'elle va procéder à un licenciement massif, il est toujours difficile d'en comprendre les motifs. La réaction des investisseurs est moins fonction du contenu de l'annonce *stricto sensu* que du signal qui est adressé au marché et qui dépend d'éléments externes tels que la communication financière générale de l'entreprise, la conjoncture économique, le climat social, etc. La question des licenciements boursiers devient alors une question essentiellement empirique puisqu'il s'agit d'examiner comment les investisseurs décryptent, à court terme, les annonces de réductions d'effectifs. Nous proposons une revue extensive de la littérature portant sur près de cinquante études qui couvrent près de 15 000 annonces de licenciements dans le monde (méta-analyse). Dans un second temps, nous nous appuyons sur les données de l'*European Restructuring Monitor* pour examiner les déterminants de la réaction des marchés aux annonces de licenciements massifs dans les différents pays européens, avant et pendant la crise financière.

Contrairement à une idée largement répandue, l'effet des annonces de licenciements sur les cours boursiers est en moyenne négatif. Le simple fait de réduire les effectifs n'est en général pas salué par les marchés comme de bon augure. Dans quelques cas seulement, ces licenciements peuvent avoir un impact positif, rarement significatif. Il faut pour cela que les investisseurs soient convaincus que ces mesures ne sont qu'un volet dans une stratégie d'ensemble. Et encore, même dans le cas où l'entreprise affiche une politique cohérente et proactive, les licenciements peuvent être interprétés comme le signe de difficultés insoupçonnées ou d'une absence d'ambition.

FINANCES PUBLIQUES

Les questions budgétaires ont occupé cette année une place importante dans les travaux du CEPII. Elles ont été abordées à la fois sous l'angle de la soutenabilité des dettes à long terme et sous celui de la fiscalité. La soutenabilité budgétaire a été étudiée à l'aide du modèle *Ingenue*, mais aussi à travers les spreads de taux d'intérêt et l'étude des engagements hors bilan au titre des banques trop grandes pour faire faillite. Quant à la fiscalité, une recherche a été entreprise sur les effets de la fiscalité énergétique et un modèle de micro-macro simulation a été construit, lequel permettra de simuler des réformes fiscales telles que la TVA sociale.

Dettes publiques et risque souverain

Variante dette publique dans le modèle INGENUE

Benjamin Carton, Dramane Coulibaly, Claire Loupias

Le but de ce projet était d'analyser l'évolution de la dette publique sous l'effet du vieillissement démographique dans les pays d'Europe occidentale. Nous comparons trois scénarios de financement du vieillissement de la population dans le cadre du modèle mondial INGENUE 3 : hausse des cotisations sociales, hausse de la dette publique (à taux de cotisation inchangés) et hausse combinée de la dette et des taux d'activité aux âges élevés.

En l'absence de réforme des retraites et sous la contrainte que le taux d'endettement reste stable en Europe, les cotisations sociales doivent augmenter considérablement jusqu'en 2050 avant de revenir à des niveaux proches de ceux d'aujourd'hui en 2100. Nous montrons que, lorsque les anticipations des agents sont rationnelles et que les marchés croient au remboursement ultérieur de la dette, il est possible de financer une part substantielle de la transition démographique par l'augmentation de la dette, ce qui suppose un taux d'endettement qui atteint environ 200 % du PIB. Les trajectoires de dette sont soutenables car elles dépendent des paramètres de préférence et de technologie des zones économiques considérées et sont fondées sur le fait que les anticipations de hausse de prélèvements obligatoires futures sont crédibles. La majeure partie du financement de la hausse de la dette provient d'une hausse de l'épargne interne due à l'ancrage des anticipations des agents sur la politique de prélèvements futurs.

Toutefois, la crise de la dette en zone euro montre que les taux d'intérêt de marché ne coïncident pas avec un scénario de maîtrise des finances publiques à très long terme. Dès lors, réduire substantiellement le coût de financement du vieillissement n'est possible que par une hausse des taux d'activité aux âges élevés afin d'atteindre ceux qui ont cours en Amérique du Nord ou au Japon. Cette dernière rend par ailleurs beaucoup plus crédible les engagements de remboursements ultérieurs liés à une hausse de la dette publique.

La difficulté à financer des dépenses supplémentaires liées à l'arrivée de la génération du *baby boom* par endettement est le résultat d'un manque de crédibilité des Etats et d'une inefficience des marchés (prix des obligations) bien plus que d'un manque d'épargne en Europe. Au contraire, une hausse de l'endettement public couplée à une hausse prévisible des taxes à la consommation permet d'accroître naturellement le taux d'épargne et ainsi d'éviter un effet d'éviction dommageable à la croissance ou un endettement extérieur trop important.

RÉFÉRENCE(S)

"Tendances à long terme des finances publiques sous l'effet du vieillissement",
B. Carton,
D. Coulibaly & C. Loupias,
Rapport d'étude
Finances publiques : l'épreuve de vérité pour la zone euro,
Caisse des Dépôts
et Consignations, 2011.

RÉFÉRENCE(S)

"The "Forward Premium Puzzle" and the Sovereign Default Risk", V. Coudert & V. Mignon, *Document de travail CEPIL*, 2011-17.

"Exchange Rate Volatility across Financial Crises", V. Coudert, C. Couharde & V. Mignon, *Journal of Banking and Finance*, vol. 35(11), pp. 3010-3018.

Risque de change et risque de défaut

Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France et Université Paris-Ouest)

En théorie, les différentiels de taux d'intérêt entre les monnaies doivent être exactement compensés par une dépréciation anticipée de la monnaie qui sert le taux le plus élevé. Pourtant on a assisté, ces dernières années, à une croissance très forte des opérations de *carry trade* qui visent justement à tirer parti de ces différentiels de taux. C'est assez paradoxal et les économistes parlent à ce propos d'"énigme de la prime de terme". Ce sujet a donné lieu à une abondante littérature. Ce projet cherche à comprendre d'où peut provenir ce gain en apparence sans risque. On met ici en avant le rôle joué par le risque de défaut.

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle le risque de défaut d'un pays engendre des excès de rendement sur sa monnaie pendant les périodes calmes. Durant ces périodes, les risques sont sous-estimés, ce qui donne lieu à d'importants montants de *carry trade*. Nous testons cette hypothèse empiriquement sur un échantillon de données quotidiennes de juin 2005 à septembre 2010. Le défaut souverain étant susceptible d'engendrer un défaut du système bancaire dans son ensemble, nous approchons le risque de défaut par la prime de *credit default swap* (CDS) souverain. Nous nous concentrons sur un échantillon de 18 pays émergents. Nous distinguons trois sous-périodes : une période calme s'étendant jusqu'à la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, une période de crise allant jusqu'à octobre 2009 et une période finale de reprise. Nous procédons en outre à l'estimation de modèles non linéaires à changements de régimes, les coefficients des variables évoluant selon la volatilité sur les marchés financiers. Nous estimons ensuite une "régression à la Fama", qui relie la dépréciation du taux de change au différentiel de taux d'intérêt de la période précédente.

Nous montrons que le risque de défaut accroît les gains de *carry trade* en période calme et aggrave les pertes lors des crises. Plus spécifiquement, les excès de rendement sont favorisés par un risque de défaut souverain élevé lorsque le marché est faiblement volatil, alors que lorsque la volatilité dépasse un certain seuil, les pertes s'accroissent. Nous mettons ensuite en évidence que le coefficient qui lie le différentiel d'intérêt à la dépréciation du change varie avec le degré de *stress* sur les marchés financiers. En somme, nous montrons que, sur un panel de pays émergents, le paradoxe de la prime de terme peut être partiellement résolu en prenant en compte le risque de défaut qui justifie l'existence d'une prime de risque.

Conséquences du régime bancaire sur la soutenabilité des finances publiques

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Guillaume Roussellet (ENSAE-Paristech)

Le but de ce projet était de mesurer le risque que les banques "trop grandes pour faire faillite" font peser sur la soutenabilité des finances publiques. Pour 27 pays de l'Union européenne, nous calculons d'abord des écarts de fiscalité (*tax gaps*) à la Blanchard (1990) et Blanchard et al. (1990)¹. Nous introduisons alors deux mesures alternatives des engagements implicites hors bilan liés au risque de crise bancaire systémique. La première mesure repose sur des données microéconomiques au niveau des banques, collectées et publiées par l'Autorité Bancaire Européenne à l'occasion de la seconde vague de tests de résistance réalisée en juillet 2011. La seconde mesure s'appuie sur des estimations macroéconométriques de la probabilité et du coût d'une crise bancaire systémique, à partir des données historiques. La première approche tend à maximiser le coût budgétaire d'une crise bancaire systémique. En effet, elle suppose qu'en cas de crise, toutes les institutions financières systémiques devraient être renflouées par l'Etat pour la valeur totale de leurs actifs pondérés par le risque, nette du capital "dur". Au contraire, la seconde approche tend à minimiser le coût car il se fonde sur des données historiques impliquant des pays pour lesquels le secteur bancaire représentait généralement une part limitée de l'économie. C'est pourquoi une combinaison des deux approches permet d'obtenir une fourchette des coûts.

Selon la mesure des coûts retenue (micro ou macro), l'impact du risque de crise bancaire systémique sur l'écart de fiscalité est très différent mais il affecte considérablement le diagnostic sur la soutenabilité des finances publiques. Les différences de coûts entre pays sont néanmoins atténuées par des probabilités de crise relativement faibles.

Les résultats obtenus mettent en avant la nécessité d'éviter, pour les Etats, de procurer une assurance implicite aux institutions trop grandes pour faire faillite, sauf peut-être après avoir mis en place des fonds dédiés à cette tâche, financés par les institutions elles-mêmes, ou avoir limité la garantie à une partie seulement de l'activité bancaire. Les institutions financières systémiques ne sont pas seulement "trop grandes pour faire faillite" ; elles sont aussi "trop grandes pour être sauvées". Les ordres de grandeur imposent de chercher des moyens de contourner le problème de soutenabilité en cas d'événement catastrophique, en limitant à la fois la probabilité et le coût des crises systémiques.

RÉFÉRENCE(S)

"Fiscal sustainability in the presence of systemic banks: the case of EU countries",
A. Bénassy-Quéré
& G. Roussellet,
Document de travail CEPII,
n° 2012-03.

¹ O. J. Blanchard, "Suggestions for a new set of fiscal indicators", *OECD Economics Department Working Papers*, (79), 1990. O. J. Blanchard, J.-C. Chouraqui, R. Hagemann & N. Sartor, "La soutenabilité de la politique budgétaire : nouvelles réponses à une question ancienne", *Revue économique de l'OCDE*, 1990.

RÉFÉRENCE(S)

"Zone euro: la crise après la crise", A. Bénassy-Quéré, in CEPII, *L'Economie mondiale 2012*, La Découverte, 2011, pp. 15-37.

"L'avenir de la zone euro dans la mondialisation", Groupe d'Analyse de la Mondialisation en collaboration avec le Centre d'Analyse Stratégique, 30 juin, Paris.

RÉFÉRENCE(S)

"Impact of green taxation on productivity at the firm level", A. Bénassy-Quéré & A.S. Bourdoncle, *mimeo*.

Crise des dettes souveraines en zone euro

Agnès Bénassy-Quéré

Il s'agissait ici de rédiger un chapitre de l'ouvrage du CEPII *L'Economie Mondiale 2012* sur les origines et les développements de la crise des dettes souveraines en zone euro. Le chapitre met l'accent sur les défauts de conception de la gouvernance en zone euro, mais aussi sur les responsabilités des gouvernements qui n'ont pas pris toute la mesure du changement de régime intervenu en 1999. On explique la stratégie suivie par les Européens pour endiguer la crise et on esquisse des scénarios pour le futur.

Ce travail s'inscrit dans un effort du CEPII pour participer aux débats sur la crise en zone euro : nombreuses interventions auprès de publics divers (Club du CEPII, presse, associations, lycéens...) et participation à des tables rondes en France et à l'étranger.

Fiscalité

Impact de la fiscalité environnementale sur la productivité des entreprises

Agnès Bénassy-Quéré, en collaboration avec Anne-Sophie Bourdoncle (ENS-Cachan)

Ce projet visait à mesurer l'impact de la fiscalité énergétique et environnementale sur la productivité générale des facteurs (PGF) au niveau des firmes européennes, à partir de la base de données Amadeus. La méthode s'inspire d'Arnold et Schwellnus (2008)² qui mettent en évidence l'impact négatif de l'impôt sur le bénéfice des sociétés sur la PGF. Porter (1991)³ suggère qu'un renforcement de la réglementation environnementale peut stimuler l'innovation et la compétitivité. On s'attend alors ce que la fiscalité verte élève au contraire la PGF dans les secteurs les plus intensifs en énergie.

Suivant la méthode de différence en différence d'Arnold et Schwellnus (2008), on estime si, toutes choses égales par ailleurs, la fiscalité énergétique influence la PGF dans les secteurs les plus intensifs en énergie. L'intensité énergétique des différents secteurs est calculée à partir de la base de données GTAP. L'estimation est réalisée pour 11 secteurs manufacturiers, sur la période 1996-2004 (plus d'un million d'observations).

Les résultats préliminaires confirment l'hypothèse de Porter : la fiscalité énergétique (taxes sur le pétrole léger, taxes sur les combustibles pauvres en soufre) tend à élever la PGF, particulièrement dans les secteurs les plus intensifs en énergie.

2 J. Arnold, et C. Schwellnus, "Do corporate taxes reduce productivity and investment at the firm level? cross-country evidence from the Amadeus dataset", *Document de travail CEPII* n° 2008-19.

3 M. Porter, "America's green strategy", *Scientific American*, 264 (4), 1991.

Micro-macro simulation de l'économie française dans son environnement international

Riccardo Magnani, en collaboration avec Luca Piccoli (Université des îles Baléares), Amedeo Spadaro (Université des îles Baléares et PSE) et Martine Carré (Université Paris-Dauphine)

Le but de ce projet était de construire un modèle de micro-macro simulation destiné à analyser l'effet de différentes mesures de politique économique (notamment fiscales) en économie ouverte. Le modèle est constitué d'un modèle de micro-simulation et d'un modèle d'équilibre général calculable (CGE). Le modèle de micro-simulation est constitué de trois éléments : (1) un modèle arithmétique permettant de déterminer pour chaque ménage présent dans le Budget de Familles (2006) les cotisations, la taxation et le revenu disponible, en considérant le système fiscal français ; (2) un module permettant de déterminer pour chaque ménage le niveau de consommation de onze biens ; (3) un module permettant de déterminer, pour chaque ménage, l'offre de travail. Le modèle CGE est, quant à lui, constitué de 19 secteurs. C'est un modèle statique calibré sur le tableau input-output de l'Insee (2006). Le modèle de micro-simulation et le modèle CGE sont intégrés : les résultats obtenus au niveau macro, notamment les prix d'équilibre, sont introduits dans le modèle de micro-simulation, lequel détermine les effets sur le comportement de consommation et d'offre de travail de chaque ménage. Les effets individuels sont ensuite agrégés et introduits (comme choc exogène) dans le modèle CGE, lequel détermine les nouveaux effets macro qui sont introduits par la suite dans le modèle de micro-simulation. Les itérations entre les deux modèles continuent jusqu'au moment où le point fixe est atteint.

Dans un premier temps, cet outil a été testé sur le cas d'une dépréciation de l'euro de 10 %. Le bouclage macroéconomique choisi est keynésien, ce qui permet de prendre en considération le fait que la dépréciation, qui produit une amélioration de la balance courante, permet aussi de stimuler la production et de réduire le chômage involontaire. Au niveau individuel, les résultats montrent que ce choc purement macroéconomique a des conséquences importantes sur la distribution des revenus et les inégalités. En particulier, la baisse du salaire réel provoque une réduction du revenu disponible des salariés, alors que la baisse du taux de chômage permet à un certain nombre d'individus de trouver un emploi. Le choc réduit les inégalités entre riches et pauvres.

Ce modèle micro-macro servira en 2012 à évaluer les conséquences d'une dévaluation fiscale (TVA sociale).

RÉFÉRENCE(S)

"The effects of Euro's depreciation using a Micro-Macro simulation approach. An evaluation on the French economy", R. Magnani, L. Piccoli, A. Spadaro & M. Carré, *mimeo*, 2011.

RÉFÉRENCE(S)

"Index Trading and Agricultural Commodity Prices: A Panel Granger Causality Analysis", G. Capelle-Blancard & D. Coulibaly, *International Economics*, N° 126-127(2011), pp. 51-72.

"Matières premières, métaux rares, ressources énergétiques : quel impact de la mondialisation ?", Groupe d'Analyse de la Mondialisation en collaboration avec le Centre d'Analyse Stratégique, 5 octobre, Paris.

"Gold and financial assets: Are there any safe havens in bear markets?", V. Coudert & H. Raymond, *Economics Bulletin*, 31(2), pp. 1613-1622.

ÉNERGIE, MATIÈRES PREMIÈRES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Marchés dérivés et financiarisation des matières premières

Gunther Capelle-Blancard et Dramane Coulibaly

Depuis la crise alimentaire de 2008, et avec la nouvelle flambée des prix en 2010-2011, les marchés de matières premières, produits agricoles et combustibles fossiles sont au cœur des préoccupations économiques mondiales. Dans ce contexte, les craintes sont vives concernant le rôle potentiellement déstabilisant des marchés financiers. En effet, on a assisté, ces dernières années, à une financiarisation de ces marchés, alimentée par la montée en puissance des fonds indiciels qui voient dans ces marchés une nouvelle source de diversification. Nous étudions les relations qui peuvent exister entre les positions des investisseurs sur les marchés de "commodités" et les prix sur ces marchés.

Le principal problème dans ce type d'étude est d'ordre technique. Les interrelations entre les marchés matières d'une part et entre les marchés au comptant et à terme d'autre part sont très fortes et il est toujours extrêmement délicat d'identifier des relations causales. Nous utilisons une approche statistique (causalité au sens de Granger en panel avec calcul des valeurs critiques par la technique du *bootstrap*) qui permet de renforcer la puissance des tests standard en tenant compte de la dépendance statistique entre les marchés. Les tests sont appliqués à douze produits agricoles (maïs, soja, huile de soja, deux catégories de blé, sucre, cacao, coton, deux catégories de bovins, porc maigre et café) traités sur les marchés à terme américains sur la période 2006-2010.

Les résultats confirment l'absence de lien de causalité direct entre les positions des fonds indiciels et les prix sur les marchés agricoles. L'augmentation des prix des matières agricoles ne semble pas résulter de la spéculation des fonds indiciels sur les marchés à terme agricoles.

Les déterminants des prix des permis d'émission des gaz à effet de serre

Valérie Mignon, en collaboration avec Anna Creti (Université Paris-Ouest) et Pierre-André Jouvet (Université Paris-Ouest)

La directive européenne 2003/87/EC a établi un système pour les échanges de permis d'émission des gaz à effet de serre au sein de la Communauté, le "système d'échange des quotas européens" (European Union Emissions Trading Scheme, EU ETS). La phase pilote du système (phase I) couvre la période 2005-2007. Depuis janvier 2008, le système est entré en phase II, qui doit s'achever en 2012 avec le respect des cibles fixées par le protocole de Kyoto. Perçue comme une phase temporaire d'apprentissage, la phase I a fait l'objet d'un grand nombre de travaux d'analyse. Plusieurs travaux ont porté sur les déterminants des prix du carbone, d'autres ont recherché la modélisation la plus adéquate pour prévoir leur évolution. *A contrario*, très peu de

travaux ont été menés sur la phase II. Les phases I et II de l'EU ETS diffèrent en termes d'expertise, de caractéristiques (liquidité et profondeur financière) et de régulation des marchés. Etant donné ces différences, notre objectif était de tester si les résultats et mécanismes mis en évidence pour la phase I sont applicables pour la phase II.

Nous testons donc si les déterminants des prix du carbone identifiés pour la phase I, comme les prix de l'énergie et divers indicateurs de l'activité économique, sont toujours valables pour l'EU ETS en 2008 et évoluent suivant une relation stable de long terme. Au niveau méthodologique, nous considérons les contrats sur *futures* à fréquence quotidienne et recourons aux techniques de cointégration. Alors qu'une relation d'équilibre existe entre les prix du carbone et les fondamentaux durant la phase II, une telle relation de long terme ne peut être obtenue pour la phase I que si la rupture intervenue en 2006 sur le marché des permis est prise en compte. Globalement, nos résultats montrent qu'une relation d'équilibre existe sur les deux phases de l'EU ETS, avec un rôle croissant des fondamentaux durant la deuxième phase. Le calcul des prix d'équilibre montre en outre que les prix du carbone sont sous-évalués depuis fin 2009.

Notre analyse suggère que le marché a besoin d'une plus grande clarté et prévisibilité sur ses règles de fonctionnement et le niveau de la contrainte qui pèsera à long terme sur l'offre de quotas.

RÉFÉRENCE(S)

"Carbon Price Drivers: Phase I versus Phase II Equilibrium?",
A. Creti, P.-A. Jouvét & V. Mignon,
Document de travail CEPPI, 2011-09, à paraître dans *Energy Economics*.

"The factors that determine the carbon price: an econometric analysis",
A. Creti, P.-A. Jouvét & V. Mignon, *Tendances Carbone* n° 62, 2011.

"Les déterminants des prix du carbone : une comparaison entre les phases I et II",
A. Creti, P. A. Jouvét & V. Mignon, (2011), à paraître dans *la Revue Economique*.

"Environmental Policy: Lessons from Economic Theory",
A l'occasion de la sortie du numéro spécial de la revue *Economie Internationale/ International Economics*. En partenariat avec le Ministère de l'Écologie, du développement durable, du transport et du logement (SEEIDD - CGDD/MEEDDM), l'Université catholique de Louvain, l'Université Lille 1 (EQUIPPE), 12 janvier, Paris.

"Addressing leakage in the EU ETS: Border adjustment or output-based allocation?",
S. Monjon & P. Quirion, *Ecological Economics*, n° 70, pp. 1957-1971.

RÉFÉRENCE(S)

"Every little helps?
ESG news disclosure and
stock market reaction",
G. Capelle-Blancard
& A. Petit,
mimeo.

Finance et responsabilité sociale des entreprises

Gunther Capelle-Blancard, en collaboration avec Aurélien Petit (Université Paris 1)

Comment les investisseurs valorisent-ils la responsabilité sociale des entreprises ? Le respect de l'environnement ou la promotion de valeurs "citoyennes" sont vus, le plus souvent, comme contradictoires avec les objectifs de l'entreprise. Dans la perspective traditionnelle, si les actionnaires, les dirigeants, les responsables syndicaux ou politiques souhaitent que l'entreprise se fixe des objectifs extra-économiques, ils devront nécessairement arbitrer entre un certain nombre de bénéfices (publics) et de coûts (privés). Toutefois, depuis le début des années 1990, cet arbitrage est de moins en moins considéré comme inélucltable. Il serait tout à fait possible de concilier performances économiques, protection de l'environnement et promotion des valeurs sociales. L'idée de telles stratégies gagnantes-gagnantes est certes séduisante, mais est-elle bien réaliste ? Cette question, à forte résonance idéologique, n'a pas manqué de susciter de vives polémiques parmi les économistes et les spécialistes en stratégie d'entreprise. De nombreuses études ont tenté de trancher empiriquement la question, mais les résultats sont très divers.

Nous mesurons la réaction des marchés financiers à la divulgation d'informations portant sur la responsabilité sociale des entreprises et nous en apprécions les déterminants. L'originalité de ce travail repose principalement sur l'exploitation d'une base de données comportant plus de 70 000 événements concernant une centaine d'entreprises multinationales sur la période 2002-2008. Les événements recensés sont classés par date, entreprise, source, région d'occurrence et critère, ce qui rend possible la mise en œuvre de nombreuses hypothèses testables.

Les résultats confirment que, globalement, les marchés financiers réagissent aux informations extra-financières. L'annonce de mauvaises pratiques environnementales, sociales ou de gouvernance est effectivement sanctionnée par les investisseurs. En revanche, les informations positives sur la responsabilité sociale des entreprises n'ont pas d'effets significatifs. Nous établissons également un lien positif entre la réputation de la firme et la sanction des marchés. Enfin, les tentatives de "greenwashing" des entreprises ne semblent pas modifier l'appréciation des investisseurs.

Quel après 11 mars 2011 pour le Japon ?

Evelyne Dourille-Feer

Ce projet a été ajouté au programme de travail suite à la catastrophe du 11 mars 2011 au Japon. Il s'agissait d'en analyser les retombées macroéconomiques et sectorielles. Un ralentissement de l'économie japonaise en 2011 était déjà anticipé avant la triple catastrophe, faute de nouveaux plans publics de soutien à la demande des ménages et de

perspectives dynamiques d'exportation. Le rebond initié par la reconstruction à partir de la fin de l'année devrait néanmoins déboucher, en 2012, sur une augmentation du PIB réel excédant 2 %. La gravité de la crise pourrait susciter des comportements innovants chez les acteurs économiques. De nouvelles demandes devraient aussi émerger, offrant des opportunités de marchés à des firmes japonaises ou étrangères. Finalement, les conséquences de la catastrophe ne seront pas toutes négatives.

RÉFÉRENCE(S)

"Le cataclysme japonais",
E. Dourille-Feer,
G. Delamotte & F. Godement,
dans Catastrophes naturelles,
dynamisme socio-économique
et questionnements
politiques, *Revue Asie*,
documentation française,
juillet 2011.

"Quel après 11 mars
pour le Japon ?",
Accomex n° 98,
mars-avril 2011 (juin).

"Japon, un nouvel essor ?",
E. Dourille-Feer,
publication JETRO Tokyo
(en japonais), 21 juin 2011.

"Les nouveaux enjeux
économiques et
géopolitiques au Japon",
E. Dourille-Feer,
*La Revue Internationale
et Stratégique*, 81,
printemps 2011.

Annexe



Economie internationale
La Lettre du CEPII
The CEPII Newsletter
L'économie mondiale 2012

INTERNATIONAL ECONOMICS *ECONOMIE INTERNATIONALE*

N° 124 – 4^e trimestre 2010

"How much fiscal backing must the ECB have? The euro area is not (yet) the Philippines", A. Belke & T. Polleit.

"Exchange rate misalignments and international imbalances: A FEER approach for emerging countries", N. Aflouk, S.-E. Jeong, J. Mazier & J. Saadaoui.

"Exchange rate pass-through: new evidence from German micro data", E. Berner.

"Is there a medical brain drain?", X. Chojnicki & C. Oden-Defoort.

"Market power in the russian banking industry", Z. Fungáčová, L. Solanko & L. Weill.

N° 125 – 1^e trimestre 2011

"Trade liberalization, rent sharing and wage inequality in Tunisia, 1998-2002", M. Ghazali.

"Anti-dumping with heterogeneous firms", C. Gormsen.

"The interrelationship between exchange-rate uncertainty and unemployment for South Korea and Taiwan: Evidence from a vector autoregressive approach", S.-C. Chang.

"Corporate drivers of market liquidity on the Warsaw stock exchange", R. Beaupain & R. Joliet.

"The transfer effect: A comparative perspective between the European Monetary Union regime and fixed and floating regimes", M. Bouchoucha.

N° 126-127 – 2-3^e trimestre 2011

Recent developments on commodity, energy and carbon markets

"Introduction", V. Mignon.

"Macro factors in oil futures returns", B. Sévi, Y. Le Pen.

"On the relationship between forward prices of crude oil and domestic fuel: a panel data cointegration approach", M. Joëts.

"Index trading and agricultural commodity prices: A panel Granger causality analysis", G. Capelle-Blancard & D. Coulibaly.



Rédacteurs en chef:
V. Mignon & F. Toubal.

www.international-economics.eu

"The speculative efficiency of the aluminum market: A nonlinear investigation", M. El Hedi Aroui, F. Jawadi & P. Mouak.

"Environmental regulation in the presence of unrecorded economy", F. Karanfil.

"Price versus quantities in the coordination of international environmental policy", A. Creti & M.-E. Sanin.

"The impact of nonlinearities for carbon markets analyses", J. Chevallier.

"Air traffic energy efficiency differs from place to place: new results from a macro-level approach", B. Chèze, P. Gastineau & J. Chevallier.

N° 128 – 4^e trimestre 2011

"Corporate disclosure: A review of its (direct and indirect) benefits and costs", E. Farvaque, C. Refait-Alexandre & D. Saïdane.

"A re-assessment of credit development in European transition economies", A. Zdzienicka.

"How does religion bias the allocation of Foreign Direct Investment? The role of institutions", J. Hergueux.

"Pro-development economic growth and international income mobility: Evidence worldwide", J. El Ouardighi.

"The Trade Unit Values database", A. Berthou and C. Emlinger.

LA LETTRE DU CEPII

"Politique de change et intégration régionale en Asie",

M. Aglietta, C. Labonne & F. Lemoine, n° 307, 20 janvier.

Les marchés des changes asiatiques sont sous pression. Depuis 2007, de bons fondamentaux macroéconomiques, des perspectives de croissance favorables et des taux d'intérêt élevés font des émergents une destination privilégiée des capitaux. Si la crise a interrompu ces flux fin 2008, la politique monétaire américaine de "Quantitative Easing" a accéléré les entrées de capitaux d'autant qu'elle oblige les émergents à remonter leurs taux d'intérêt afin de contrer l'inflation. Or, l'intégration commerciale croissante de l'Asie fait de la compétitivité-prix et de la stabilité des taux de change bilatéraux des éléments importants de sa bonne santé économique. Les pays de la zone freinent les mouvements d'appréciation de leurs monnaies en intervenant sur le marché des changes. Ces interventions sont loin d'être l'apanage de la Chine et d'autres pays ont été beaucoup plus actifs à peser sur le taux de change. Comment les pays de cette zone peuvent-ils maintenir la stabilité de leurs taux de change ? Puisque la Chine est manifestement le grand attracteur des flux de commerce intra-zone, quel rôle le renminbi joue-t-il dans les politiques de change des autres pays émergents d'Asie ?

En examinant empiriquement ces questions, on s'interroge sur la formation de facto d'une zone monétaire asiatique et donc sur l'existence d'un processus de découplage vis-à-vis du dollar. Est-il possible qu'une zone monétaire lâche se forme implicitement, sans que des règles monétaires régionales soient coordonnées ?

"La longue marche vers un régime monétaire multipolaire",

A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry, n° 308, 16 février.

Après deux décennies d'éclipse, la réforme du système monétaire international figure de nouveau à l'ordre du jour. Une évolution vers un système monétaire multipolaire reposant sur le dollar, le renminbi et l'euro serait cohérente avec la transformation en cours de l'économie mondiale. Elle pourrait gommer certaines imperfections du (non-) système monétaire international actuel, comme la rigidité de certains taux de change clés, l'asymétrie des ajustements de balances de paiements ou ce qu'il reste du dilemme de Triffin. Elle pourrait cependant en exacerber d'autres, tels que la volatilité des taux de change ou le risque de "guerres des monnaies". Enfin, certaines questions, comme la fourniture de liquidité mondiale, resteraient non résolues. Ainsi, un régime multipolaire pourrait-il s'avérer le meilleur comme le pire des systèmes, selon le degré de flexibilité des taux de change et le degré de coordination multilatérale qui l'accompagneraient.



Rédacteur en chef :
G. Capelle-Blancard.

La Lettre du CEPII
est disponible
sur www.cepii.fr

"Comment réformer le SMI",

A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & Y. Yongding, n° 309, 28 mars.

Après trois décennies d'apathie, la réforme du système monétaire international est de nouveau à l'ordre du jour. À court terme, les chances d'une refonte majeure sont minces. Néanmoins, des mesures concrètes devraient être prises. Tout d'abord, un consensus doit être trouvé sur les taux de change, les flux de capitaux et les réserves. Ce consensus, moins inatteignable qu'on pourrait le penser, devrait être consigné dans une sorte de code de bonne conduite assorti d'un dispositif de surveillance. Ensuite, les filets de sécurité financière doivent être améliorés afin d'éliminer le motif d'auto-assurance de l'accumulation de réserves officielles. La voie la moins difficile pourrait être un nouveau mode de décision concernant les allocations des Droits de Tirage Spéciaux (DTS), facilitant leur utilisation plus fréquente. Enfin, un changement dans la composition des DTS devrait être programmé pour y inclure le renminbi, afin de renforcer le cadre multilatéral. Ces réformes partielles seraient un premier pas vers d'autres évolutions à venir.

"Contrôles des capitaux : le temps du pragmatisme",

A. Chevallier, n° 310, 26 avril.

En février 2010, une Note du FMI a admis que les contrôles de capitaux ont leur place parmi les instruments auxquels les gouvernements peuvent recourir face à un afflux de capitaux. Ceci constitue un changement décisif sur un sujet qui reste l'un des plus controversés de l'histoire du FMI. C'est en tout cas un produit des ondes de choc de la crise mondiale et du besoin de régulation qu'elle a fait apparaître. De façon significative, un document officiel du Fonds diffusé le 5 avril 2011 présente une nouvelle typologie des instruments de "gestion des flux de capitaux" parmi lesquels les contrôles de capitaux sont signalés moins comme des barrières aux flux internationaux que comme des outils particuliers de régulation.

"L'immigration peut-elle sauver notre système de protection sociale ?",

X. Chojnicki & L. Ragot, n° 311, 15 juin.

Au début des années 2000, le recours à une immigration de remplacement était avancé en réponse au déclin démographique annoncé (et en particulier celui de la population active). À cet objectif quantitatif est venue se greffer, quasiment de concert, l'ambition d'un contrôle également qualitatif des flux d'entrées : l'immigration sélective. L'un des arguments affichés pour soutenir cette inflexion de la politique migratoire était une contribution nette aux finances publiques plus importante de la part des immigrés qualifiés comparativement à celle des immigrés peu qualifiés. Ainsi, l'immigration, en limitant le processus de vieillissement démographique, pourrait contribuer à la réduction du fardeau fiscal associé, et ceci d'autant plus que la politique migratoire est sélective.

Cette lettre fournit, à l'aide d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable, une évaluation de la contribution de la politique migratoire à

la réduction du besoin de financement de la protection sociale, sur l'horizon du processus de vieillissement démographique. L'arrêt de l'immigration à partir de 2010 aboutirait à un creusement de ce besoin de financement de 1,3 % à l'horizon 2050. Une politique migratoire plus volontariste (un doublement du flux net annuel moyen) permettrait de réduire le fardeau fiscal du vieillissement mais au prix de transformation démographiques conséquentes. Le gain relatif lié à la sélectivité de la politique migratoire est temporaire et disparaît à long terme.

"Au-delà du PIB, mais jusqu'où ?",

M. Fleurbaey, M. Fouquin & G. Gaulier, n° 312, 30 juin.

Si les économistes ont depuis longtemps souligné les limites de l'évaluation des niveaux de vie par le PIB, le débat a récemment rebondi avec la publication du rapport Stiglitz. En 2006, le CEPII a proposé un indicateur qui intègre, en termes d'équivalents revenus, certaines données sociales telles que le temps de loisir, la précarité liée au chômage, la longévité de la population et la taille des ménages ; l'indicateur tient compte aussi des inégalités, de l'épuisement des ressources naturelles, de la dégradation de l'environnement et de la consommation de capital fixe. Nous proposons dans cette Lettre d'actualiser cet indicateur et surtout de l'élargir aux grands pays émergents. Nos calculs font apparaître d'importantes corrections. Mais de manière générale, hormis la prise en compte de la taille des familles, les différentes corrections apportées ne bouleversent guère le classement des pays. Ce sont globalement les mêmes pays qui souffrent d'un revenu par habitant faible, de graves inégalités, d'un fort taux de mortalité, de peu de temps consacré aux loisirs.

**"Les mauvaises performances françaises à l'exportation:
La compétitivité-prix est-elle coupable ? ",**

A. Berthou & C. Emlinger, n° 313, 12 septembre.

Le déclin des parts de marché mondiales de la France relativement à son partenaire le plus proche, l'Allemagne, ne semble pas pouvoir être expliqué par une dégradation de la compétitivité-prix. Le même constat peut être dressé pour le Royaume-Uni, alors que les effets prix ont un rôle plus important pour l'Espagne et l'Italie. La performance allemande à l'export s'illustre principalement par une croissance des ventes plus élevée sur chaque marché depuis le début des années 2000. La demande adressée à chaque pays, compte tenu de leur positionnement sectoriel et géographique, ne permet pas d'expliquer cette tendance. Nos estimations réalisées à partir de données fines de commerce permettent de mettre en évidence que les facteurs hors prix, c'est-à-dire la "qualité" des exportations, expliquent une grande partie des différentiels de compétitivité entre pays européens. Nous discutons en conclusion les sources potentielles du meilleur positionnement hors prix de l'Allemagne.

"Le renminbi peut-il rendre le DTS plus attrayant ?"

A. Bénassy-Quéré & D. Capelle, n° 314, 23 septembre.

Dans le cadre des discussions sur la réforme du système monétaire international, le Droit de Tirage Spécial (DTS) a connu un regain d'intérêt. La décision des ministres des finances et banquiers centraux du G20, en avril 2011, de travailler à un "sentier d'élargissement du DTS fondé sur des critères" laisse envisager l'inclusion de la monnaie chinoise dans le DTS, aux côtés du dollar, de l'euro, du yen et de la livre sterling. Ce projet est motivé par deux principaux objectifs : d'une part, rendre le DTS plus attrayant comme réserve de valeur et comme unité de compte ; d'autre part, renforcer la coopération monétaire internationale. Le principal obstacle est que la monnaie chinoise n'est pas "librement utilisable", selon la terminologie du Fonds monétaire international. Compte tenu du processus en cours d'internationalisation et de flexibilisation du régime de change, nous montrons toutefois qu'une inclusion relativement rapide du renminbi dans le DTS pourrait apporter des bénéfices substantiels en termes de représentativité, d'efficacité et de stabilité.

"Dix ans après Doha",

L. Fontagné, n° 315, 15 novembre.

Une nouvelle "Ministérielle" de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se tiendra à Genève les 15-17 décembre 2011. Habituellement, une telle assemblée des pays membres est censée débloquent, au niveau politique, les détails ultimes avant qu'un accord soit trouvé. Le résultat de cette rencontre ministérielle sera plus modeste. Le cycle actuel de négociations commerciales multilatérales lancé à Doha il y a dix ans, le 14 novembre 2001, a atteint un point critique : la question est maintenant de savoir comment sauver une décennie de négociations infructueuses. Même un accord provisoire dédié aux pays pauvres et à la facilitation des échanges est désormais hors de portée.

"What Benefits from Completing the Single Market",

V. Aussilloux, C. Emlinger & L. Fontagné, n° 316, 15 décembre.

L'intégration européenne est menacée par une incertitude croissante d'un défaut souverain. Dans ce contexte, il est essentiel d'évaluer l'impact économique du Marché Unique européen et les avantages économiques de l'Union européenne pour ses citoyens. Au cours des trente dernières années, des progrès substantiels ont été réalisés dans l'intégration des marchés des Etats membres. Cependant, ce processus est loin d'être achevé comme l'ont montré de récents travaux sur les barrières aux échanges dans le secteur des services et les barrières non-tarifaires. Notre simulation économique, utilisant le modèle MIRAGE, conclut que l'élimination de toutes les barrières au commerce subsistant au sein de l'Union européenne apporterait des gains deux à trois fois supérieurs à ceux déjà obtenus. Un tel objectif d'élimination des barrières constitue une hypothèse extrême, voire irréaliste. Néanmoins, l'ampleur des gains potentiels est telle que ces résultats démontrent que la poursuite de l'intégration européenne constitue

l'un des principaux leviers de la croissance européenne et permettrait de sortir du cercle vicieux de la récession.

"Industrie ou services : le dilemme de la spécialisation européenne",
C. Herzog & D. Únal, n° 317, 22 décembre.

Le commerce mondial est marqué, depuis 2000, par une forte demande de produits primaires, l'accélération des exportations des grands pays émergents et l'essor des échanges de services sous l'impulsion des pays développés. Comment, dans ce contexte, la spécialisation internationale de l'Union européenne a-t-elle évolué ? Il apparaît que l'Europe a renforcé sa spécialisation dans le tertiaire tout en restant fortement positionnée sur l'industrie ; elle occupe de ce point de vue une situation intermédiaire entre les Etats-Unis et le Japon. L'examen des avantages comparatifs des pays européens montre une grande diversité et d'importantes recompositions au cours des dix dernières années. Si la plupart des pays de l'Union gardent une solide spécialisation industrielle et/ou ont renforcé leurs spécialisations dans les nouveaux services, les avantages comparatifs de certains Etats membres restent focalisés sur des échanges de services dont le potentiel de croissance semble assez faible.

THE CEPII NEWSLETTER

N° 46, 1st Quarter 2011

Focus

"G20".

On the Research Agenda

"Carbon Price Drivers: Phase I versus Phase II Equilibrium?", A. Creti, P.-A. Jouvét & V. Mignon.

"Product Market Regulation, Firm Size, Unemployment and Informality in Developing Economies", O. Charlot, F. Malherbet & C. Terra.

"Are High Quality Imports more Sensitive to Variations of Income?", A. Berthou, & C. Emlinger.

"The Performance of Ethical Funds", G. Capelle-Blancard & S. Monjon.

"Turkey: Strong and Weak Points of a Large Emerging Economy Close to Europe", D. Ünal.

Databases

"BASELINE database", J. Fouré.

N° 47, 2nd Quarter 2011

Focus

"The Economic Impact of Immigration for Aging Countries".

On the Research Agenda

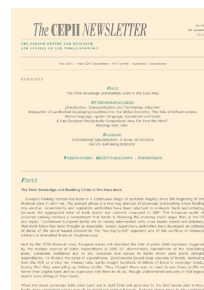
"More Bankers, More Growth? Evidence from OECD Countries", G. Capelle-Blancard & C. Labonne.

"Who Carries the Burden of Bank Taxation?", G. Capelle-Blancard, O. Havrylchuk & C. Labonne.

"Immigration, Unemployment and Growth in the Host Country: Panel Granger Causality Analysis for OECD Countries", E. Boubtane, D. Coulibaly & C. Rault.

Databases

"Export Sophistication Measures", S. Poncet.



Rédacteur en chef:
D. Pianelli.

The CEPII Newsletter
est disponible sur
www.cepii.fr.

N° 48, 4th Quarter 2011

Focus

"The Twin Sovereign and Banking Crisis in the Euro Area".

On the Research Agenda

"Liberalization, Democratization and Technology Adoption", M. Cervellati, A. Naghavi & F. Toubal.

"Integration of Landlocked Developing Countries into the Global Economy: The Role of Infrastructures", M. Le Goff & S. J-A Tapsoba.

"Native language, spoken language, translation and trade", J. Melitz & F. Toubal.

"A Pan-European Productivity Comparison: How Far from the Mark?", L. Nayman & D. Ünal.

"MAcMap-HS6 2007", H. Guimbard.

Databases

"International Specialization: A focus on services", C. Herzog & D. Ünal.

"CEPII's Well Being Indicator", M. Fouquin.

OUVRAGE DU CEPII

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2012

"Introduction",

A. Bénassy-Quéré & A. Chevallier.

"I. Vue d'ensemble",

C. Destais.

"II. Zone euro : la crise après la crise",

A. Bénassy-Quéré.

"III. Les économies d'Afrique du Nord",

A. Chevallier.

"IV. Les banques centrales au défi de l'après-crise",

J. Coupey-Soubeyran.

"V. Les grands dossiers économiques du G20 sous présidence française",

C. Destais.

"VI. Les prix agricoles",

M. Aglietta & C. Emlinger.

"VII. Les ressorts de la compétitivité",

A. Berthou & M. Crozet.

"Base de données sur l'économie mondiale",

C. Herzog.



Sous la direction
d'A. Bénassy-Quéré
& A. Chevallier.
Collection Repères,
Editions La Découverte.

Annexe



*Les Documents de travail
et
Les Rapports d'étude
du CEPII*

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Les Documents de travail
sont disponibles sur
www.cepii.fr

"Comparative Advantage and Within-Industry Firms Performance",

M. Crozet & F. Trionfetti.

n° 2011-01, janvier

Guidés par les données empiriques, nous considérons que les entreprises, au sein de chaque secteur, sont très hétérogènes en termes d'intensité capitalistique et que cette hétérogénéité a des conséquences importantes dans un monde ouvert au commerce international. En effet, nous montrons que les avantages comparatifs de type Heckscher-Ohlin interagissent avec les différences d'intensité capitalistique interentreprises pour déterminer les différences observées dans les performances des entreprises. Ainsi, notre modèle prédit que les firmes relativement plus capitalistiques ont des parts de marché plus importantes et que cet écart est démultiplié dans les secteurs relativement intensifs en capital et les pays relativement abondants en ce facteur. Notre analyse empirique, menée en utilisant les données d'un large panel d'entreprises européennes, confirme clairement ces prédictions. Nos résultats reviennent à montrer que les avantages comparatifs affectent les écarts de performance au sein même de chaque secteur. Notre modèle constitue ainsi un test tout à fait original des prédictions du modèle Heckscher-Ohlin.

"The Interactions Between the Credit Default Swap and the Bond Markets in Financial Turmoil",

V. Coudert & M. Gex.

n° 2011-02, février

Nous analysons les liens entre les primes de credit default swaps (CDS) et les spreads obligataires et essayons de déterminer quel est le marché qui dirige le processus de découverte des prix. Pour cela, nous construisons un échantillon de primes de CDS et de spreads sur des obligations à 5 ans, pour 17 entreprises financières et 18 émetteurs souverains. Nous faisons d'abord des estimations VECM, montrant que le marché des CDS dirige celui des obligations sur l'ensemble de l'échantillon. Une décomposition de cet échantillon montre que ce résultat est valable aussi bien pour les institutions financières que pour les émetteurs souverains émergents. En revanche, c'est le marché obligataire qui dirige celui des CDS, pour les émetteurs souverains plus sûrs, du cœur de la zone euro. Nous testons ensuite les non-linéarités

n° 2011-03, mars

dans le processus d'ajustement pendant la crise. Les résultats montrent que pour les institutions financières, le caractère directeur du marché des CDS a été renforcé par la crise.

"China's Foreign Trade in the Perspective of a More Balanced Economic Growth",

G. Gaulier, F. Lemoine & D. Ünal.

La crise mondiale force la Chine à évoluer vers une croissance moins dépendante des marchés extérieurs. L'industrie manufacturière chinoise doit s'ajuster aux changements de la demande internationale. Les filiales étrangères menant des opérations d'assemblage sont vulnérables au ralentissement de la demande occidentale, alors que les entreprises chinoises sont mieux placées pour réorienter leurs exportations vers des marchés émergents plus dynamiques. Les importations ordinaires de la Chine sont en hausse rapide. L'Asie a fait une percée sur le marché intérieur, l'Europe a maintenu sa bonne position alors que l'Amérique du Nord a reculé. La Chine devient le moteur de la croissance économique régionale. Les entreprises à capitaux étrangers jouent un rôle croissant dans les importations et la production industrielles chinoises. La politique chinoise à l'égard des investissements directs étrangers est au moins aussi importante que sa politique de change pour déterminer l'accès au marché chinois.

n° 2011-04, mars

"What International Monetary System for a Fast-Changing World Economy?"

(Quel système monétaire internationale pour une économie mondiale en mutation rapide ?),

A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry.

Bien que le renminbi ne soit pas encore convertible, le régime monétaire international a entamé une transition vers un système plus "multipolaire", dont les piliers pourraient, à terme, être le dollar, le renminbi et l'euro. Cette évolution ne fait qu'accompagner celle des poids respectifs des différents pays et zones dans l'économie mondiale. Elle pourrait gommer certaines imperfections du (non-) système monétaire international actuel, comme la rigidité de certains taux de change clés, l'asymétrie des ajustements de balances de paiements ou ce qui demeure du dilemme de Triffin. Elle pourrait cependant exacerber d'autres défauts du système monétaire actuel, tels que la volatilité des taux de change ou le risque de "guerres des monnaies". Enfin, certaines questions, comme la fourniture de liquidité internationale, resteraient irrésolues. Ainsi, un régime multipolaire peut s'avérer le meilleur comme le pire des systèmes, selon le degré de flexibilité des taux de change qui l'accompagne et selon le degré de coordination multilatérale.

n° 2011-05, mars

"FDI from the South: the Role of Institutional Distance and Natural Resources",

M. Aleksynska & O. Havrylchuk.

Ce document porte sur le choix de localisation des investisseurs issus des pays émergents ("Sud"), avec un accent particulier sur le rôle des institutions et des ressources naturelles. En nous appuyant

sur une nouvelle base de données portant sur les IDE bilatéraux entre 1996 et 2007, nous démontrons que les IDE en provenance du Sud ont une dimension plus régionale que les investissements provenant du Nord. La distance institutionnelle a un effet asymétrique sur les IDE selon que l'investisseur s'oriente vers un pays doté de meilleures ou de moins bonnes institutions que celles de son pays d'origine. Dans ce dernier cas, une grande distance institutionnelle entre les pays d'origine et de destination décourage l'entrée des IDE. Cependant, pour les investisseurs émergents, l'attrait du secteur primaire l'emporte sur l'effet dissuasif des écarts institutionnels. Nous mettons également en évidence une relation de complémentarité entre investissements du Nord et du Sud dans les pays du Sud, effet que nous attribuons à la nature différente de ces deux types d'IDE.

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter",
M. Bas & A. Berthou.

n° 2011-06, mars

Les contraintes financières sont-elles un obstacle à l'adoption de technologie étrangère ? L'importation d'une technologie étrangère, au travers de biens d'équipement, requiert un investissement initial important et requiert généralement l'utilisation de ressources financières externes à la firme. Dans un contexte des marchés financiers imparfaits, les contraintes de crédit peuvent agir comme une barrière à l'adoption des technologies étrangères. Nous étudions cette prédiction théorique à partir de l'exploitation d'un panel de 5500 entreprises indiennes, reportant pour la période 1996-2006 des informations de bilan ainsi que le type de biens importés. Nos résultats empiriques mettent en lumière les déterminants microéconomiques de la décision d'importer des biens d'équipement. La liquidité de la firme et son endettement se révèlent être des facteurs essentiels de la décision d'importer des équipements étrangers. Nos estimations montrent qu'une augmentation de 10 % du ratio de liquidité, ou une diminution équivalente du ratio d'endettement, augmentent la probabilité d'une firme indienne d'adopter de la technologie étrangère de 3 % à 5 %, indépendamment de sa productivité. Ces résultats sont robustes aux différentes spécifications économétriques mises en œuvre et à l'utilisation de mesures alternatives de technologie étrangère utilisée par la firme. Notre stratégie permet aussi de mettre en évidence un lien de causalité entre les ratios financiers et la décision d'importer une technologie étrangère.

"Economic Integration in the EuroMed: Current Status and Review of Studies",
J. Jarreau.

n° 2011-07, mars

Cette étude dresse un état des lieux des processus d'intégration économique dans la région Euro-Méditerranéenne. L'intégration des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) est engagée depuis le milieu des années 1990 d'une part avec les accords intra-régionaux (ZALE, Accords d'Agadir), d'autre part au travers d'accords bilatéraux avec l'Union européenne. Les études économétriques réalisées à l'aide de modèles gravitaires trouvent un effet important de création de com-

merce intra-régional, mais un impact limité et asymétrique des accords EU-Med, bénéficiant essentiellement aux flux d'exportations en provenance de l'EU. L'utilisation de modèles d'équilibre général calculable (EGC) met en évidence les sources de gains (création de commerce) et de pertes (diversion du commerce, termes de l'échange) pour les PSEM dans ce processus. Les études simulant l'effet d'approfondissements possibles de l'intégration EuroMed prévoient des gains substantiels pour les PSEM au démantèlement de barrières non tarifaires et des barrières dans les services. On trouvera en annexe un état des lieux des accords de libre-échange dans la région ainsi que des principaux flux commerciaux et financiers.

n° 2011-08, avril

"Rebalancing Growth in China: An International Perspective",

A. Bénassy-Quéré, B. Carton & L. Gauvin.

A partir d'un modèle dynamique d'équilibre général à trois pays (Etats-Unis, Chine, Zone euro) avec frictions financières et plusieurs régimes monétaires possibles, nous montrons que la contribution de la Chine au rééquilibrage mondial devrait reposer principalement sur des réformes structurelles ayant pour effet une baisse du taux d'épargne agrégé en Chine et de relâcher les contrôles de capitaux. Le rôle du régime de change est secondaire en présence de politiques monétaires standard dans les pays avancés mais devient plus important si les politiques monétaires des pays avancés sont contraintes par un taux d'intérêt plancher. Enfin, miser sur une simple modification du régime monétaire chinois (sans réformes structurelles) pourrait retarder au lieu d'accélérer le rééquilibrage, selon la politique suivie au regard des réserves accumulées.

n° 2011-09, avril

"Carbon Price Drivers: Phase I Versus Phase II Equilibrium?!",

A. Creti, P.-A. Jouvét & V. Mignon.

L'objectif de cet article est d'étudier les déterminants des prix du carbone durant les deux phases du système d'échange des quotas européens concernant les permis d'émission des gaz à effet de serre (EU ETS). Plus spécifiquement, en considérant les contrats sur *futures* à fréquence quotidienne, nous testons si les déterminants des prix du carbone identifiés pour la phase I sont toujours valables pour la phase II et évoluent suivant une relation stable de long terme. En recourant aux techniques de cointégration et en tenant compte de la rupture intervenue en 2006 sur le marché des permis, nous montrons qu'une relation de cointégration existe pour les deux phases de l'EU ETS, mais que la nature de cette relation d'équilibre est différente entre les deux sous périodes, avec un rôle croissant des fondamentaux durant la phase II. Le calcul des valeurs d'équilibre montre en outre que les prix du carbone tendent à être sous-évalués depuis fin 2009.

n° 2011-10, avril

"The Trade Unit Values Database",

A. Berthou & C. Emlinger.

L'analyse empirique du commerce international utilise généralement les valeurs unitaires comme proxy des prix du commerce. L'agrégation des valeurs unitaires et l'harmonisation des données de commerce en quantité limitent fortement la fiabilité des bases de données interna-

tionales de valeurs unitaires existantes. Ce papier présente la nouvelle base de données Trade Unit Values développée par le CEPII pour réduire ces biais statistiques. Les valeurs unitaires qu'elle propose ont été calculées à un niveau fin de la nomenclature des produits avant d'être agrégées au niveau 6 digits de la nomenclature harmonisée. Le traitement réalisé permet d'accroître la dispersion des prix du commerce à l'intérieur des catégories de produits, comparativement aux bases de données existantes. L'estimation d'une équation de gravité standard montre que cette plus forte dispersion s'explique par les agrégats économiques.

"Market Size, Competition, and the Product Mix of Exporters",
T. Mayer, M. Melitz & G. Ottaviano.

n° 2011-11, mai

Nous proposons un modèle théorique de firmes multi-produits qui met en lumière la manière dont la taille du marché de destination et ses caractéristiques géographiques affectent à la fois la gamme des produits exportés et la composition des exportations (pour une gamme donnée). Nous montrons qu'une concurrence forte sur un marché de destination incite les entreprises à concentrer leurs ventes sur leurs meilleurs produits. Nous trouvons une forte confirmation de cet effet pro-concurrentiel chez les exportateurs français. Les modélisations existantes du commerce international reposant sur des taux de marges exogènes ne peuvent expliquer ce lien important entre les caractéristiques des pays de destination et la concentration des ventes d'un exportateur (une fois prises en compte les barrières commerciales). Sur le plan théorique, nous montrons que ces différences dans la composition des ventes produites par l'environnement commercial ont des répercussions importantes sur la productivité des firmes exportatrices.

**"The Performance of Socially Responsible Funds:
Does the Screening Process Matter?,"**
G. Capelle-Blancard & S. Monjon.

n° 2011-12, mai

Cet article traite de la performance financière des fonds socialement responsables (ISR). La plupart des études antérieures ont cherché à savoir si, globalement, les fonds ISR parvenaient à "battre le marché". Notre intérêt se porte ici sur les différences de performances financières entre fonds ISR. Plus précisément, nous examinons si les performances financières peuvent être expliquées par les caractéristiques de la sélection extra-financière. Notre échantillon est composé de 116 fonds ISR français sur la période 2004-2007. Les informations sur le processus de sélection nous ont été fournies, pour l'essentiel, par Novethic, le principal centre français de recherche sur l'ISR. Sur la base de ces informations, nous construisons trois groupes de variables : le premier décrit l'intensité du processus de sélection (le gestionnaire de fonds utilise-t-il des critères d'exclusion ? si oui, combien ?). Le second groupe de variables porte sur la nature des filtres extra-financiers (l'accent est-il mis sur l'environnement, le social, ou la gouvernance d'entreprise ? les critères sont-ils plutôt de type sectoriel ou transversal ?). Le troisième groupe concerne la qualité du processus de sélection extra-financière (appréciée en se basant sur les ratings ISR de Novethic ou sur l'originalité de la sélection). Nos résultats confirment

l'existence d'une relation négative entre le nombre de critères d'exclusion et la performance financière des fonds. Cependant, seuls les filtres sectoriels (ceux qui conduisent à l'exclusion de toutes les entreprises d'un même secteur) conduisent à une sous-performance des fonds ; les filtres transversaux (tels que l'engagement à respecter les principes du Pacte mondial des Nations Unies, les droits fondamentaux au travail de l'OIT, ...) n'ont, quant à eux, pas d'impact. La qualité du processus de sélection ISR, telle qu'elle est appréciée par Novethic, n'influence pas les performances financières ; toutefois, plus le fonds s'écarte de ce que pratiquent les autres fonds, plus en moyenne sa performance financière est élevée.

n° 2011-13, mai

"Impacts of Immigration on Aging Welfare-State: An Applied General Equilibrium Model for France",

X. Chojnicki & L. Ragot.

L'immigration est souvent avancée comme l'un des instruments d'adaptation des économies confrontées au phénomène du vieillissement démographique. Dans cet article, nous évaluons, à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable dynamique, la contribution d'une politique migratoire à la réduction du fardeau fiscal lié au vieillissement démographique en France. Quatre variantes, par rapport à un scénario central qui reprend les projections officielles pour la France (INSEE, COR, ...), sont réalisées, avec pour objectif de quantifier au mieux les effets de l'immigration sur les finances de la protection sociale. La première consiste à évaluer les effets économiques de l'immigration en France telle qu'elle est projetée dans ces prévisions officielles. Les trois autres sont construites sur l'hypothèse d'un flux annuel d'immigrés plus élevé (correspondant aux flux qui ont caractérisé la deuxième grande vague d'immigration en France au XXème siècle). Elles se différencient par le niveau de qualification des nouveaux entrants. Nous montrons que la structure par qualification et par âge des immigrés est une caractéristique essentielle qui détermine en grande partie les principaux effets sur les finances de la protection sociale. Globalement ceux-ci sont positifs et le sont d'autant plus, à court moyen terme, que la politique migratoire est sélective (en faveur des plus qualifiés). A long terme ces effets bénéfiques peuvent disparaître pour une politique très sélective. Cependant, les gains pour les finances publiques provenant de flux migratoires nets plus conséquents sont relativement modérés en comparaison des évolutions démographiques qu'ils impliquent.

n° 2011-14, mai

"Joint Estimates of Automatic and Discretionary Fiscal Policy: the OECD 1981-2003",

J. Darby & J. Melitz.

Les calculs officiels des stabilisateurs automatiques reposent sur l'hypothèse que, parmi les dépenses sociales, seules les allocations chômage réagissent de façon automatique au cycle. Cela fausse de nombreuses estimations de la politique budgétaire discrétionnaire. Nous proposons ici une estimation simultanée des stabilisations budgétaires automatiques et discrétionnaires. Cela nous conduit à décomposer le solde budgétaire en trois parties : recettes, dépenses sociales et autres

dépenses. Notre analyse porte sur un panel de vingt pays de l'OCDE sur les années 1981-2003. Le résultat principal est qu'une hausse de 1 % de la production relativement à la production potentielle augmente automatiquement le solde primaire de 0,59 point de pourcentage. Cet effet de stabilisation demeure en présence de politiques discrétionnaires lorsque l'économie est en phase de contraction, mais il n'en reste que les trois cinquièmes en phase d'expansion, la politique discrétionnaire en compensant deux cinquièmes. Nous étudions plus particulièrement deux questions : l'impact du Traité de Maastricht et du Pacte de stabilité sur les membres de l'UE ; la prise en compte des informations dont les décideurs publics disposent en temps réel plutôt que des données statistiques révisées.

**"Does Importing more Inputs Raise Exports?
Firm Level Evidence from France",**

M. Bas & V. Strauss-Kahn.

n° 2011-15, juin

De nombreux travaux empiriques soulignent l'effet positif de l'utilisation de biens intermédiaires importés sur la productivité des entreprises ; d'autres travaux montrent que seules les entreprises les plus productives exportent. Mais le lien entre biens intermédiaires importés et performance à l'exportation n'a pas été démontré. Notre hypothèse est qu'en important plus de variétés de biens intermédiaires, les entreprises accroissent leur productivité ce qui leur permet de supporter le coût fixe de l'exportation. Pour tester cette hypothèse, nous utilisons une base de données provenant des Douanes françaises qui fournit les importations au niveau entreprise-produit (HS6) sur la période 1995-2005. Nous distinguons deux mécanismes par lesquels une augmentation du nombre de variétés de biens intermédiaires importés affecte la productivité et les exportations des entreprises : l'accès à de nouvelles variétés de biens intermédiaires permet aux entreprises d'obtenir une meilleure complémentarité de leurs inputs d'une part et, d'autre part, de bénéficier du transfert de technologie incorporé aux biens intermédiaires importés. Nous testons ces deux mécanismes en distinguant les importations selon qu'elles proviennent de pays développés ou de pays en développement. Nous trouvons un impact significatif d'une augmentation du nombre de variétés de biens intermédiaires importés sur la productivité des entreprises et sur le nombre de produits exportés. Les mécanismes de complémentarité et de transfert de technologie sont tout deux validés par nos résultats.

**"Occupation-Education Mismatch of Immigrant Workers in Europe:
Context and Policies",**

M. Aleksynska & A. Tritah.

n° 2011-16, juillet

Ce document porte sur l'adéquation entre compétences et emplois des immigrés de 22 pays européens originaires de plus de 70 pays. En utilisant les données de l'Enquête Sociale Européenne pour les années 2002-2009 et un modèle de logit multinomial, nous montrons que les immigrés sont davantage que les autochtones susceptibles d'être sous- ou surqualifiés pour les emplois qu'ils exercent. Cette inadéquation s'explique en partie par des facteurs individuels, comme la capacité de transférer dans le pays d'accueil l'expérience acquise dans le pays

d'origine ; les différences entre immigrants et autochtones se réduisent d'ailleurs avec les années d'expérience professionnelle. Cependant, l'inadéquation est également due aux conditions prévalant dans les pays d'origine et d'accueil. Le degré d'inégalité des revenus et la qualité du capital humain dans les pays d'origine affectent la sélection des émigrants et expliquent leur sous-éducation par rapport aux emplois qu'ils occupent dans les pays d'accueil. En revanche, la surqualification est déterminée largement par les conditions économiques et les institutions du marché du travail des pays d'accueil. Les politiques spécifiques des pays d'accueil – conditions d'accès à l'emploi, mesures ciblées d'intégration au marché du travail ou lutte contre la discrimination – affectent également l'adéquation.

n° 2011-17, juillet

"The "Forward Premium Puzzle" and the Sovereign Default Risk",
V. Coudert & V. Mignon.

Les stratégies de *carry trade* qui consistent à acheter à terme des devises à haut rendement tendent à générer des excès de rendements durant de longues périodes. Nous cherchons ici à expliquer empiriquement ce paradoxe par le risque de défaut qui résulte d'un investissement en devises à haut rendement. A cette fin, nous considérons un échantillon de 18 pays émergents sur la période allant de juin 2005 à septembre 2010. En approximant le risque de défaut par la prime de *credit default swap* souverain, nous montrons, via l'estimation de modèles à changement de régime, que celui-ci stimule les gains de *carry trade* durant les périodes de faible volatilité sur les marchés financiers, alors qu'il aggrave les pertes en cas de crise. Nous introduisons en outre le risque de défaut dans la régression de Fama, reliant la dépréciation de la monnaie au différentiel de taux d'intérêt. Le paradoxe de la prime de terme, mis en évidence par un coefficient inférieur à l'unité dans cette régression, s'en trouve réduit, le risque de défaut expliquant une partie de l'excès de rendement.

n° 2011-18, juillet

"Unilateral Trade Reform, Market Access and Foreign Competition: the Patterns of Multi-Product Exporters",
M. Bas & P. Bombarda.

Plusieurs travaux récents utilisant des données d'entreprises mettent en évidence les effets microéconomiques de la libéralisation commerciale. Une libéralisation unilatérale menée par un pays a deux implications opposées pour les firmes étrangères : (i) elle élargit le marché accessible à leurs exportations, (ii) elle intensifie la concurrence sur le marché libéralisé. Ce papier étudie le résultat de ce double effet. En utilisant une base de données d'entreprises françaises détaillée par produits et pays de destination des exportations sur les années 1999-2005, nous étudions comment les marges des exportations françaises réagissent à l'ouverture unilatérale pratiquée par la Chine à la fin des années 1990. Nos résultats montrent qu'après la réduction des droits de douane chinois, en prenant en compte l'effet de la concurrence accrue sur le marché libéralisé, les entreprises françaises ont augmenté le nombre de produits exportés et le montant de leurs exportations vers la Chine relativement aux autres destinations asiatiques. Entre 1999 et 2005, pour une firme française, la réduction moyenne des

droits de douane sur le marché chinois est de 7 % et l'augmentation du nombre des produits exportés est de 6 points logarithmiques tandis que l'augmentation des ventes sur le marché chinois est de 14 points logarithmiques.

"On the Inclusion of the Chinese Renminbi in the SDR Basket",
A. Bénassy-Quéré & D. Capelle.

n° 2011-19, juillet

Nous étudions l'impact d'un élargissement du panier DTS à la monnaie chinoise sur la composition et la volatilité du panier, à court et long terme. Dans les décennies à venir, l'inclusion du RMB devrait avoir un impact considérable, surtout si la monnaie chinoise demeure ancrée sur le dollar. Si l'objectif est de renforcer l'attrait du DTS en tant qu'unité de compte et de réserve de valeur en le rendant plus stable, alors un élargissement au RMB relativement rapide serait adéquat, pourvu qu'une certaine flexibilité soit introduite dans le régime de change chinois. Cette question de la flexibilité paraît plus importante, au regard de l'objectif de stabilité du DTS, que la contrainte de "libre usage" de la monnaie retenue jusqu'à présent comme critère clé de participation au panier.

**"Real-Time Data and Fiscal Policy Analysis:
a Survey of the Literature",**
J. Cimadomo.

n° 2011-20, octobre

Ce document passe en revue les études empiriques sur la conduite de la politique budgétaire basée sur des données en temps réel. Cette littérature peut être divisée en trois catégories sur : (i) les propriétés statistiques des révisions des données budgétaires; (ii) les déterminants politiques et institutionnels des erreurs de prévision; (iii) la réaction des politiques budgétaires au cycle économique. Il en ressort, tout d'abord, que les révisions des données budgétaires sont souvent importantes et que les données budgétaires provisoires sont biaisées. On observe, ensuite, que l'existence de règles budgétaires strictes s'accompagne de la publication de données budgétaires plus précises, ce qui tend à réduire les erreurs de prévision à court terme. Enfin, la réaction de la politique budgétaire à la conjoncture semble davantage contra-cyclique lorsqu'on utilise des données en temps réel que lorsqu'on utilise des données révisées ex post.

"EMU, EU, Market Integration and Consumption Smoothing",
A. Christev & J. Melitz.

n° 2011-21, octobre

L'impact de l'UEM sur le lissage de la consommation en cas de chocs asymétriques est souvent appréhendé au travers de la détention croisée des droits de propriété entre membres de l'UEM. Nous adoptons une approche plus large des canaux d'influence. Nous trouvons alors que l'UEM tend à lisser la consommation moins à travers le canal des droits de propriété que par celui de l'ouverture des marchés : l'encouragement de la concurrence par les prix, l'ouverture des marchés internes, la plus grande capacité d'emprunter et de s'assurer et l'harmonisation des réglementations. Le lissage de la consommation provient pour une part de l'appartenance à l'UE plutôt que, spécifiquement, à l'UEM, mais l'appartenance à l'UEM le renforce. Notre analyse se

n° 2011-22, novembre

fonde sur un nouvel indicateur de l'intégration monétaire qui rapporte les échanges réalisés avec les autres membres de l'union monétaire à l'ensemble des échanges internationaux.

"More Bankers, More Growth? Evidence from OECD Countries",
G. Capelle-Blancard & C. Labonne.

Dans ce papier, nous réexaminons empiriquement le lien entre finance et croissance. Nous soutenons que le développement de la sphère financière ne doit pas seulement s'apprécier par le montant des financements accordés (volume de crédits ou capitalisation boursière), mais aussi par le poids des activités financières relativement aux autres secteurs (approché ici par le nombre de salariés dans le secteur banque-finance rapporté au nombre total de salariés) ou par l'efficacité du processus d'intermédiation financière (mesurée dans cette étude par le ratio volume de crédit sur nombre de salariés). Globalement, notre étude confirme l'absence de relation positive entre la croissance du secteur financier et la croissance économique pour les pays de l'OCDE au cours des quarante dernières années.

n° 2011-23, novembre

"Economic Impact of Potential Outcome of the DDA",
Y. Decreux & L. Fontagné.

Les impacts attendus de la signature d'un accord dans le cadre du Cycle multilatéral de Doha à l'OMC sont simulés avec un modèle dynamique d'équilibre général calculable représentant l'économie mondiale (MIRAGE). On s'appuie sur les dernières propositions utilisées à la table des négociations, et d'une avancée modeste en termes de libéralisation des échanges de services. La baisse des droits de douane est simulée au niveau fin de 5 113 groupes de produits afin de pouvoir prendre en compte les listes d'exceptions, les flexibilités ainsi que le caractère non linéaire des formules de coupe utilisées. Une baisse des soutiens internes et la suppression des subventions à l'exportation dans l'agriculture sont également simulées. Les gains dynamiques d'ouverture sont intégrés jusqu'à l'horizon de 2025. Nous identifions 70 milliards de dollars de gains à cet horizon lorsque la libéralisation porte sur les biens agricoles et industriels. Une réduction de 3 % de la protection dans les services porterait ces gains à 85 milliards. Un calcul rapide des gains associés à la facilitation des échanges suggère un doublement des gains, tandis qu'un programme d'efficacité portuaire ajouterait encore 35 milliards. Au final, les 187 milliards de gains identifiés ici dans un scénario associant réduction des barrières aux échanges de biens et de services et engagements en termes de facilitation des échanges et d'efficacité portuaire s'ajouteraient au PIB mondial chaque année, à moyen terme, relativement à la situation de référence. Les propositions récentes en termes d'initiatives sectorielles ajouteraient modestement 15 milliards de dollars à ces gains, au prix d'effets indésirables pour certains pays émergents.

n° 2011-24, décembre

"Estimations of Tariff Equivalents for the Services Sectors",
L. Fontagné, A. Guillin & C. Mitaritonna.

Le calcul d'équivalents droits de douane des obstacles aux échanges de services représente un enjeu important pour la politique écono-

mique. Ces équivalents sont largement utilisés pour calculer les gains de bien-être et les réallocations de ressources consécutifs à la libéralisation partielle des échanges dans ce secteur. Aussi toute erreur de mesure est-elle de nature à affecter significativement les gains estimés. Nous utilisons la base de données d'échanges de services du Global Trade Analysis Project (GTAP) et nous appuyons sur la méthode dite des quantités, fondée sur une équation de gravité, pour calculer des équivalents droits de douane dans 9 secteurs de services et 65 pays. Outre le calcul de ces équivalents, nous estimons des équations de commerce international de services en coupe et améliorons la méthodologie de Park (2002). Nous examinons également si l'utilisation de données de panel fait une différence importante. Enfin nous confrontons les résultats d'estimations s'appuyant sur des données partiellement reconstruites (comme celles de GTAP) et sur des données réelles. Nous montrons que si l'utilisation de données partiellement reconstruites affecte les résultats, les équivalents droits de douane ainsi obtenus caractérisent correctement l'ampleur de la protection dans les services dans les différents pays, avec toutefois des écarts plus importants dans le cas des pays en développement.

"Notes on CEPII's Distances Measures: The GeoDist database",
T. Mayer & S. Zignago.

n° 2011-25, décembre

GeoDist fournit l'ensemble des données développées par Mayer et Zignago (2005) pour mesurer les effets frontière dans le monde. GeoDist propose en ligne différentes données géographiques utiles pour l'estimation des équations de gravité. La première série de données comprend des variables géographiques pour 225 pays ; la seconde est dyadique, au sens où les variables sont calculées par couple de pays : la distance (en km) entre deux pays est l'exemple type de ce genre de variables bilatérales mais nous fournissons également la contiguïté, la communauté de langue, de liens coloniaux. On mesure deux types de distances : la mesure simple recourt à une seule ville ; la mesure pondérée considère plusieurs villes par pays afin de prendre en compte la répartition géographique de la population. Ces distances pondérées sont la principale contribution de GeoDist. Pour pouvoir comparer les flux internationaux aux flux de commerce "intra-nationaux" (Mayer et Zignago, 2005), il fallait construire une bonne approximation des distances moyennes parcourues par les biens à l'intérieur de chaque pays afin de ne pas biaiser l'effet frontière estimé. L'idée de Head et Mayer (2002) reprise ici est de calculer la distance entre deux pays comme une moyenne des distances entre leurs principales villes pondérée par le poids des villes dans la population des pays.

"Isolating the Network Effect of Immigrants on Trade",
M. Aleksynska & G. Peri.

n° 2011-26, décembre

Dans le cadre de la littérature sur les liens entre migrations et commerce, cet article propose une mesure plus soigneusement définie des réseaux d'affaires des immigrants et quantifie son influence sur le commerce. Nous montrons que la part des migrants dans les réseaux d'affaires a un fort effet sur le commerce, en particulier sur les exportations. Leur présence, plus que celle des immigrants dans leur ensemble,

ou celle des immigrés hautement qualifiés, renforce le commerce. Lorsque nous utilisons à la fois les critères de catégorie professionnelle et de niveau d'études, nous constatons que seuls les immigrés hautement qualifiés des professions appartenant au réseau d'affaires stimulent le commerce, particulièrement celui de produits différenciés. L'effet de réseau d'affaires est particulièrement important vis-à-vis des pays culturellement différents, notamment ceux aux traditions juridiques différentes.

n° 2011-27, décembre

"The Impossible Trinity Revised: An Application to China",
B. Carton.

Dans un régime de change fixe, la politique monétaire n'a pas pour tâche d'assurer l'équilibre interne et la stabilité des prix mais celle de pérenniser le régime de change, c'est-à-dire d'éviter une accumulation excessive de réserves de change ou leur disparition. Une règle de politique monétaire doit donc lier les évolutions du taux d'intérêt à celles du niveau des réserves de change, même lorsqu'il existe de stricts contrôles de capitaux. Cette condition toutefois ne suffit pas. Il faut en outre que le taux d'intérêt réagisse faiblement au niveau de l'inflation domestique (contrairement au principe de Taylor) sous peine de créer des fluctuations très persistantes de l'activité, de l'inflation et de la balance commerciale.

n° 2011-28, décembre

"Index Trading and Agricultural Commodity Prices: A Panel Granger Causality Analysis",

G. Capelle-Blancard & D. Coulibaly.

Depuis la crise alimentaire de 2008, et avec la nouvelle flambée des prix en 2010-2011, les marchés de matières premières (agricoles, énergétiques et minérales) sont au coeur des préoccupations économiques mondiales. Dans ce contexte, les craintes sont vives concernant le rôle potentiellement déstabilisant des marchés financiers. D'autant qu'on a assisté, ces dernières années, à une financiarisation des marchés de commodités, alimentée par la montée en puissance des fonds indiciels qui voient dans ces marchés une nouvelle source de diversification. Nous étudions les relations qui peuvent exister entre les positions des investisseurs sur les marchés de commodités et les prix. Plus précisément, nous utilisons la méthodologie des tests de causalité au sens de Granger en panel. Notre approche repose sur l'estimation d'un modèle SUR (Seemingly Unrelated Regression) et sur le calcul de valeurs critiques à partir de la technique du bootstrap. Cette approche permet de renforcer la puissance des tests de causalité standard en tenant compte de la dépendance statistique contemporaine qui existe entre les marchés. Nos tests sont appliqués à douze produits agricoles (maïs, soja, huile de soja, deux catégories de blé, sucre, cacao, coton, deux catégories de bovins, porc maigre et café) traités sur les marchés à terme américains sur la période 2006-2010. Nos résultats confirment l'absence de lien de causalité direct entre les positions des fonds indiciels et les prix sur les marchés agricoles.

"Immigration, Unemployment and GDP in the Host Country: Bootstrap Panel Granger Causality Analysis on OECD Countries",
E. Boubtane, D. Coulibaly & C. Rault.

n° 2011-29, décembre

Ce papier examine empiriquement les relations de causalité entre immigration et situation économique (croissance du PIB par tête et taux de chômage) du pays d'accueil des migrants. L'étude porte sur les années 1980 à 2005 et sur 22 pays d'immigration de l'OCDE. L'utilisation d'un test de causalité en panel à la Granger basé sur les estimations SUR et les valeurs critiques de Bootstrap permet d'examiner ces relations de causalité sur chaque pays d'accueil tout en tenant compte simultanément de la situation des autres pays d'accueil. Nos résultats montrent que les relations de causalité entre l'immigration et les conditions économiques diffèrent selon le pays d'accueil. S'agissant du chômage, l'immigration réagit négativement au taux de chômage du pays d'accueil uniquement dans le cas du Portugal ; quant à la causalité inverse, nous trouvons que, dans aucun pays, le taux de chômage n'est influencé par l'immigration. S'agissant du PIB par tête, nos résultats montrent que dans quatre pays (France, Irlande, Norvège et Royaume-Uni) l'immigration est influencée positivement par le PIB par tête; à l'inverse, dans aucun des pays considérés, le PIB par tête n'est influencé par l'immigration.

"Environmental Policy and Trade Performance: Evidence from China",
L. Hering & S. Poncet.

n° 2011-30, décembre

Ce travail cherche à évaluer l'impact des réglementations environnementales sur l'activité d'exportation des entreprises en Chine. L'analyse porte spécifiquement sur la politique dite des "Two Control Zones" (TCZ) mise en oeuvre par les autorités chinoises en 1998. L'objectif de cette politique était de réduire la pollution au dioxyde de soufre (SO₂) d'un certain nombre de villes via la fermeture et la mise aux normes des centrales à charbon. Nous mobilisons des données entre 1997 et 2003 couvrant 265 villes chinoises dont 156 sont ciblées par la politique TCZ et exploitons les variations dans le temps, entre les secteurs et les types d'entreprises pour extraire l'effet causal de la politique sur les performances des entreprises. On s'attend à ce que la politique TCZ ait un impact plus important dans les secteurs à forte intensité énergétique et pour les entreprises à faible statut politique, c'est-à-dire celles qui, contrairement aux entreprises d'Etat, ne bénéficient pas d'un traitement privilégié et ne possèdent pas de capacité de négociation avec les autorités. Nos résultats sont cohérents avec nos attentes et suggèrent que la politique TCZ a été efficace. Nous confirmons que les entreprises d'Etat sont moins affectées que les autres entreprises et donc qu'elles sont en mesure d'exporter relativement plus, en particulier dans les secteurs à forte intensité énergétique. En revanche, nous constatons une baisse relative des exportations des entreprises étrangères et privées d'autant plus forte que l'intensité énergétique de leur secteur est élevée.

n° 2011-31, décembre

"French Firms at the Conquest of Asian Markets: The Role of Export Spillovers",

F. Mayneris & S. Poncet.

Nous explorons le rôle des externalités à l'exportation sur la capacité des entreprises françaises à conquérir les marchés asiatiques. Nous confirmons, dans le contexte de la France, les résultats soulignant l'impact positif de la proximité d'exportateurs sur la probabilité qu'une entreprise commence à exporter un produit donné vers un pays donné. Nous constatons que les externalités à l'exportation sont plus importantes pour la pénétration des marchés asiatiques que pour celle des autres marchés. Par ailleurs, pour les destinations asiatiques spécifiquement, nous mettons en lumière un effet hétérogène des externalités d'exportation. La présence environnante d'entreprises exportatrices semble particulièrement bénéfique pour les entreprises les plus petites et les moins productives. De plus, l'effet est plus important pour l'exportation vers les pays asiatiques caractérisés par un PIB par habitant relativement faible et par de fortes entraves administratives aux importations. Les externalités à l'exportation apparaissent donc susceptibles d'aider les petites entreprises à entrer sur les marchés asiatiques les plus difficiles.

n° 2011-32, décembre

"Entry on Difficult Export Markets by Chinese Domestic Firms: the Role of Foreign Export Spillovers",

F. Mayneris & S. Poncet.

Nous cherchons à déterminer si la proximité d'exportateurs étrangers augmente la capacité des firmes chinoises à entrer sur les marchés étrangers de façon différenciée selon que ces marchés sont plus ou moins "difficiles". Nous définissons la difficulté d'accès des marchés à partir de plusieurs indicateurs. Nous observons que la proximité d'entreprises exportatrices étrangères aide particulièrement les entreprises nationales à commencer à exporter lorsque les pays de destination sont difficiles. En moyenne, la proximité d'exportateurs étrangers une année donnée est associée une augmentation de 10 % de la probabilité que les entreprises nationales de la même province commencent à exporter l'année d'après ; lorsque le pays de destination ciblé est identifié comme difficile, ce chiffre est environ 50 % plus élevé. Ces résultats sont cohérents avec l'idée que la proximité d'exportateurs étrangers contribue à réduire les coûts fixes de la création de nouveaux liens commerciaux. Nos résultats suggèrent que la présence croissante d'exportateurs étrangers en Chine pourrait soutenir le processus de diversification des exportations vers des destinations plus difficiles engagé par les entreprises nationales.

n° 2011-33, décembre

"Export Dynamics and Sales at Home",

N. Berman, A. Berthou & J. Héricourt.

Les ventes des entreprises sur un marché sont-elles affectées par les ventes qu'elles réalisent sur d'autres marchés ? Et si cette relation existe, ces ventes sont-elles complémentaires ou substituables ? Cet article étudie les interconnexions entre exportations et ventes domestiques à l'aide d'une base de données qui combine des informations sur les caractéristiques des entreprises et leurs marchés (destinations,

produits) sur la période 1995-2001. Nous identifions des chocs macro-économiques qui affectent la demande étrangère adressée aux entreprises françaises. Les exportations des entreprises françaises sont prédites, par une demande adressée calculée au niveau de la destination et du produit, par les droits de douanes de l'importateur, ou par des chocs plus agrégés comme les crises financières ou les guerres civiles dans les pays partenaires. Nos résultats suggèrent que les variations exogènes des ventes étrangères sont positivement associées aux ventes domestiques. Une augmentation exogène de 10 % des exportations génère une hausse de 1,5 à 3 % des ventes domestiques à court terme. Il est également confirmé par l'étude du comportement des entreprises françaises durant la crise asiatique, à la fin des années 1990. Nous discutons à la fin de l'article différents canaux susceptibles d'expliquer cette complémentarité.



Les Rapports d'étude du CEPII sont disponibles sur www.cepii.fr

n° 2011-01, août

LES RAPPORTS D'ÉTUDE DU CEPII

"Global Currencies for Tomorrow: a European Perspective",

I. Angeloni, A Bénassy-Quéré, B. Carton, Z. Darvas, C. Destais, J. Pisani-Ferry, A. Sapir & S. Vallée.

This report examines how the international monetary system (IMS) might evolve and the implications of different scenarios for the euro area over the next fifteen years.

After the collapse of the Bretton Woods system forty years ago, the IMS gradually developed into its present state, a hybrid mix of exchange-rate flexibility, capital mobility and monetary independence. The US dollar retains a dominant, but not exclusive, role and the IMS governance system blends regional and multilateral surveillance. It combines IMF-based and ad hoc liquidity provision. Although it has proved resilient during the crisis, partly thanks to ad hoc arrangements, the IMS has serious flaws, which are likely to be magnified by the rapid transformation of the global economy and the increasing economic power of emerging economies.

This report begins by taking stock of two major historical lessons:

- Since the beginning of the twentieth century, the emphasis in most countries has shifted towards internal rather than external stability. This priority is likely to remain pivotal in the coming decades.
- Although the dollar has been dominant for several decades, having succeeded sterling, history demonstrates that multipolar systems based on more than one key currency can exist, and can also persist for several decades.

This report assesses the implications for the IMS of the ongoing shift in the world balance of economic power. By 2020-2030 economic power is likely to be more evenly distributed among key players – the US, the euro area and China – than at any point in time in recent history. This report discusses what factors enable a currency to play an international role, and concludes that neither the euro nor the renminbi are likely to be in a position to challenge the supremacy of the

dollar. However, they are likely to come to play a meaningful international role, provided certain conditions are met.

The report then outlines three possible scenarios for the IMS:

- A repair-and-improve scenario in which changes to current arrangements are introduced through incremental reforms.
- A multipolar scenario in which a system structured around two or three international currencies emerges.
- A multilateral scenario in which participants agree to take steps towards a strengthened international monetary order.

"Evaluation d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada",

Y. Decreux, L. Fontagné & H. Guimbard.

n° 2011-02, décembre

Le Canada est un grand pays développé, inséré dans un réseau d'échanges important dans le cadre de l'ALENA – Accord de Libre-Echange Nord Américain – avec deux partenaires, les Etats-Unis et le Mexique. L'Union européenne est un modèle d'intégration, initié en 1957 et comprenant aujourd'hui 27 pays, dont certains partagent une monnaie commune, et assurant la libre circulation des hommes et des marchandises sur son territoire. Dans cette étude nous considérons l'Union européenne comme constituant un seul pays, à l'exception de la France qui est isolée afin de pouvoir évaluer l'hypothèse d'implications éventuellement différentes sur ce pays et sur le reste de l'Union d'un accord avec le Canada. La politique commerciale relevant des instances européennes, il est logique d'appréhender cet ensemble comme un seul bloc, même si les conséquences d'un accord de libre-échange peuvent être différentes selon les pays et les régions. Parallèlement à leurs divers accords régionaux (ALENA, UE-AELE...), ces deux pays sont aussi engagés dans des projets d'accords bilatéraux avec un certain nombre de pays. Ainsi l'Union européenne négocie activement des accords de libre-échange avec les pays de l'ASEAN, la Corée ou encore l'Inde tandis que le Canada étudie les opportunités avec des pays tels que la Corée. Ces deux pays ont, par ailleurs, officiellement lancé en mars 2009 l'étude d'un accord de libre-échange entre eux. Les principaux points de négociations concernent les barrières tarifaires au commerce de biens et services, la propriété intellectuelle, l'investissement, les barrières techniques au commerce (normes...) ainsi que la régulation de la concurrence. Par ailleurs, un accord sur la mobilité du travail a également été évoqué. Dans l'étude suivante, nous nous proposons d'étudier le premier point (les barrières tarifaires) grâce à la cohérence du cadre conceptuel assurée par l'utilisation du modèle d'équilibre général Mirage, développé au CEPII, qui propose un sentier dynamique "de référence" à horizon 2025. Quelles peuvent être les conséquences d'un démantèlement tarifaire entre ces deux pays de niveau de développement similaire, aux modes de consommation proches et aux secteurs agricoles relativement importants ? Pour répondre à cette question, nous présentons les principales hypo-

n° 2011-03, décembre

thèses du modèle ainsi que les données que nous utiliserons, dans la première partie. Puis, dans la deuxième partie, nous présenterons les relations commerciales entre l'Union européenne et le Canada. Dans la troisième partie, nous décrirons les différents scénarios étudiés pour, finalement, dans la dernière partie, en interpréter les résultats, comparativement à la situation de référence.

"Commerce de biens intermédiaires et compétitivité",

L. Fontagné & F. Toubal.

Le fractionnement international des chaînes de valeur ajoutée a pu jouer un rôle important dans les écarts de compétitivité apparus au sein de la zone euro, notamment concernant les performances relatives de l'Allemagne et de la France en matière d'exportations. L'objectif du présent rapport est d'approfondir l'analyse du rôle des échanges de biens intermédiaires en termes de compétitivité de la France et de l'Allemagne dans les échanges.

Nous montrons que contrairement à l'Allemagne, la France n'a pas augmenté la part dans les importations des produits retournant dans le processus de production sur la période 1987-2007, qu'il s'agisse de biens intermédiaires ou de biens d'investissement : la France importe de façon croissante pour satisfaire ses besoins de consommation alors que l'Allemagne a davantage intégré ses importations dans son processus de production. C'est d'ailleurs le fractionnement de la chaîne des valeurs qui permet à l'Allemagne non seulement d'augmenter ses parts de marché mondiales mais également de diversifier celles-ci.

L'Allemagne a une distribution sectorielle de ses parts de marché mondiales bien moins concentrée que la France. Le modèle compétitif allemand permet d'avoir des positions fortes dans un grand nombre d'activités tandis que la France voit ses parts de marché régresser. Les importations de biens intermédiaires ont donc un impact beaucoup plus favorable sur la compétitivité allemande que dans le cas français.

Le fractionnement de la chaîne des valeurs a également un impact important sur l'organisation et l'efficacité microéconomique. Nous notons des similitudes et des différences notables dans les logiques françaises et allemandes d'organisation globale de la production.

Dans le cas de la France, tout comme celui de l'Allemagne, nous montrons que la taille de marché motive l'internationalisation des entreprises beaucoup plus que les économies de coûts. La géographie de localisation des entreprises allemandes et françaises est d'ailleurs similaire, les firmes multinationales des deux pays se localisant principalement dans les pays de l'OCDE.

Une première différence notable concerne la provenance des importations de biens intermédiaires. Si l'on note une forte intégration franco-allemande, la distribution géographique des importations françaises est beaucoup plus concentrée que pour l'Allemagne. On observe une forte corrélation entre l'intensité du fractionnement des chaînes et l'implantation des filiales à l'étranger. Nous montrons enfin que l'externalisation de la production de biens intermédiaires à des four-

nisseurs indépendants affecte négativement les ventes des filiales françaises. Ceci est révélateur du manque de complémentarité entre ces biens intermédiaires externalisés et le processus de production de la filiale étrangère.

Annexe



*Le site Internet
du CEPII*



LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

LA FRÉQUENTATION

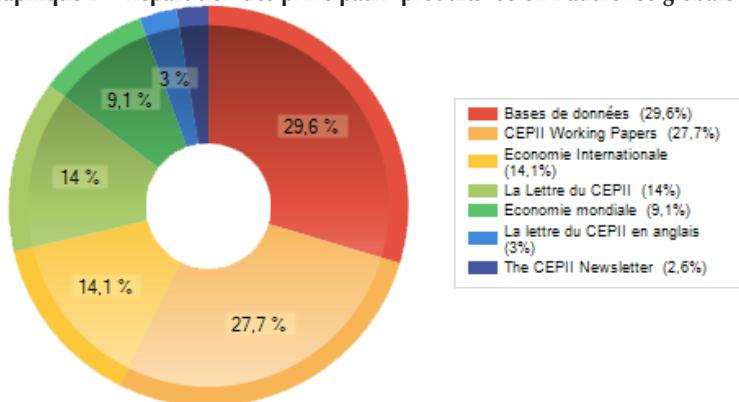
La fréquentation du site en 2011 est estimée à plus de 3,5 millions de pages vues et près de 500 000 visites.¹

LE CONTENU DU SITE

Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 33 documents de travail, 11 numéros de La Lettre du CEPII, trois Newsletters, deux numéros d'International Economics/Economie Internationale, 32 réunions. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, colloques hors CEPII ont été ajoutées : 221 articles ou interviews dans les médias, 80 communications, 76 articles dans les revues scientifiques, 20 dans d'autres revues. Soit un total général de plus de 510 références.

Si l'on exclut les articles et interviews dans la presse, la fréquentation du site se porte pour 58 % sur les bases de données et les travaux de recherche et 42 % sur les textes de vulgarisation, de politique économique et d'information (graphique 1).

Graphique 1 – Répartition des principaux "produits" selon l'audience globale



¹ Source Awstats de notre nouvel hébergeur. Extrapolation sur l'année d'observations entre le 12 mai, date d'un changement de serveur, et le 31 décembre.

LA DIFFUSION DES TRAVAUX

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais d'une Lettre d'information. 508 visiteurs extérieurs s'y sont abonnés en 2011, portant le total des abonnés à 3 306. Six Lettres d'information ont été diffusées en 2011. L'accès à certaines bases de données est soumis à une inscription préalable. Il en ressort les chiffres suivants :

- 169 nouveaux inscrits pour l'utilisation de *BACI* (Base pour l'Analyse du Commerce International), contre 182 en 2010 et 161 en 2009. L'inscription est limitée aux institutions ayant souscrit un abonnement à Comtrade.
- 520 nouveaux inscrits pour l'utilisation de *FDI Database* contre 293 l'année de mise en ligne en 2010.
- 107 inscrits pour l'utilisation de *Baseline*, base mise en ligne en 2011.
- 93 inscrits pour l'utilisation d'*Export Sophistication*, base mise en ligne en 2011.

Par ailleurs, la base de données de la Direction générale du Trésor hébergée par le CEPII, *Profils Institutionnels*, a reçu plus de 3 700 visiteurs (près de 10 000 pages vues, hors téléchargements). Cette base est référencée sur le site de la Banque mondiale "Actionable Governance Indicators" (AGI).

Tableau 1 – Classement REPEC des Think tanks (top 20 en janvier 2012)

Rang	Institution
1	National Bureau of Economic Research (NBER), Cambridge, Massachusetts (USA)
2	Institute for the Study of Labor (IZA), Bonn, Germany
3	Centre for Economic Policy Research (CEPR), London, United Kingdom
4	Peter G. Peterson Institute for International Economics (PIIE), Washington, District of Columbia (USA)
5	Brookings Institution, Washington, District of Columbia (USA)
6	ifo Institut für Wirtschaftsforschung e.V., München, Germany
7	DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), Berlin, Germany
8	Resources for the Future (RFF), Washington, District of Columbia (USA)
9	Institutet för Näringslivsforskning (IFN), Stockholm, Sweden
10	Geary Institute, University College Dublin, Dublin, Ireland
11	Rimini Centre for Economic Analysis (RCEA), Rimini, Italy
12	Research Institute of Economy, Trade and Industry (RIETI), Tokyo, Japan
13	Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Paris, France
14	Economic and Social Research Institute (ESRI), Dublin, Ireland
15	American Enterprise Institute, Washington, District of Columbia (USA)
16	Public Policy Institute of California (PPIC), San Francisco, California (USA)
17	Bruegel, Bruxelles/Brussel, Belgium
18	W.E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, Michigan (USA)
19	Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI), Essen, Germany
20	Center for Economic and Financial Research (CEFIR), New Economic School (NES), Moscow, Russia

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Selon le classement REPEC, le CEPII est au 13ème rang mondial des Think tanks, 8ème européen et 1er français (Tableau 1).

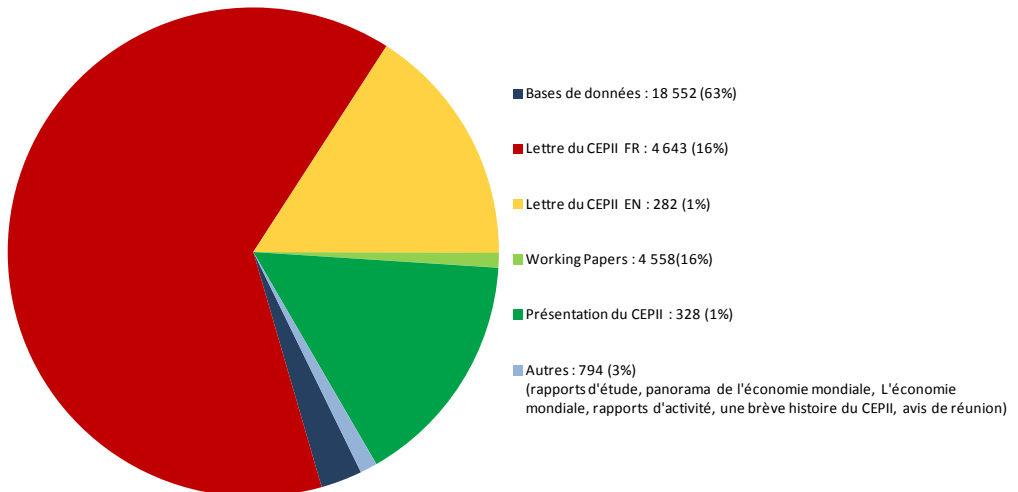
Les économistes du réseau Repec ont directement connaissance des nouvelles publications. Les statistiques de consultation sont réunies dans le Tableau 2.

Tableau 2 – Consultation et téléchargements des publications par le biais de REPEC en 2011

	Résumés consultés	Documents téléchargés
<i>Working papers</i>	10 211	4 171
<i>International Economics</i>	7 582	1 778
<i>La Lettre du CEPII</i>	3 120	809
Total REPEC	20 913	6 758

Les statistiques de téléchargement (graphique 2) confirment la popularité des bases de données parmi les produits offerts sur le site du CEPII. A noter également les nombreux téléchargements de la Lettre du CEPII, laquelle fait jeu égal avec les documents de travail malgré un nombre de numéros plus limité (11 par an, contre plus de 30 pour les documents de travail).

Graphique 2 – Téléchargements à partir du site du CEPII en 2011



Total des téléchargements 2011 (Juin-Décembre) : 29 157

L'internationalisation de l'audience internautes se confirme en 2011 avec un recentrage sur l'Europe par rapport aux observations de 2010 (Graphique 3 et Tableau 3). Le public nord-américain continue d'être à plus de 80 % en provenance des Etats-Unis.

En Asie, le public de Chine gagne 3 points à 25 %, l'Inde progresse à 13 % et le Japon reste à 10 % Au sein des pays européens, le paysage ne change guère d'une année sur l'autre : public à plus de 70 % en France, suivi du Royaume-Uni (4 %) et de l'Allemagne (3,5 %).

Graphique 3 – Répartition géographique de l'audience directe en 2011 et variation par rapport à 2010

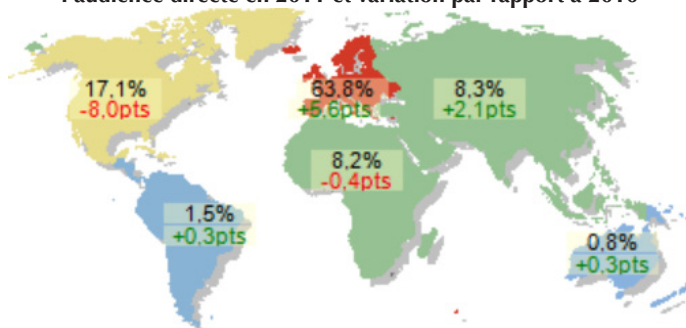


Tableau 3 – Evolution de la part des principaux pays de l'audience directe (en %)

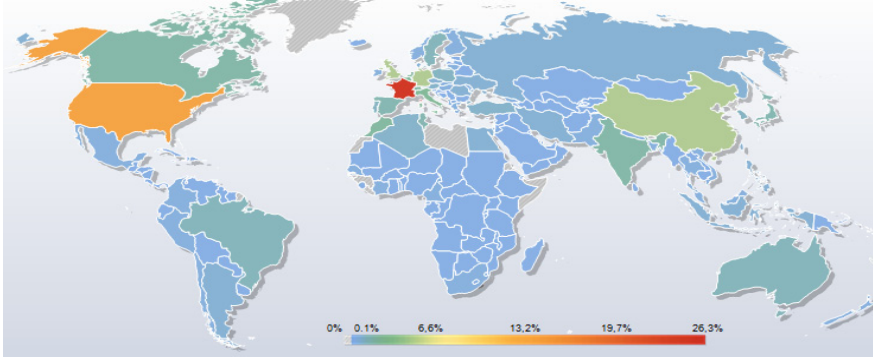
	2007	2008	2009	2010	2011
France	54,0	49,0	43,0	44,0	47,0
Etats-Unis	8,0	13,0	22,0	23,0	14,2
Royaume-Uni	2,7	2,8	2,8	2,3	2,8
Maroc	3,7	3,3	2,6	2,9	2,7
Canada	2,8	2,4	1,8	2,1	2,5
Allemagne	2,0	2,2	1,9	1,9	2,2
Belgique	2,3	2,2	1,8	2,0	2,2
Chine	1,0	1,0	1,2	1,4	2,1
Tunisie	2,0	2,2	2,2	1,9	1,5
Suisse	1,3	1,3	1,2	1,2	1,3
Italie	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3
Inde	0,6	0,7	0,7	0,7	1,1
Algérie	0,9	1,2	1,0	1,1	1,0
Espagne	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9
Pays-Bas	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7
Japon	0,4	0,5	0,6	0,6	0,8

Le public français est naturellement dominant pour les publications du CEPII en langue française – La Lettre du CEPII et L’Economie mondiale (Tableau 4).

Tableau 4 – Consultation géographique des publications (en %)

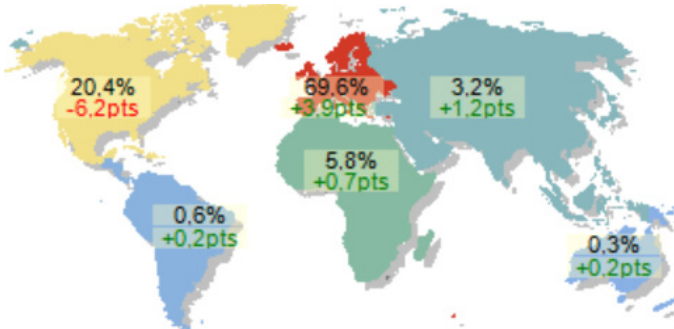
	Europe	dont France	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie	Afrique	Océanie	TOTAL
<i>Documents de travail</i>	57	37	20	2	12	8	1	100
<i>International Economics</i>	56	40	16	1	9	17	1	100
<i>La Lettre du CEPII</i>	77	69	13	1	1	8	0	100
<i>L’Economie mondiale</i>	59	51	15	1	2	23	0	100
<i>The CEPII Newsletter</i>	56	29	25	2	10	5	2	100
<i>La Lettre du CEPII en anglais</i>	44	12	31	3	18	2	2	100

Graphique 4 – Consultation géographique des bases de données en 2011 (en %)



WWW.LECLUBDUCEPII.FR

En 2011, le site du Club du CEPII, dont l’accès est presque exclusivement réservé aux membres, a eu plus de 11 000 visiteurs uniques (24 000 pages vues, hors téléchargements).



Annexe



Publications
(hors CEPII)

PUBLICATIONS HORS CEPII

En gras : revues à comité de lecture

Michel Aglietta

"La Finance durable. Une nouvelle finance pour le XXI^e siècle", *Revue Banque éditions*, octobre.

Mariya Aleksynska

"Relative Deprivation, Relative Satisfaction, and Attitudes towards Immigrants: Evidence from Ukraine", *Economic Systems*, 35(2), pp. 189-207, juin.

"Civic participation of immigrants in Europe: assimilation, origin, and destination country effects", *European Journal of Political Economy*, 27(3), pp. 566-585.

"Religiosity and Migration: Travel into One's Self versus Travel Across Cultures", avec B. Chiswick, *IZA Discussion Papers 5724*, mars.

"Labor Market Institutions in Low-, Middle-, and High-Income Countries: A New Panel Database", avec M. Schindler, *IMF Working Paper*, n° 11/154, juillet.

Agnès Bénassy-Quéré

"Gestion de l'euro : le diable est dans les détails", avec L. Boone, *Sociétal*, n° 71, pp. 53-60.

"Concrete steps towards realistic reforms of the international monetary system", avec J. Pisani-Ferry, *Think Tank 20: Macroeconomic Policy Interdependence and the G20*, Brookings Institution, pp. 25-28.

"Quel système monétaire international pour une économie mondiale en mutation rapide ?", avec J. Pisani-Ferry, *Réformer le système monétaire international*, Rapport CAE n° 99, La Documentation Française, pp. 9-50.

"What international monetary system for a fast-changing world economy?", avec J. Pisani-Ferry, *Reform of the International Monetary System*, The Palais-Royal Initiative, SAGE, pp. 255-298.

"Exchange-rate misalignments in a duopoly: the case of Airbus and Boeing", avec L. Fontagné, *World Economy*, 34(4), pp. 623-641.

"World-consistent equilibrium exchange rates", avec A. Lahrière-Révil & V. Mignon, *Journal of the Japanese and International Economies*, 25(2), pp. 12-32.

"Rebalancing IMF Quotas", avec S. Béreau, *World Economy*, 34(2), pp. 223-247, février.

Gunther Capelle-Blancard

"La taxation des activités financières : modalités et objectifs", avec C. Destais, *Les cahiers français*, n° 301, avril.

Xavier Chojnicki

"Should the US have locked heaven's door? Reassessing the benefits of postwar immigration", avec F. Docquier, *Journal of Population Economics*, 24(1), pp. 317-359.

"Impact budgétaire de l'immigration en France", *Revue Economique*, 62(3), pp. 531-544, mai.

"Global ageing and the macroeconomic consequences of migration from neighborhood countries to Europe", avec V. Borgy, *EU Eastern Neighborhood – Economic Potential and Future Development*, Springer, pp. 83-100, septembre.

Virginie Coudert

"Quelques éléments empiriques sur la crise financière récente", avec V. Mignon, *Revue d'Economie Financière*, n° 103, pp. 21-40.

"Exchange Rate Volatility across Financial Crises", avec C. Couharde & V. Mignon, *Journal of Banking and Finance*, vol. 35(11), pp. 3010-3018.

"L'impact des crises financières globales sur les marchés des changes des pays émergents", avec C. Couharde & V. Mignon, *Revue Economique*, 62(3), pp. 451-460.

"Two-Way Interplays Between Capital Buffers, Credit and Output: Evidence from French Banks", avec J. Coffinet, A. Pop & C. Pouvelle, *Document de travail Banque de France*, n° 316, p. 45, février.

"Gold and financial assets: Are there any safe havens in bear markets?", avec H. Raymond, *Economics Bulletin*, 31(2), pp. 1613-1622.

"Does Euro or Dollar Pegging Impact the Real Exchange Rate? The Case of Oil and Commodity Currencies", avec C. Couharde & V. Mignon, *World Economy*, 34(9), pp. 1557-1592.

Dramane Coulibaly

"Immigration, unemployment and growth in the host country: Bootstrap panel granger causality analysis on OECD countries", avec E. Boubtane, *IZA Discussion Papers*, n° 5853.

"How does financial development influence the impact of remittances on growth volatility?", avec I. Ahamada, *Economic Modelling*, 28(6), pp. 2748-2760, novembre.

Matthieu Crozet

"Plus grandes, plus loin... Performances relatives des firmes exportatrices françaises", avec I. Méjean, *Revue Economique*, 62(4), pp. 717-736.

"L'internationalisation des entreprises : une analyse microéconomique de la mondialisation", avec L. Fontagné, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 3-12, mars.

Christophe Destais

"La taxation des activités financières : modalités et objectifs", avec G. Capelle-Blancard, *Les cahiers français*, n° 369, avril.

Evelyne Dourille-Feer

"Les investisseurs européens en Asie du Nord-Est face à leurs concurrents américains et japonais", avec A. Androuais (Dir.), *La régionalisation en Asie : Dimension économique territoriale*, L'Harmattan, pp. 157-176, janvier.

"Quel après 11 Mars pour le Japon ?", *ACCOMEX*, n° 98, pp. 46-48, mars/avril.

"Japon", *E. L'Economie*, Encyclopédie Universalis, 15 p., avril.

"Les nouveaux enjeux économiques et géopolitiques au Japon", *La Revue Internationale et stratégique*, Armand Colin, n° 81, pp. 55-65, printemps.

"La triple catastrophe japonaise", avec G. Delamotte & F. Godement, *Asie 2011-2012*, Collection Mondes émergents, La Documentation Française, pp. 13-20, juillet.

"Chronique Japon", avec J.-F. Sabouret (Dir.), *L'Asie-Monde*, Chroniques sur l'Asie et le Pacifique 2002-2011, Editions du CNRS, septembre.

Gilles Dufrénot

"The effects of the subprime crisis on the Latin American financial markets. An empirical assessment", avec V. Mignon, *Economic Modelling*, 28(5), pp. 2342-2357.

"Les effets de la crise des subprimes sur le marché financier mexicain", avec V. Mignon, *Revue Economique*, 62(3), pp. 461-470.

"Monetary autonomy in the West African countries: what do the policy rules tell us?", *Journal of International Development*, n° 1, Wiley, pp. 63-81.

Lionel Fontagné

"Commerce de biens intermédiaires et compétitivité", avec F. Toubal, *Une Prospective du couple franco-allemand*, Rapport d'information n° 663 (2010-2011) pour le Sénat, Annexe 1, pp. 283-305.

"Exchange-rate Misalignments in a Duopoly: the Case of Airbus and Boeing", avec A. Bénassy-Quéré, *World Economy*, 34(4), pp. 623-641.

"An Impact Study of the Economic Partnership Agreements in the Six ACP Regions", avec C. Mitaritonna & D. Laborde, *Journal of African Economies*, 20(2), pp. 179-216.

"L'internationalisation des entreprises : une analyse microéconomique de la mondialisation", avec M. Crozet, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 3-12, mars.

Michel Fouquin

"L'écart de productivité entre les Etats-Unis et la zone euro continue de se creuser", *Problèmes Economiques*, n° 3017, pp. 18-22, avril.

Guillaume Gaulier

"Les firmes françaises dans le commerce international de services", avec E. Milet, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 125-147, mars.

Christophe Gouel

"Sensitive Products in the Doha Negotiations: The Case of European and Japanese Market Access", avec C. Mitaritonna, *Economic Modelling*, 28(6), pp. 2395-2403, novembre.

Julien Gourdon

"Ex-Post Impact Evaluation of an Export Promotion Matching Grant: Tunisia's EMAF II", avec J.-M. Marchat, S. Sharma & T. Vishwanath, *MENA Knowledge and Learning Quick Note Series*, n° 40, avril.

"Impact Evaluation of Trade Interventions: Paving the Way Olivier Cadot", avec A. Fernandes & A. Mattoo, *Where to Spend the Next Million? Applying Impact Evaluation to Trade Assistance*, World Bank & CEPR, juin.

"Can Matching Grants Promote Exports? Evidence from Tunisia's FAMEX Program", avec J.-M. Marchat, S. Sharma & T. Vishwanath, *Where to Spend the Next Million? Applying Impact Evaluation to Trade Assistance*, World Bank & CEPR, juin.

"Evaluating the Impact of Trade Interventions", avec O. Cadot, A. Fernandes & A. Mattoo, *World Bank Research Digest*, septembre.

"Wage Inequality in Developing Countries: South-South Trade Matters", *International Review of Economics*, 58(4), pp. 359-383, décembre.

Olena Havrylchuk

"Inherited or Earned? Performance of Foreign Banks in Central and Eastern Europe", avec E. Jurzyk, *Journal of Banking and Finance*, 35(5), pp. 1291–1302.

"Profitability of Foreign Banks in Central and Eastern Europe: Does the Entry Mode Matter?", avec E. Jurzyk, *Economics of Transition*, 19(3), pp. 443-742, juillet.

Sébastien Jean

"The Effects at Home of Initiating Production Abroad: Evidence from Matched French Firms", avec A. Hijzen, *Review of World Economics*, n° 147, pp. 457-483.

Maëlan Le Goff

"Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in Sub-Saharan Africa", avec R. Jan Singh, M. Haacker & K.-W. Lee, *Journal of African Economies*, 20(2), pp. 312-340.

"Do Remittances Reduce Aid Dependency?", avec K. Kpodar, *IMF Working Paper*, n° 11/246, octobre.

Françoise Lemoine

"Le commerce extérieur de la Chine : bilan et nouvelles orientations stratégiques", avec D. Ünal, *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, complément au Rapport du CAE n° 98, La Documentation Française, pp. 199-221, juin.

"Les investissements internationaux de la Chine: stratégie ou pragmatisme?", *Revue d'Économie Financière*, n° 102, p. 133-18, juin.

Riccardo Magnani

"A General Equilibrium Evaluation of the Sustainability of the New Pension Reforms in Italy", *Research in Economics*, 65(1), pp. 5-35, mars.

Thierry Mayer

"The Effects at Home of Initiating Production Abroad: Evidence from Matched French Firms", avec A. Hijzen & S. Jean, *Review of World Economics*, n° 147, pp. 457-483.

"Gravity, Market Potential and Development", avec K. Head, *Journal of Economic Geography*, n° 11(2), pp. 281-294.

"Public Support to Clusters: A Firm Level Study of French Local Productive Systems", avec P. Martin, *Regional Science and Urban Economics*, n° 41, pp. 108-123.

"Spatial Concentration and Plant-Level Productivity in France", avec P. Martin, *Journal of Urban Economics*, n° 69(2), pp. 182-195.

Valérie Mignon

"The Factors that Determine the Carbon Price: an Econometric Analysis", avec A. Creti & P.-A. Jouvet, *Tendances Carbone*, n° 62.

"Quelques éléments empiriques sur la crise financière récente", avec V. Coudert, *Revue d'Economie Financière*, n° 103, pp. 21-40.

"Exchange Rate Volatility across Financial Crises", avec V. Coudert & C. Couharde, *Journal of Banking and Finance*, 35(11), pp. 3010-3018.

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets. An Empirical Assessment", avec G. Dufrénot, *Economic Modelling*, 28(5), pp. 2342-2357.

"Les effets de la crise des subprimes sur le marché financier mexicain", avec G. Dufrénot, *Revue Economique*, 62(3), pp. 461-470.

"L'impact des crises financières globales sur les marchés des changes des pays émergents", avec V. Coudert & C. Couharde, *Revue Economique*, 62(3), pp. 451-460.

"On the Impact of Inflation and Money on Output Growth: Does the Level of Inflation Matter?", avec A. Lopez-Villavicencio, *Journal of Macroeconomics*, 33(3), pp. 455-464.

"On Emerging Asian Equilibrium Exchange Rates", avec A. Lopez-Villavicencio, *The Evolving Role of Asia in Global Finance*, edited by Yin-Wong Cheung, Guonan Ma and Vikas Kakka, Emerald Group Publishing Limited.

"World-consistent Equilibrium Exchange Rates", avec A. Bénassy-Quéré & A. Lahrière-Révil, *Journal of the Japanese and International Economies*, 25(2), pp. 12-32.

"Does Euro or Dollar Pegging Impact the Real Exchange Rate? The Case of Oil and Commodity Currencies", avec V. Coudert & C. Couharde, *The World Economy*, 34(9), septembre, pp. 1557-1592.

Daniel Mirza

"Les firmes françaises dans le commerce international de services", avec G. Gaulier & E. Milet, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 125-147, mars.

"Global Security Policies against Terrorism and the Free Riding Problem", avec N. Colombier, D. Masclat & C. Montmarquette, *Journal of Public Economic Theory*, 13(5), pp. 755-791, octobre.

Cristina Mitaritonna

"An Impact Study of the Economic Partnership Agreements in the Six ACP Regions", avec D. Laborde, *Journal of African Economies*, 20(2), pp. 179-216.

"Sensitive Products in the Doha Negotiations: The Case of European and Japanese Market Access", avec C. Gouel, *Economic Modelling*, 28(6), pp. 2395-2403, novembre.

Stéphanie Monjon

"Pourra-t-on limiter la hausse de la température à +2°C ?", *Recherches Internationales*, n° 89, pp. 113-130, janvier-mars.

"Addressing leakage in the EU ETS: Border adjustment or output-based allocation?", avec P. Quirion, *Ecological Economics*, n° 70, pp. 1957-1971.

"Which Design of a Border Adjustment for the EU ETS? A quantitative Evaluation.", avec P. Quirion, *Climate Policy*, n° 11:5, pp. 1212-1225.

"Compétitivité et fuites de carbone dans le cadre de politiques climatiques unilatérales", avec G. Meunier, *Economie du Climat – Pistes pour l'après-Kyoto*, Editions de l'École Polytechnique, pp. 147-175, février.

Laurence Nayman

"Productivity Transitions in Large Mature Economies: France, Germany and the UK Bernd Görzig", avec M. Gornig & M. O'Mahony, *Industrial Productivity in Europe - Growth and Crisis*, Edwar Elgar, pp. 93-128.

Sandra Poncet

"How Are Wages Set in Beijing", avec J. de Sousa, *Regional Science and Urban Economics*, n° 41, pp. 9-19.

"Economies d'agglomération à l'export et difficulté d'accès aux marchés", avec P. Koenig & F. Mayneris, *Economie et Statistique*, n° 435-436, pp. 85-103, mars.

Lionel Ragot

"Discrete Time Dynamics - An Introduction", avec S. Bosi, *CLUEB*, 141p.

"Carbon Tax and OPEC's Rent under a Ceiling Constraint", avec R. Dullieux, *Scandinavian Journal of Economics*, vol. 113(4), pp. 798-824, décembre.

"French Presidential Election: A Field Experiment on the Single Transferable Vote", avec E. Farvaque & H. Jayet, *In Situ and laboratory Experiments on Electoral Law reform - French Presidential Elections*, Springer Verlag.

"Should the US Have Locked Heaven's Door? Reassessing the Benefits of Postwar Immigration", avec X. Chojnicki & F. Docquier, *Journal of Population Economics*, 24(1), pp. 317-359.

Maria Priscila Ramos

"Sensitive Products in the Doha Negotiations: The Case of European and Japanese Market Access", avec C. Gouel & C. Mitaritonna, *Economic Modelling*, 28(6), pp. 2395-2403, novembre.

Farid Toubal

"Commerce de biens intermédiaires et compétitivité", avec L. Fontagné, *Une Prospective du couple franco-allemand*, Rapport d'information n° 663 (2010-2011) pour le Sénat, Annexe 1, pp. 283-305.

"Ethnic Network, Information and International Trade: Revisiting the Evidence", avec B. Jung & G. Felbermayr, *Annales d'Economie et Statistiques*, 4(97/98), pp. 41-70.

Deniz Ünal

"Le commerce extérieur de la Chine : bilan et nouvelles orientations stratégiques", avec F. Lemoine, *L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique*, complément au Rapport du CAE n° 98, La Documentation Française, pp. 199-221, juin.



Articles signés dans la presse
Interviews
Le CEPII dans les médias

ARTICLES SIGNÉS DANS LA PRESSE, INTERVIEWS

Michel Aglietta

Articles signés

"Quelle réforme du système monétaire international ?", *Alternatives économiques*, 1er février.

"Système monétaire international : Un système monétaire intenable ?", *Revue Banque*, 13 avril.

"Le bon capitalisme", *Enjeux Les Echos*, 2 septembre.

"La titrisation est cruciale pour les besoins de financement de demain", *Revue Banque*, 29 octobre.

"Pour une économie pluraliste, supprimons l'agrégation de sciences économiques", *lemonde.fr*, 19 décembre.

Interviews

"La Chine ne va pas libéraliser son système financier", *Le Figaro*, 14 janvier.

"La Chine considère les Etats-Unis comme une puissance", *agefi.fr*, 17 janvier.

"La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?", *Alternatives économiques*, 1er février.

"Michel Aglietta et la crise du système monétaire mondial", *Alternatives économiques*, 4 février.

"Matières premières : nous connaissons bel et bien une spéculation déstabilisante à l'heure actuelle", *easybourse.com*, 14 février.

"Le 'Shadow Banking' porte un risque d'illiquidité collectif", *L'Agefi Hebdo*, 17 février.

"La 'croissance verte' imaginée par Michel Aglietta", *agoravox.fr*, 24 février.

"La montée en puissance du financement obligataire pour les fonds LBO : entre risques et opportunités", *Zonebourse.com*, 5 avril.

"La Chine sera l'un des pays les plus intéressés par le développement durable", *Les inRocks*, 17 avril.

"La fin de l'euro engendrerait le chaos !", *L'Economiste*, 5 mai.

"Le blocage idéologique des dirigeants européens sur la dette grecque", *France Culture*, 16 mai.

"La Chine n'a pas fini de nous surprendre en positif", *Le Nouvel Economiste*, 8 septembre.

"Que doit faire la zone euro pour s'en sortir ?", *Zonebourse.com*, 9 septembre.

"Remèdes à apporter aux maux de la zone euro", *France Culture*, 13 octobre.

"La Grande-Bretagne doit-elle se mêler du destin de la zone euro ?", *L'express.fr*, 24 octobre.

"Les chinois vont finir par exiger des primes de risque", *EurActiv.fr*, 2 novembre.

"Il faut agir comme les Etats-Unis l'ont fait avec leurs dettes de guerre", *La Tribune*, 21 novembre.

"Les cinq conditions d'un retour à la confiance dans la zone euro", *La Croix*, 22 novembre.

"Mais que veulent les marchés ?", *L'CI*, 22 novembre.

Mariya Aleksynska

Articles signés

"South-South FDI, Institutional Quality, and Natural Resources", avec O. Havrylchyk, *Voxeu.org*, 22 septembre.

Interviews

"Le Sud lâche le Nord", avec O. Havrylchyk, *Enjeux Les Echos*, 1er mars.

"Marché du travail : bienvenue", *L'Hémicycle*, 16 novembre.

Maria Bas

"Sous-traiter ou investir à l'étranger, selon le pouvoir de négociation salariale", avec J. Carluccio, *Le Cercle des Echos*, 21 mars.

Agnès Bénassy-Quéré

Articles signés

Les idées claires, *France Culture*:

- "Tour du monde", 1er septembre
- "Euro-obligations", 8 septembre

- "Grèce", 15 septembre
- "Les désaccords entre économistes", 22 septembre
- "Les allemands et la zone euro", 29 septembre
- "Dexia", 6 octobre
- "G20 des finances", 13 octobre
- "La TVA sociale", 20 octobre
- "Jean-Claude Trichet", 27 octobre
- "Le G20", 3 novembre
- "Jécós (Journées de l'économie de Lyon)", 10 novembre
- "Planche à billets", 17 novembre
- "Réformes structurelles", 24 novembre
- "Durban", 1er décembre
- "L'Europe", 8 décembre
- "La crise de la zone euro vue d'Asie", 15 décembre
- "Noël", 22 décembre
- "Le point sur la crise des dettes publiques", 29 décembre

"Politique monétaire : la voie étroite des banques centrales", *La Tribune*, 24 mai.

"Euro-obligations et démocratie", avec L. Boone, *Les Echos*, 8 septembre.

"L'appel des économistes français et allemands pour sauver l'euro", avec P. Bofinger, E. Cohen, L. Feld, W. Franz, P.-O. Gourinchas, J. Pisani-Ferry, H. Rey, C. Schmidt, B. Weder di Mauro, *Les Echos*, 26 septembre.

"Strong Action Necessary to Douse Greek Flames" , avec P. Bofinger, E. Cohen, L. Feld, W. Franz, P.-O. Gourinchas, J. Pisani-Ferry, H. Rey, C. Schmidt, B. Weder di Mauro, *Financial Times*, 27 septembre.

Interviews

"Quand la Chine rachète la dette espagnole", *France Info*, 3 janvier.

"A quand une coordination européenne des politiques économiques ?", *Radio Vatican*, 10 janvier.

"L'environnement actuel est plus hostile qu'en plein coeur de la crise financière", *easybourse.com*, 13 janvier.

"Si guerre des monnaies il y a, c'est plutôt entre pays émergents", *Le Moci*, 3 février.

"La crise grecque peut-elle avoir des conséquences en France ?", *20 minutes*, 10 février.

"Le G20", *BFM Business*, 15 février.

"Système monétaire : vers un marchandage entre intérêts divergents (Trois questions)", *AFP*, 30 mars.

"On est peut-être en train de sortir de l'hégémonie du dollar", *Le Monde*, 31 mars.

"Nous pouvons et devons sauver la zone euro", *France24*, 23 juin.

"Nos réponses à vos questions sur la crise de la dette", *L'Express*, 20 juillet.

"Sommet crucial pour la Grèce et la zone euro", *France Info*, 21 juillet.

"Un sommet de la dernière chance pour sauver la Grèce... et la zone euro ?", *France24*, 21 juillet.

"Crise grecque : un plan à 15 milliards. Un prêt n'est pas une dépense", *AFP*, 23 juillet.

"Les inquiétudes vis-à-vis du dollar vont persister", *France Soir*, 1er août.

"HU/OBAMA – Rencontre au sommet", *lepetitjournal.com*, 10 août.

"Il faut des moyens illimités pour stopper la contagion sur les marchés", *Les Echos*, 29 septembre.

"Vote à haut risque pour Angela Merkel au Bundestag", *Les Echos*, 29 septembre.

"Comment réformer le SMI ?", *Xerfi Canal*, 6 octobre.

"Les conséquences du référendum en Grèce", *France Info*, 2 novembre.

"L'Europe affaiblie à la veille du G20", *Le Parisien*, 2 novembre.

"La tenue d'un référendum en Grèce est improbable", *touteleurope.eu*, 3 novembre.

"L'hypothèse d'une récession n'est pas excessive", *Le Progrès*, 3 novembre.

"Les enjeux de pouvoir bloquent l'augmentation des ressources du FMI", *La Tribune*, 3 novembre.

"Le système monétaire international ? Élémentaire mon cher Watson !", *Trenistor.fr*, 10 novembre.

"L'Italie de l'après Berlusconi", *France Culture*, 12 novembre.

"Quelles futures contraintes budgétaires en zone euro ?", *Radio Classique*, 23 novembre.

"Le journal de l'économie", *LCI*, 28 novembre.

"G20 Finances", *BBC*, 18 décembre.

"Mesmo como 6ª economia, Brasil continua pobre, diz economista da UNCTAD", *BBC*, 28 décembre.

"Désindustrialisation française ? Près de 900 usines fermées en trois ans.", *RFI*, 28 décembre.

Antoine Berthou

Interviews

"Les Etats-Unis font-ils preuve de protectionnisme ?", *La Croix*, 28 février.

Gunther Capelle-Blancard

Interviews

"Pourquoi les Bourses sont si pressées de se marier", *L'Express*, 10 février.

"L'agence de notation financière Moody's abaisse la note de la Grèce", *RFI*, 7 mars.

"L'évaluation de la solvabilité du Maroc reste inchangée", *Radio Atlantique*, 19 mars.

"Les agences de notation, facteurs aggravants de la crise ?", *France24*, 5 août.

"Crise boursière : risques et opportunités pour les entreprises", *Usine Nouvelle*, 8 août.

"Il faut se désintoxiquer des agences de notation", *L'expansion*, 9 août.

"Crise : la France dans la ligne de mire", *France24*, 12 août.

"La Chine profite de la crise pour asseoir sa puissance", *Le Monde*, 15 août.

"Ce qu'il faut savoir sur le triple A de la France", *L'Express*, 18 août.

"SocGen et Crédit Agricole dégradés : Quelles conséquences?", *20 minutes*, 14 septembre.

"La grande attaque contre les monnaies européennes", *La Croix*, 15 septembre.

"Quand Moody's se fait de la pub sur le dos de la France", *Atlantico.fr*, 19 octobre.

"Les ventes à découvert sont parfois nécessaires", *EurActiv.fr*, 16 novembre.

"La convergence des réglementations n'est pas une fin en soi", *Revue Banque*, décembre.

"Les agences ne font que constater une dégradation", *AFP*, 7 décembre.

Benjamin Carton

Interviews

"Grèce. Quels effets dominos possibles de l'aggravation de la crise sur l'euro et sur l'Union européenne ?", *France Culture*, 20 juin.

"La dette américaine n'affole pas la Maison Blanche", *La Croix*, 22 juin.

"La BCE, pompier de la zone euro", *Radio Vatican*, 8 août.

"La France peut-elle perdre à son tour sa note AAA ? ", *France24*, 9 août.

"Pourquoi la Bourse s'écroule (à nouveau)", *Famille Chrétienne*, 11 août.

"Les euro-obligations sont-elles le remède miracle à la crise ?", *France24*, 16 août.

"Gauche ou droite, le déficit a presque toujours été excessif", *terraeco.net*, 11 septembre.

"L'Europe et les Etats-Unis défiés par la récession", *La Croix*, 20 septembre.

"Greek Debt: The Effectiveness of the Austerity Measures Called into Question", *Allvoices*, 3 octobre.

"Rome souhaite une autorité financière mondiale", *La Croix*, 25 octobre.

"Référendum grec : inquiétudes en Europe", *Radio Vatican*, 2 novembre.

"François Hollande remonte en selle et veut mettre la finance au pas", *EurActiv.fr*, 10 novembre.

"Les heures de la zone euro sont-elles comptées?", *Radio Vatican*, 30 novembre.

"Dossier : Les heures de la zone euro sont-elles comptées?", *Radio Vatican*, 30 novembre.

"La BCE joue le rapport de forces avec les Etats", *L'Express*, 8 décembre.

"La BCE joue le rapport de forces avec les Etats", *L'Expansion*, 9 décembre.

"Sommet européen : On ne soigne pas la maladie", *LCI*, 9 décembre.

Xavier Chojnicki

Articles signés

"Immigration : quel coût pour les finances publiques ?", *Repères - Le magazine interne de la Cnav*, 1er juillet.

Interviews

"L'impact de l'immigration sur le budget de l'Etat est positif", *Nord Eclair*, 18 janvier.

"L'immigration du travail en question(s)", *Europe 1*, 7 avril.

"Controverses sur l'impact économique de l'immigration", *Le Monde*, 12 avril.

"Ce qu'il faut savoir sur la remise en cause de l'immigration choisie", *L'Expansion*, 18 avril.

"Immigration, l'économie tord le cou aux fantasmes", *L'Humanité*, 10 mai.

"Emploi : réduire l'immigration, fausse piste pour les experts", *Le Figaro*, 26 mai.

"Les immigrés contribuent positivement au budget", *20 minutes*, 27 mai.

"FN: La préférence nationale couleur Marine", *L'express*, 8 juin.

"Les comptes fantastiques de l'immigration", *Le Nouvel Observateur*, 23 juin.

"Immigration et économie : tordons le cou aux clichés", *Terra Eco*, 7 juillet.

"Immigration de travail : la liste très select du gouvernement", *Libération*, 26 juillet.

"Le FN et le coût supposé de l'immigration : d'où viennent les chiffres?", *AFP*, 9 septembre.*

Dramane Coulibaly

Interviews

"Chypre s'enfoncé dans la crise financière.", *France Culture*, 22 juillet.

Matthieu Crozet

Interviews

"Le protectionnisme, une idée d'avenir?", *RFI*, 31 octobre.

"La mode du made in France", *M6*, 13 décembre.

Christophe Destais

Articles signés

"Le rôle des institutions financières internationales dans la régulation du système financier", *Banque & Stratégie*, 13 septembre.

Interviews

"Zone euro : le mécanisme anti-crise en discussion à Bruxelles", *20minutes*, 17 janvier.

"Crise financière", *France Culture*, 30 mars.

"Crise financière", *France Culture*, 1er avril.

"Focus : La politique monétaire de la BCE", *France24*, 2 décembre.

Evelyne Dourille-Feer

Articles signés

"Les retombées de la triple catastrophe sur l'économie japonaise", *Journal du Net*, 16 mars.

"Japon, un nouvel essor ?", *Jetro (en japonais)*, 21 juin.

Interviews

"Dégradation de la notation de la dette japonaise", *Radio Canada*, 27 janvier.

"La dette japonaise. Trois questions à...", *L'Echo*, 28 janvier.

"Le Japon ne devrait pas éviter une nouvelle récession", *France 24*, 14 mars.

"Journal Spécial Japon", *RFI*, 14 mars.

"Le Japon face à sa reconstruction", *La Tribune*, 14 mars.

"Les conséquences économiques des catastrophes au Japon", *Direct 8*, 14 mars.

"Quelle situation économique au Japon ?", *France Culture*, 14 mars.

"Les conséquences économiques de la triple catastrophe au Japon", *RTBF*, 14 mars.

"La situation économique au Japon", *RFI*, 14 mars.

"L'économie japonaise après le triple choc", *Capital*, 15 mars.

"Les retombées économiques au Japon de la triple catastrophe", *Radio Méditerranée*, 15 mars.

"Spécial Japon", *France Info*, 15 mars.

"L'impact de la catastrophe japonaise sur l'économie mondiale à long terme", *TV5 Monde*, 16 mars.

"Quelles retombées cette catastrophe aura-t-elle pour l'économie japonaise, asiatique et mondiale ?", *France Culture*, 16 mars.

"Emission Spéciale Japon", *France Culture*, 16 mars.

"La société japonaise dans l'épreuve : quels ressorts, quelles fragilités ?", *RFI*, 17 mars.

"Le Japon", *LCI*, 17 mars.

"L'impact de la triple catastrophe sur le modèle économique japonais", *La Tribune*, 18 mars.

"Les conséquences économiques des catastrophes au Japon", *MédiaPart*, 18 mars.

"Spécial Japon", *France Inter*, 19 mars.

"Au Japon, l'appareil industriel va devoir être redessiné", *Le Monde*, 31 mars.

"Les risques de récession au Japon", *France Culture*, 7 avril.

"Comment le séisme au Japon désorganise l'automobile dans le monde", *L'Expansion*, 21 avril.

"Comment le séisme au Japon désorganise l'automobile dans le monde", *L'Expansion*, 22 avril.

"La dépendance vue d'ailleurs : le Japon", *Cnickel.com*, 28 juillet.

"La dette publique japonaise", *Le Figaro*, 2 août.

"Où en est l'économie japonaise suite au tsunami ? ", *RFI*, 2 août.

"L'économie japonaise après Fukushima : politique économique et énergétique", *RCF*, 6 août.

"La croissance japonaise en 2011", *RFI*, 13 août.

"Japon : le rebond se dessine derrière la récession", *RFI*, 15 août.

"Les conséquences économiques de la nomination de Yoshihiko Noda", *RFI*, 29 août.

"Les dossiers économiques du nouveau PM Japonais", *RCF*, 29 août.

"Japon : un nouveau Premier ministre pour rassurer les marchés", *Atlantico*, 30 août.

"Le Japon à l'heure du nouveau Premier ministre", *France culture*, 2 septembre.

Gilles Dufrénot

Interviews

"Energie 2011, Le millésime des augmentations", *News Of Marseille*, 2 mars.

Lionel Fontagné

Articles signés

"Ten years of Doha: What to show and what to look forward to", *Voxeu.org*, 25 novembre.

Interviews

"Cycle de Doha : pourquoi les négociations tournent en rond depuis si longtemps", *La Tribune*, 15 novembre.

"Echanges commerciaux - A l'OMC, il faut éviter un échec", *terre-net.fr*, 16 novembre.

Michel Fouquin

Interviews

"La Chine maître du monde dans 10 ans ?", *L'Express*, 21 janvier.

"La France a mal à son commerce extérieur", *France Culture*, 7 juillet.

"La crise de la zone euro affecte désormais les pays émergents", *Le Monde*, 16 décembre.

Olena Havrylchyk

Articles signés

"South-South FDI, Institutional Quality, and Natural Resources" , avec M. Aleksynska, *Voxeu.org*, 22 septembre.

Interviews

"Le Sud lâche le Nord", avec M. Aleksynska, *Enjeux Les Echos*, 1er mars.

Françoise Lemoine

Articles signés

"La domination américaine menacée", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 24 janvier.

"Les économies émergentes en position de force", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 25 février.

"En quête d'équilibre, la Chine vise une croissance modérée", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 25 mars.

"Les pays au sud de la Méditerranée largués par l'Europe", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 21 avril.

"Virage vers le Sud. La Chine augmente ses échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Australie", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 13 mai.

"Investissements chinois en Europe : un défi politique", *la vie des idées.fr*, 31 octobre.

"La Chine frappée aussi", *Cyberpresse La Presse Montréal*, 17 décembre.

Interviews

"Interview de Françoise Lemoine à l'occasion de la visite aux EUA de Hu Jintao", *France Info*, 19 janvier.

"Etats-Unis - Chine : l'impossible entente ?", *France 24*, 19 janvier.

"Quand la Chine rachète le monde.", *Le Figaro*, 29 janvier.

"L'inflation, ennemi public numéro un de Pékin", *La Tribune*, 29 mars.

"Pourquoi les pays émergés ne vont pas sauver l'Europe", *Le Point*, 14 septembre.

"Les pays émergents peuvent-ils sauver l'Europe?", *L'Expansion*, 22 septembre.

"Les pays émergents peuvent-ils sauver l'Europe ?", *L'Express*, 22 septembre.

"Les BRICS peuvent-ils sauver l'Europe ?", *France24*, 23 septembre.

"Chine. En marge du Comité central du Parti communiste, la politique économique de Pékin sur fond de crise ", *France Culture*, 14 octobre.

"Faut-il s'inquiéter du ralentissement de la croissance chinoise ?", *L'Expansion*, 19 octobre.

"La Chine va participer au sauvetage de la zone euro", *La Croix*, 27 octobre.

"FESF : Et si l'aide éventuelle des chinois reflétait avant tout leur dépendance à l'Europe ?", *Atlantico*, 29 octobre.

"La Chine, pour le meilleur ou pour le pire ?", *Le Journal Du Dimanche*, 30 octobre.

"Pekin entend rester maître du yuan", *La Tribune*, 3 novembre.

"Françoise Lemoine", *laviedesidées.fr*, 22 novembre.

"Dixième anniversaire de l'adhésion de la Chine à l'OMC", *France Culture*, 13 décembre.

"La Chine accélère sa marche sur l'Europe", *La Liberté*, 16 décembre.

"L'immobilier, talon d'Achille de la croissance chinoise", *France 24*, 21 décembre.

Daniel Mirza

Interviews

"Le volcan révèle la fragilité de la mondialisation", *Le Monde Hors Série*, 21 avril.

"Terrorisme, opération diversion", *La Tribune*, 11 mai.

Jean-Pierre Patat

Articles signés

"Le mir, monnaie de la résistance ivoirienne", *Le Monde*, 16 février.

"Les Trente Glorieuses devant nous ?", *Le Nouvel Economiste*, 12 mai.

"Banques : que recherche-t-on ?", *Le Nouvel Economiste*, 20 octobre.

"Accord européen : dépassons les ego nationaux", *Le Nouvel Economiste*, 4 novembre.

"Illusions et mémoire courte", *Le Nouvel Economiste*, 10 novembre.

"AAA, nouveau Verdun", *Le Nouvel Economiste*, 17 novembre.

Interviews

"Réponse, respectueuse, à un prix Nobel 'eurosceptique'", *Le Nouvel Economiste*, 7 juillet.

Lionel Ragot

Interviews

"Immigration : quel enjeu pour l'économie française ?", *Les Echos*, 26 avril.

Georges Sokoloff

Interviews

"Où en est l'économie russe ?", *Affaires Stratégiques*, 6 avril.

Deniz Ünal

Interviews

"Turquie-Europe : le désamour", *Courrier International*, 17 mars.

"Turquie : le miracle économique et l'envers du décor", *L'Express*, 10 juin.

LE CEPII DANS LES MÉDIAS

Les économistes du CEPII ont réalisé, en 2011, 170 interviews et publié 51 articles de presse. Outre ces interviews et articles, les travaux du CEPII ont été cités 317 fois dans la presse écrite ou sur internet. L'ensemble de ces mentions ont été reprises 273 fois. Au total, le CEPII a été mentionné 811 fois. L'essentiel des interventions a naturellement porté en 2011 sur la crise de la zone euro. Dans cette annexe, nous présentons d'abord les aspects méthodologiques, puis nous proposons une cartographie de la présence du CEPII dans les médias et nous analysons la nature de ces interventions.

1. Aspects méthodologiques

Comme en 2010, le CEPII recense les coupures de presse fournies par l'Argus de la presse pour ce qui est de la presse écrite nationale, Meltwater et Google pour ce qui est des sites internet internationaux. Les économistes notifient eux-mêmes leurs interventions dans les médias audiovisuels.

Les mentions du CEPII dans les médias peuvent prendre la forme d'interviews exclusifs, d'articles signés par les économistes et de chroniques, ou de citations d'économistes, de publications ou de conférences.

Cette année, à la différence de 2010, toutes les mentions du CEPII sont comptabilisées, y compris les reprises. Quand une mention est reprise sur support papier et électronique, elle est comptabilisée deux fois, une fois dans la presse écrite, une fois sur internet. En 2011, le CEPII a été mentionné 538 fois et ces mentions ont été reprises 273 fois, soit un total de 811 mentions (cf. Tableau 1).

Les médias sont référencés selon deux critères :

- La nature de leur support : presse écrite, site internet, agence de presse, média audiovisuel, blog et autre (dont les portails d'actualité).
- Leur couverture géographique : française (nationale, régionale, spécialisée) ou lorsqu'elle est présente sur internet, la presse internationale. Les médias ayant une couverture internationale sont soit étrangers, soit français mais également diffusés à l'étranger dans une langue étrangère.

2. Cartographie de la présence du CEPII dans les médias

Le Tableau 1 recense les mentions du CEPII en 2011 selon leur support. Les comparaisons aux années précédentes sont à interpréter avec précaution puisque les méthodes de référencement des médias ainsi que les méthodes et sources de recensement des articles sont différentes. Cependant, on observe une nette augmentation de la part des sites internet dans les citations CEPII, augmentation propre aux transformations actuelles de la presse.

Tableau 1 - Répartition des mentions du CEPII par types de supports, 2009-2011, y compris les reprises

Type du support	2011		2010	2009
	Nombre de mentions*	Part du support (en %)	Part du support	Part du support
Presse sur internet	319 (126)	39 %	27 %	15 %
Presse écrite	280 (253)	35 %	63 %	85 %
Médias audiovisuels	117 (106)	14 %	10 %	-
Blogs & autres (dont portails)	72 (30)	9 %	-	-
Agences de presse	23 (23)	3 %	-	-
Nombre total de citations	811 (538)	100 %	100 %	100 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.

Note : articles signés et chroniques, interviews et citations.

* entre parenthèses : chiffre hors reprises.

Tableau 2 – Evolution du nombre de mentions entre 2009 et 2011, y compris les reprises

	2009	2010	2011
Nombre de mentions	487	640	811
Base 100 en 2009	100	131	167

2.1 La Presse écrite

La presse écrite comptabilise 280 mentions du CEPII, soit 35 % du total des mentions. Selon le Tableau 3, un peu moins de 80 % des mentions proviennent de la presse spécialisée et de la presse nationale.

Tableau 3 – Répartition des mentions dans la presse écrite selon la couverture des médias, y compris les reprises

	Nombre de mentions	Part de la couverture (en %)
Presse Spécialisée	126	45 %
Presse Nationale	96	34 %
Presse Régionale	34	12 %
Presse Internationale*	24	9 %
Total	280	100 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.

Note : articles signés, interviews et citations.

* sur internet uniquement.

Tableau 4 – Les principaux titres de la presse écrite selon leur couverture, y compris les reprises

Couverture Nationale	Nombre de mentions	Parts (en %)
La Croix	25	26 %
Le Monde	16	17 %
L'Express	16	17 %
Le Figaro	11	11 %
Total	68	*71 %

* les quatre premiers titres comptabilisent 71 % des citations.

Couverture Régionale	Nombre de mentions	Parts (en %)
20 minutes	8	24 %
L'Echo de la Dordogne	3	9 %
Dernières Nouvelles d'Alsace	3	9 %
L'Echo de la Corrèze	2	6 %
Total	16	48 %

Couverture Internationale	Nombre de mentions	Parts (en %)
La Presse (Canada)	6	25 %
Le Devoir (Canada)	6	25 %
Total	12	50 %

Couverture Spécialisée	Nombre de mentions	Parts (en %)
La Tribune	21	17 %
Les Echos	14	11 %
Alternatives économiques	13	10 %
Le Nouvel Economiste	10	8 %
L'Expansion	9	7 %
Total	67	53 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.
Note : articles signés, interviews et citations.

Dans l'ensemble, pour la presse écrite, La Croix comptabilise le plus de mentions (25), suivi par La Tribune (21), Le Monde (16), L'Express (16) puis Les Echos (14).

2.3 Les Sites Internet

Les sites internet comptabilisent 391 mentions du CEPII, soit 48 % du total des mentions du CEPII. On distingue deux catégories de sites : la presse sur internet ou les blogs et portails d'actualité.

Les blogs et portails d'actualité comptabilisent 18 % des mentions sur internet. Les principaux portails d'actualité sont Free (actualité.portail.free.fr), Yahoo (news.yahoo.com) et La Poste (www.laposte.net).

La presse sur internet comptabilise 82 % de l'ensemble des mentions sur les sites internet. On remarque sur le Tableau 5 que les dix premiers sites comptabilisent 42 % des mentions presse web. Les sites d'actualité internationale représentent 10 % des mentions. Les principaux sites de presse internationale sont : La Vie éco, hebdomadaire marocain spécialisé (www.lavieeco.com), Népszabadság, quotidien hongrois généraliste (www.nol.hu) et Ámbito Financiero, quotidien argentin spécialisé (www.ambito.com).

Tableau 5 – Les principaux titres de la presse sur internet, y compris les reprises

Site internet	Nombre de mentions	Parts
lexpansion.lexpress.fr (L'Expansion & L'Express)	41	13 %
www.latribune.fr (La Tribune)	27	8 %
www.lemonde.fr (Le Monde)	21	7 %
www.20minutes.fr (20 minutes)	12	4 %
www.euractiv.fr (EurActiv)	8	3 %
www.leparisien.fr (Le Parisien)	7	2 %
www.easybourse.com (EasyBourse)	6	2 %
www.terraeco.net (TerraEco)	5	2 %
lecercle.lesechos.fr (Le Cercle des Echos)	4	1 %
www.atlantico.fr (Atlantico)	3	1 %
Total	134	42 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des médias par le CEPII.
Note : articles signés, interviews et citations.

2.4 Les Médias audiovisuels

En 2011, les économistes du CEPII sont intervenus 117 fois dans les médias audiovisuels. 70 % de leurs interventions étaient pour la radio, la télévision et les plateformes audiovisuelles sur internet se partageant les 30 % restant. France Culture domine largement l'ensemble des médias, avec 33 interventions (28 %) en 2011. Les médias internationaux

représentent ici la moitié des interventions, avec France 24 International (22 citations), RFI (15), TV5 (7) et Radio Vatican (5).

2.5 Agences de presse

Six agences de presse ont cité le CEPII en 2011. 75 % de ces mentions, soit 17 mentions, viennent de l'AFP. En moyenne ces mentions sont reprises cinq fois.

3. Nature des interventions du CEPII dans les médias

3.1 Les types d'interventions : interviews, articles d'économistes et citations

Dans l'ensemble, les économistes ont signé des articles dans 19 médias (presse écrite, internet ou chroniques audiovisuelles). Leur recensement est dominé par la contribution régulière du CEPII à France Culture et dans le quotidien canadien La Presse. Ces deux contributions totalisent un peu moins de 50 % de l'ensemble des articles.

Les interviews sont recensées dans 77 supports différents (presse écrite, internet ou chroniques audiovisuelles) en 2011. Les dix premiers supports cités ci-dessous totalisent 45 % des interviews.

Le nombre de citations (hors interviews et articles) est en nette augmentation en 2011. Il semble que cela provienne principalement par une multiplication des supports citant le CEPII. Ainsi, 50 % des citations étaient concentrées sur 10 supports en 2010, en 2011 50 % sont réparties sur 21 supports.

Tableau 6 – Articles d'économistes, interviews et citations en 2010-2011, sans compter les reprises

Articles	2011	2010
France Culture	18	-
La Presse (Canada, cyberpresse)	6	7
Le Nouvel Economiste	5	12
Alternatives économiques	3	-
Les Echos	3	3
Revue Banque	2	-
voxeu.org	2	1
Alternatives Internationales	1	1
Enjeux - Les Echos	1	1
La Tribune	1	1
Autres	9	18
Total	51	44

Interviews	2011	2010
France Culture	15	20
France 24	11	15
RFI	10	12
La Croix	9	5
L'Expansion	7	10
L'Express	6	
LCI / TF1	5	
La Tribune	5	
Radio Vatican	5	3
Le Monde	5	7
Autres	92	75
Total	170	147

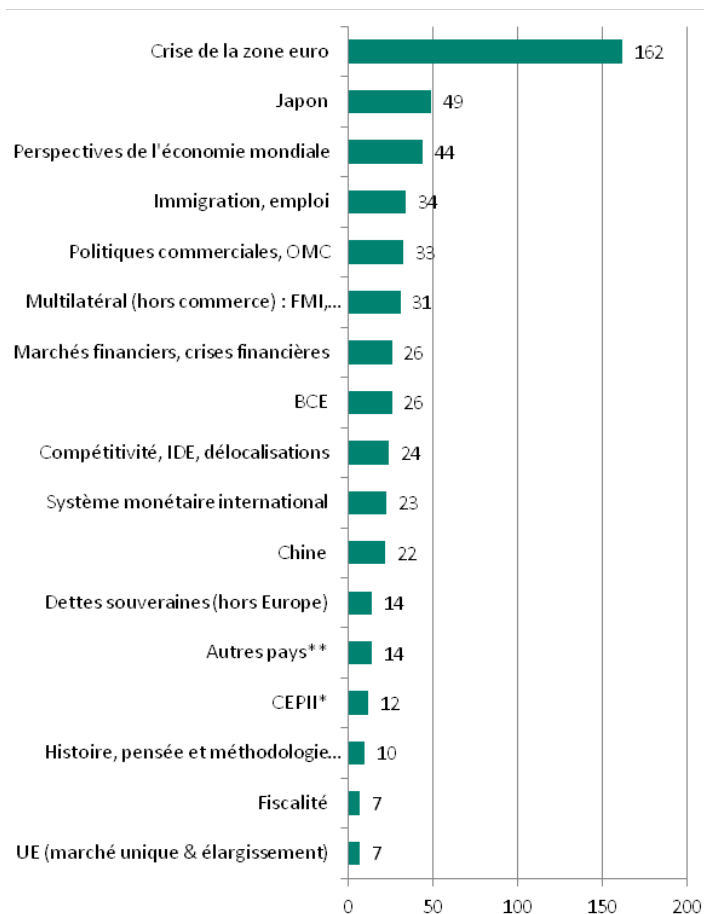
Citations	2011	2011 (en %)	2010 (en %)
La Croix	16	5 %	9 %
La Tribune	15	5 %	3 %
AFP	15	5 %	-
Le Monde	10	3 %	9 %
France 24	9	3 %	-
L'Expansion	8	3 %	6 %
Alternatives économiques	7	2 %	-
L'Express	7	2 %	-
Le Figaro	7	2 %	2 %
Les Echos	7	2 %	3 %
Autres	216	68 %	68 %
Total	317	32 %	32 %

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement par le CEPII.

3.2 Les principaux thèmes traités

Cette année encore, l'actualité économique internationale a été riche. Les économistes du CEPII ont été sollicités à la fois sur cette actualité mouvementée mais aussi sur des questions de fond afin d'en dégager les grands enjeux (Graphique 1).

**Graphique 1 – Nombre de mentions par thème en 2011
(sans compter les reprises)**



* Conférences, publications, économistes.

** Algérie, Etats-Unis, Inde, Islande, Italie, Maroc, Russie, Tunisie, Turquie

Source : Argus de la presse, Meltwater, Google. Référencement des mots clés par le CEPII.

Dans la continuité de 2010, le CEPII est intervenu sur la crise de la zone euro en 2011. Crise financière, économique, souveraine, elle pose de graves questions sur l'avenir de l'Europe. Les économistes du CEPII ont été mis à contribution afin de donner les clés pour mieux comprendre ses origines et analyser ses conséquences de manière pédagogique. Ils sont aussi intervenus sur l'intérêt des pays asiatiques à intervenir en Europe, ou sur les marges de manœuvre du FMI dans la résolution de la crise. Les spécialistes du commerce ont été interrogés sur les gains et bénéfices de l'intégration commerciale pour les citoyens européens, ou sur la compétitivité des pays, notamment de la France par rapport à l'Allemagne.

La catastrophe naturelle et nucléaire au Japon en mars 2011 a largement occupé les colonnes des journaux une bonne partie de l'année. Les économistes du CEPII sont intervenus sur ses conséquences économiques pour le Japon mais aussi sur l'économie mondiale.

En novembre, le sommet du G20 à Cannes a remis certains dossiers à l'ordre du jour, notamment la réforme du système monétaire international et la régulation financière. La conférence ministérielle de l'OMC en décembre a relancé le débat sur l'avenir du cycle de Doha, l'intérêt de la libéralisation du commerce mondial et le protectionnisme.

Certains autres sujets font l'actualité fin 2011 alors que certaines échéances institutionnelles approchent en France : l'impact de l'immigration sur l'économie européenne et française, l'instauration d'une TVA sociale ou d'une taxe sur les transactions financières, etc.

Enfin, tout au long de l'année, le CEPII a été interrogé sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale et l'évolution des rapports de forces économiques.

3.3 La présence à l'international

La base Meltwater recense les mentions du CEPII sur les sites internet du monde entier. Elle permet notamment d'obtenir des statistiques concernant l'origine géographique des sites internet. En 2011, 69 pays différents citent le CEPII, et ce en 22 langues différentes. Les cinq premières langues comptabilisent 95 % des mentions (Tableau 7).

Tableau 7 – Répartition géographique des mentions du CEPII en 2011

Langue (principaux pays concernés)	Part des mentions dans cette langue (en %)
Français (France, Canada, Suisse)	68,6 %
Espagnol (Espagne, Mexique, Argentine)	10,4 %
Anglais (Etats-Unis, Royaume-Uni)	9,0 %
Portugais (Brésil)	3,7 %
Chinois (Chine)	3,6 %

Annexe



*Rapports et travaux pour
des institutions publiques
et des fondations*

RAPPORTS ET TRAVAUX POUR DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DES FONDATIONS

Assemblée nationale

"Face à la puissance de l'ingénierie financière, L'UE se donne-t-elle les instruments de la régulation financière indispensables ?", *Paradis fiscaux et trous noirs de la finance internationale*, Assemblée nationale, audition le 7 novembre (M. Aglietta).

"Compétitivité de l'économie française et financement de la protection sociale", Assemblée nationale, audition le 6 avril (A. Bénassy-Quéré).

Conseil d'analyse économique

Contributions ou compléments aux rapports suivants :

"Quel système monétaire international pour une économie mondiale en mutation rapide ?", Rapport du CAE n° 99, Paris, 28 avril (A. Bénassy-Quéré & J. Pisani-Ferry).

"Le commerce extérieur de la Chine : bilan et nouvelles orientations stratégiques", L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique, complément au Rapport du CAE n° 98, La Documentation Française, pp.199-221, juin (F. Le-moine & D. Ünal).

Commission européenne

"Global Currencies for Tomorrow: a European Perspective", Report for the European Commission (contract N° ECFIN/220/2010/573686) - European Economy, Economic Papers 444, July 2011 (A. Bénassy-Quéré, I. Angeloni, B. Carton, Z. Darvas, C. Destais, J. Pisani-Ferry & S. Vallée).

"Interface Mirage", DG Commerce (en collaboration avec le LEI), 2010-2011.

Conseil économique, social et de l'environnement

"Les défis du G20", audition le 29 mars (M. Aglietta).

Direction générale du Trésor

"*Accord de libre-échange UE-Mercosur*", Trésor convention, 2010-2011.

"*Fuites de carbone et compensation aux frontières*", Trésor convention, 2010-2011.

Institut Caisse des Dépôts et Consignations

"*Finances publiques : l'épreuve de vérité pour la zone euro*", Rapport d'étude, Institut CDC pour la Recherche (M. Aglietta, N. Bayik, T. Brand, C. Loupias, D. Coulibaly, B. Carton).

Haut commissariat au plan du Royaume du Maroc

"*La soutenabilité du système de retraite au Maroc. Analyse à l'aide d'un modèle d'équilibre général à générations imbriquées*", mimeo 2011 (R. Magnani).

OCDE

Contribution au rapport : "*Objectif croissance*" (A. Zdzienicka-Durand).

Sénat

"*Commerce de Biens Intermédiaires et Compétitivité*", Rapport d'information n° 663 (2010-2011) pour le Sénat, Annexe 1, pp. 283-305 (L. Fontagné & F. Toubal).

Participation à un atelier sur le couple franco-allemand, 1er juin (A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné).

Annexe



Rencontres organisées
par le CEPII
et le *Club* du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A – COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

G20: completing the agenda

10 janvier

Opening Comments: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Session 1 – What has the G20 delivered so far?

Chair: J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Speakers: P. Bekx (DG ECFIN, European Commission), C. Rhee (Presidential Committee for the G-20 Summit, Korea), N. Woods (Oxford University).

Discussants: I. Angeloni (Bruegel, ECB), H. Lehment (Kiel Institute for the World Economy), N. Yoshino (Keio University).

Session 2 – Global Rebalancing: Are We on the Right Track?

Chair: D. Vines (Oxford University, CEPR).

Speakers: F. He (Institute of World Economics & Politics - IWEPI, Chinese Academy of Social Sciences - CASS, China), T. Ito (University of Tokyo), J. Y. Lee (Ministry of Strategy and Finance Korea).

Discussants: P. Padoan (OECD), V. Rouxel-Laxton (IMF G-Groups, DG ECFIN, European Commission), C. Sussangkarn (TDRI).

Luncheon Session

Keynote speaker: H. Kyung-Wook (Korea's Ambassador to OECD).

Session 3 – The International Monetary System: Towards a New Era?

Chair: R. Portes (London Business School, CEPR).

Speakers: A. Bénassy-Quéré (CEPII), M. Kawai (ADB), J. Pisani-Ferry (Bruegel), S. Takagi (Osaka University), Y.-J. Cho (Sogang University, former Korea's Ambassador to UK).

Discussants: L. Bini-Smaghi (ECB), S. Collignon (Centro Europa Ricerca, Roma), H. Gao (Institute of World Economics and Politics - IWEPI, Chinese Academy of Social Sciences - CASS).

10-11 janvier,
Paris.

Asia Europe Economic Forum
conference.
Hosted by
the French Ministry
of Finance,
co-funded by
the European Commission,
DG ECFIN & DG Research.

Public roundtable - G20 Shortcomings and the Way Forward

Chair: Masahiro Kawai (Dean and CEO, ADBI).

Speakers: O. Blanchard (Fonds Monétaire International - FMI, Washington), B. Cœuré (Direction générale du Trésor), F. He (Institute of World Economics & Politics - IWEP, Chinese Academy of Social Sciences - CASS, China), Y. C. Park (Korea University), R. Tamaki (Ministère des finances, Japon).

Conference Dinner

Keynote Speaker: M. Camdessus (Honorary Governor of the Bank of France).

11 janvier

Session 4 – Capital Flows: Towards a New Consensus?

Chair: Dr. S. Yang (Korea's presidential committee for Green Growth, OECD).

Speakers: J. Ostry (IMF); K. Rybinski (University of Economics and Computer Science, Warsaw), M. D. Chinn (University of Wisconsin, Madison).

Discussants: D. Vines (Oxford University, CEPR), P.-O. Gourinchas (University of California, Berkeley), G. Ma (BIS).

Keynote Speech: C. Lagarde (French Minister of Finance).

Session 5 – Fighting Volatility in Commodities Markets

Chair: G. Ma (BIS).

Speakers: S. Bery (NCAER), J. Frankel (Harvard Kennedy School of Government), C. Gilbert (University of Trento).

Discussants: R. Fernandez (Treasury France), A. Sapir (ULB, Bruegel), J. Young Lee (Ministry of Strategy and Finance, Korea).

N.B. The AEEF gathers the following partners: Asian Development Bank Institute (Japan), Bruegel (Belgium), Centre d' Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (France), the Chinese Academy of Social Sciences - CASS (China), DG ECFIN (the European Commission), Keio University (Japan), Kiel Institute for the World Economy (Germany), Korea University (Korea), PEGGED network (Politics, Economics and Global Governance: The European Dimensions) (UK).

Environmental Policy: Lessons from Economic Theory

Dans son célèbre article "Comment le patient a suivi les conseils du docteur" (*Journal of Economic Perspectives*, 1989), Robert W. Hahn montrait que les politiques environnementales n'ont guère suivi les prescriptions fournies par la science économique. Il précise que l'un des dangers du théoricien dans sa "tour d'ivoire", c'est d'oublier les problèmes tels qu'ils se posent dans la vie réelle.

Depuis cet article, les choses ont changé, et ce pour deux raisons. Premièrement, les théoriciens s'intéressent davantage aux questions environnementales, et donc, par conséquent, aux impacts des politiques économiques sur l'environnement. Deuxièmement, l'analyse théorique des questions environnementales a fait d'énormes progrès depuis une vingtaine d'années.

Néanmoins, il reste vrai que la valorisation de ces avancées au-delà du cercle des initiés est largement imparfaite. Alors que les questions environnementales sont sur le devant de la scène politique et médiatique, force est de reconnaître que les contributions de la science économique à l'analyse de celles-ci restent méconnues, souvent incomprises et, par conséquent, sous-utilisées (voire mal utilisées).

L'objet de ce numéro spécial de *Economie Internationale / International Economics* était de contribuer à mieux faire connaître les avancées récentes de l'analyse théorique des questions environnementales et de leur utilité pour l'éclairage de la décision publique, afin de favoriser la mise en œuvre de politiques économiques respectueuses de l'environnement.

Ouverture : F. Maurel (SEEID/CGDD/MEEDDM).

Session 1

Animateur : A. A. Le Kama (EQUIPPE Université de Lille 1).

"Transport, Health and Climate Change: Deciding of the Optimal Policy", L. Cabantous, O. Chanel, J.-C. Vergnaud.
Discutant : J.-J. Becker.

"Economic Consequences of Permits Allocation Rules", J. Chevallier, P.-A. Jovet, P. Michel et G. Rotillon.
Discutant : D. Delalande.

"Natural Resources in Developing Countries: The Importance of Context", J. Ballet, K. J.-M. Koffi et B. Komona.
Discutant : G. Kleitz.

Session 2

Animateur : T. Bréchet (CORE Université catholique de Louvain).

"Alcoa re-Visited: Recycling, Market Power and Environmental Policy?", J. de Beir et G. Girmens.
Discutant : D. Nicklaus.

12 janvier,
Paris.

A l'occasion de la sortie du numéro spécial de la revue *Economie Internationale / International Economics*.

En partenariat
avec

le Ministère de l'Ecologie,
du développement durable,
du transport et
du logement (SEEIDD -
CGDD/MEEDDM),
l'Université catholique de
Louvain,
l'Université Lille 1 (EQUIPPE).

15 janvier,
Paris.

16 février,
Paris.

A l'occasion de la parution de La Lettre du CEPII n° 308, 18 février.
En partenariat avec le Club du CEPII.

"Double Dividend and Distribution of Welfare: Advanced Results and Empirical Considerations", M. Chiroleu-Assouline et M. Fodha.
Discutant : V. Marcus.

"Clean Technology Transfers and North-South Technological Gap: An important Issue for Environmental Policies", O. Petit et P. Schembri.

Clôture : V. Mignon (CEPII, Université Paris-Ouest Nanterre).

Quel avenir pour l'euro et le dollar ?

L'accumulation des déficits aux Etats-Unis et des réserves de change dans les pays émergents – au premier rang desquels la Chine – durant la décennie qui a suivi la crise asiatique de 1997 a conduit à renforcer, paradoxalement, la position hégémonique du dollar américain. Cette domination a été confirmée de manière spectaculaire en 2008-2009 : alors que le système financier américain s'effondrait, le dollar s'appréciait !

Les évolutions intervenues depuis conduisent toutefois à se demander si ce n'était pas, sinon le chant du cygne, du moins le commencement de la fin de la domination internationale de la monnaie américaine. Ce ne serait, après tout, que la sanction du déclin relatif de l'économie des Etats-Unis, en particulier face à la montée en puissance de la Chine.

Le devenir du dollar est le sujet du dernier livre de Barry Eichengreen, professeur à l'université de Berkeley, en Californie, et l'un des meilleurs spécialistes des questions monétaires internationales, édité aux Etats-Unis le 7 janvier 2011.

Allocution d'ouverture : A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Intervenant : B. Eichengreen (Université de Berkeley, Californie).

La longue marche vers un régime monétaire multipolaire

"Après deux décennies d'éclipse, la réforme du système monétaire international figure de nouveau à l'ordre du jour. Une évolution vers un système monétaire multipolaire reposant sur le dollar, le renminbi et l'euro serait cohérente avec la transformation en cours de l'économie mondiale. Elle pourrait gommer certaines imperfections du (non) système monétaire international actuel, comme la rigidité de certains taux de change clés, l'asymétrie des ajustements de balances de paiements ou ce qu'il reste du dilemme de Triffin. Elle pourrait cependant exacerber d'autres défauts du système monétaire actuel, tels que la volatilité des taux de change ou le risque de "guerres des monnaies".

Enfin, certaines questions, comme la fourniture de liquidité mondiale, resteraient irrésolues. Ainsi, un régime multipolaire peut s'avérer le meilleur comme le pire des systèmes,

selon le degré de flexibilité des taux de change qui l'accompagne et selon le degré de coordination multilatérale".
La Lettre du CEPII, n° 308

Pour mieux comprendre les enjeux liés à la réforme du Système monétaire international, Agnès Bénassy-Quéré et Jean Pisani-Ferry ont livré leurs réflexions sur ce thème, dont les enjeux pour les acteurs économiques ne sont pas à démontrer, en précisant les points qui leur semblent faire consensus au sein des experts et ceux de désaccord.
Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII ; Club du CEPII), J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Coping with Agricultural Price Volatility

8 avril,
Paris.

The 2007-08 spike in commodity prices revived concerns about commodity price volatility. High-price episodes may jeopardize food security in some developing countries, and incur significant real income losses to many others, with potentially important economic and political consequences. In developed countries, price volatility appears problematic for farmers' incomes. These concerns led the French Presidency of the G20 to set "combating commodity price volatility" among its priorities.

Co-organisé par AgroParisTech, le CEPII et l'INRA, et en partenariat avec le Club du CEPII.

Is there a need for policy intervention to cope with agricultural price instability? If yes, what form could it take, and who should take the initiative? Addressing these policy questions first requires a better understanding of the recent trends in commodity price volatility and their drivers. Did volatility really increase recently? What role did stocks, bio-fuels and trade policies played? What are the links with financial markets?

This seminar combined different views on these questions. The stakes were first spelt out from a policy point of view. Researchers then shared their views about the way economic studies can contribute to this debate. A roundtable gathering academics, policy makers and practitioners of commodity markets wrapped up discussing what can be learnt from these different points of view.

Opening Comments: R. Toussain (AgroParisTech).

Session 1

Chair: J.-C. Bureau (AgroParisTech).

"Commodity Price Volatility as a Challenge to Policy makers", H. Durand (Presidency of the French Republic).

"Causes of and Possible Remedies to Price Volatility", B. Wright (University of California, Berkeley).

"Has Volatility Increased, and What Did International Coordination Achieved?", C. Gilbert (University of Trento).

23 mai,
Paris.

Symposium co-organisé par le Centre d'analyse stratégique, l'université Paris-Dauphine, le CEPII, le Shanghai Advanced Institute of Finance.

Session 2

Chair: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

“Can and Should Trade Policies Be Used to Manage Price Instability?”, S. Jean (INRA, CEPII).

Roundtable - “What Should and Can Be Done to Cope with Price Instability?”.

Speakers: C. Gilbert (University of Trento, University of London), D. Marteau (ESCP), F. Luguénot (InVivo), E. Vieillefond (Autorité des Marchés Financiers), B. Wright (University of California, Berkeley).

Growth and Global Imbalances – Chinese and European approaches

Since the economic and financial crisis, the scope and dimension of Sino-European relations have deepened. Indeed, not only do China and the European Union have important trade relations but they also now have a common interest in promoting a dynamic, sustainable and balanced development of the global economy.

The objective of this symposium was to consider the modalities of further cooperation between China and the countries of the European Union in three areas: the correction of global imbalances, financial regulation and openness to foreign investment. For each of these themes, the symposium provided an opportunity for European and Chinese officials, scholars and business representatives to have extensive discussions on issues relating to the financing of economies.

Opening session: V. Chriqui (Centre d'analyse stratégique), L. Batsch (University Paris-Dauphine), C. Chang (Shanghai Advanced Institute of Finance).

Session 1 – Global Imbalances and International Monetary Order

Chair: C. Destais (CEPII)

Speakers: C. Chang (Shanghai Advanced Institute of Finance), Z. Darvas (Institute of Economics of the Hungarian Academy of Sciences), F. He (IWEF, Chinese Academy of Social Sciences - CASS), H. Reisen (OECD).

Session 2 – Financial Stability and Forthcoming Regulation: Matching Overall Governance Rules with Sectorial Business Peculiarities

Chair: A. Raynouard (University Paris-Dauphine).

Speakers: P. Bourke (University College Dublin), G. Pauget (Amundi, University Paris-Dauphine, Beijing University), O. Ramond (University Paris-Dauphine), H. Yan (Shanghai Advanced Institute of Finance, Shanghai Jia-Tong University).

Session 3 – Foreign Direct Investments and Technological Transfer

Chair: V. Chriqui (Centre d'analyse stratégique).

Speakers: O. de Clermont-Tonnerre (Bluestar), G. de Mareuil (Shanghaiinvest Ltd, AllBright Law Offices), F. Nicolas (IFRI), F. Quentin (Huawei Technologies France), Z. Wang (Research Institute for Multinationals).

Concluding remarks: B. Cœuré (Directorate General of Treasury, French Ministry of Economics, Finance and Industry).

After the Collapse, the Reshaping of Trade

25-26 mai,
Paris.

25 mai

Welcome address: C. Pfister (Banque de France).

Opening lecture: Can Africa Benefit from the Trade Rebound?, F. Bourguignon (PSE G-MonD).

En partenariat avec Banque
de France,
PSE G-MonD.

Session 1 - Is the Crisis of Trade Over?

Chair: C. Pfister (Banque de France).

"Asymmetry in Trade Collapse and Trade Recovery Factors", L. Tesar (Michigan University), A. Levchenko.

"How Does Trade Evolve in the Aftermath of Financial Crises?", A. Abiad, P. Mishra (IMF), P. Topalova.

"Is the Pre-Crisis Model of South Export-Led Growth over?", D. Tagliani (World Bank).

General discussion introduced by M. Bussière (Banque de France).

26 mai

Session 2 - Developed Countries Back to Growth?

Chair: G. Capelle-Blancard (CEPII).

"Recovery and Beyond: Lessons for Trade and Competitiveness", F. di Mauro (ECB).

"Rebalancing the Global Economy: a Primer for Policy Making", B. Hoekman (World Bank).

"Global Rebalancing with Gravity: Measuring the Burden of Adjustment", J. Eaton (Penn State).

General discussion introduced by T. Mayer (Sciences Po, CEPII).

Lecture: "The 2008-2009 Trade Collapse in Historical Perspective", K. O'Rourke (Trinity College).

26-27 mai,
Paris

Organisé par le réseau RIEF
(Research in International
Economics and Finance).

CEPII : partenaire réseau.

Session 3 - Reshuffling of Trade in Favor of Emerging Countries

Chair: T. Verdier (PSE).

"The Vulnerability of Sub-Saharan Africa to the Financial Crisis: the Case of Trade", N. Berman (HEI), P. Martin (Sciences Po).

"Multilateral Trade Liberalisation and the Gains for Emerging Countries", Y. Decreux (ITC), L. Fontagné (PSE-Paris 1, CEPII, Banque de France).

"Is Protectionism on the Rise? Assessing National Trade Policies during the Crisis of 2008", A. Nicita (UNCTAD).

General discussion introduced by F. van Tongeren (OECD).

Round table

Chair: M. R. Abbing (CPB).

Speakers: M. Bacchetta (WTO), F. Besson (Direction générale du Trésor), L. Cernat (European Commission, DG Trade), W. van der Geest (former ITC), S. Guichard (OCDE), P. Jacquet (AFD), R. Rancière (PSE).

XIth Doctoral Meetings in International Trade and International Finance

26 mai

Welcome Speech: F. Bellone

Parallel Session I

I.1. Macro/Finance 1: International Macro and Monetary Policies

Chair: J. Héricourt.

"Eurozone Stock Market Reactions to Unexpected ECB Monetary Policy Announcements", F. Labondance (Louvain School of Management and FUCaM, Université Grenoble II).

"A Monetary Theory of International Reserves", G. Pina (Universitat Pompeu Fabra).

"Monetary Policy and the Dutch Disease in a Small Open Oil Exporting Economy", M. T. Benkhodja (Université Lyon 2, GATE-CNRS).

I.2. Trade 1: Commercial Policies and Developing Countries

Chair: M. Olarreaga.

"Indian Antidumping Policy and its Impact on the Markups of Domestic Firms", C. Viegelahny (IRES, Université catholique de Louvain).

"Trade Creation and the Status of FTAs – Empirical Evidence from East Asia", F. Mölders (DIW Berlin).

"Export Diversification: Does the Choice of the Trading Partner Matter?", J. Regolo (University of Geneva).

Parallel Session II

II.1. Macro/Finance 2: Globalization, Corporate Finance, Capital Flows

Chair: O. Bruno.

"Corporate Governance, Value and Performance of Firms: New Empirical Results on Convergence from a Large International Database", Y. Qu (University of Nice Sophia Antipolis, GREDEG-CNRS).

"The Survival of Venture Capital Backed Companies", S. Pommet (University Nice Sophia Antipolis).

"Venture Capital in Bank and Market Based Economies", A. Saillard (University of Paris I Panthéon-Sorbonne, PSE).

"The Non-Monetary Side of the Global Disinflation", M. Sy (Paris School of Economics - PSE).

II.2. Trade 2: Trade, Labor and Factor Movements

Chair: D. Mirza.

"How Bad is Globalization for Labor Standards in the North?", A. Donado (University of Würzburg).

"Wage Discrimination and Trade Openness", S. Ben Yahmed (GRE-QAM, Université de la Méditerranée).

"Flip Side of the Pollution Haven: do Export Destinations Matter?", S. Batrakova (University College Dublin).

"Migration and the Margins of International Trade", S. Hiller (Aarhus University).

Parallel Sessions III

III.1. Macro/Finance 3: International Finance: Risk, Volatility and Debt

Chair: P. Andrade.

"Downside Risk of Carry Trade", V. Dobrunskaya (London School of Economics, Center for Advanced Studies of Higher School of Economics).

"An Exploration on Volatility across India and Some Developed and Emerging Equity Markets", P. Mukherjee.

"Heterogeneous Agents in the FX Market: a Matter of Time Horizon?", S. Béreau (CREST-INSEE, EconomiX - Université Paris-Ouest, CES-KUL Leuven).

"Revisiting Indicators of Public Debt Sustainability: Capital Expenditure, Growth and Public Debt in India", A. Bhatt (Universita di Roma Tor Vergata).

III.2. Services and FDI

Chair: M. Crozet.

"Asymmetries in Transportation Costs: a Quasi-Natural Experiment in the Italian Air Transportation Sector", E. Iacorossi (University of Rome, Tor Vergata).

"Distance Measurement and FDI Motivations in Services", A. Guillin (University College Dublin, Paris School of Economics, University of Paris 1).

"Portfolio Diversification and the Cross-Sectional Distribution of Foreign Investment", A. Tabova (Duke University).

"Does Origin of Foreign Direct Investment Matter?", A. Corcoran (Geary Institute University College Dublin).

Plenary Lecture : "Productive Cities: Sorting, Selection, and Agglomeration", F. Robert-Nicoud.

27 mai

Plenary Lecture : "Credit Supply and the Price of Housing", J. Imbs.

Parallel Sessions IV

IV.1. Trade and Finance: the Role of Firm Heterogeneity in Trade and Finance

Chair: N. Coeurdacier.

"International Trade Theory with David and Goliath! Trade Under Oligopolistic Competition in the Presence of a Competitive Fringe", M. Parenti (Paris School of Economics, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

"When Do Firms Prefer Trade Credit over Bank Credit in International Trade?", M. Engemann (University of Munich).

"Solving the Trade Credit Puzzle: How Trade Credits Foster International Trade", K. Eck (University of Munich).

"Investing across Borders with Heterogeneous Firms: Do FDI-Specific Regulations Matter?", S. Wagle (Australian National University).

IV.2. Trade 4: Economic Geography, Spillovers and Innovation

Chair: F. Mayneris

"Chinese Networks and Tariffs Evasion", R. Lorenzo (Graduate Institute, Geneva).

"Agglomeration Economies in Academic Research", C. Bosquet (GRE-QAM) & T. Jeppesen (University College Dublin).

"The Innovativity of Global Firms: Evidence from French Manufacturers", A. Gazaniol (University Paris-Dauphine).

Concluding Remarks and Announcement of Next Year's Conference.

Emerging Economies

5 juillet,
Paris.

Atelier co-organisé
avec PSE (G-MonD).

This international workshop aimed at confronting recent works on the role of emerging economies in the recent years. The increasing importance of developing countries in the world economy has recently drawn the attention of theoretical and applied economists, particularly concerning its implications in terms of economic growth, export patterns, labor markets and structural policies. This workshop intended to open up the discussion on (i) the characteristics and determinants of labor markets in emerging economies, (ii) the effects of India's structural reforms on manufacturing firms' performance and (iii) the macro and microeconomic determinants of China's economic growth and export boom.

Welcome address: A. Bénassy-Quéré (CEPII).

Session 1 - Assessing the impact of globalization

Chair: R. Barrell (World Economic Forecasting, NIESR).

"Routinization-Biased Technical Change, Globalization and Labor Market Polarization: Does Theory fit the facts?", J. Jung and J. Mercenier (Université Panthéon-Assas, G-MonD).

"Foreign Bank Presence and its Effect on Firm Entry and Exit in Transition Economies", O. Havrylchuk (CEPII).

Session 2 - Structural Reforms and Manufacturing Firms Performance in India

Chair: G. Ottaviano (Bocconi University).

"Services Reform and Manufacturing Performance: Evidence from India", J. Arnold (OECD), B. Javorcik, M. Lipscomb & A. Mattoo.

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter", M. Bas and A. Berthou (CEPII).

7 septembre,
Paris.

A l'occasion de la
parution de l'ouvrage
L'économie mondiale 2012,
Coll. Repères, La Découverte.

Session 3 - The Micro-determinants of the Export Performance in China

Chair: P. Martin (Sciences Po).

"Weighing China's Export Basket: An Account of the Chinese Export Boom, 2000-2007", R. Upward, Z. Wang (University of Nottingham) and J. Zheng.

"Export Performance of China's Domestic Firms: the Role of Foreign Export Spillovers", F. Mayneris & S. Poncet (Université Paris 11, CEPII).

Session 4 - Global Imbalances, Economic Growth and Financial Markets

Chair: F. Giavazzi (Bocconi University).

"Rebalancing Growth in China: An International Perspective", A. Bénassy-Quéré (CEPII), B. Carton (CEPII) & L. Gauvin.

"Financial Liberalization: Efficiency Gains and Black-Holes", A. Tornell & R. Rancière (PSE).

Concluding remarks : C. Destais (CEPII).

L'économie mondiale 2012

Allocutions d'ouverture : H. Baïssas (Ubifrance), A. Chevallier (CEPII).

Session 1 - Etats-Unis, Europe : que peuvent faire les politiques économiques ?

Président de séance : C. Destais (CEPII).

Intervenants : P. d'Arvisenet (BNP-Paribas), J. Couppey-Soubeyran (Université Paris 1, Conseil d'analyse économique), J. Mistral (IFRI).

Session 2 - Crise et avenir de la zone euro

Président de séance : G. Capelle-Blancard (CEPII).

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII), C. Lequesne (CERI).

Session 3 - Compétitivité : "obsession dangereuse" ou nécessaire ?

Président de séance : M. Crozet (CEPII).

Intervenants : D. Ferrand (COE-Rexecode), G. Gaulier (Banque de France, CEPII).

Réformer le Système Monétaire International

Inscrite au rang de ses priorités par la présidence française du G20, la réforme du SMI a fait l'objet de deux rapports à l'automne 2011. C'est à l'occasion de la publication de ces rapports que Bruegel, le CAE et le CEPII ont organisé un Point Presse en collaboration avec le Club du CEPII.

Le 99ème rapport du Conseil d'analyse économique offre trois contributions d'économistes reconnus sur les pistes d'évolution et de réforme du système monétaire international - l'un des chantiers ouverts par la présidence française du G20.

La réforme du SMI se justifie pour au moins deux raisons.

La première tient aux liens étroits qu'entretiennent les déséquilibres monétaires (instabilité des taux de change, déséquilibres persistants des balances courantes, accumulation excessive de réserves, retournements brutaux des flux de capitaux) et les déséquilibres financiers (bulles spéculatives, emballement ou rationnement du crédit, crises bancaires, crises d'illiquidité, ...). Cela signifie que la réforme de la régulation financière doit nécessairement s'accompagner d'une réorganisation du système monétaire international afin que soient mis en place des mécanismes garantissant une fourniture coordonnée et suffisante de liquidité internationale et une meilleure adéquation des taux de change aux fondamentaux.

La seconde raison tient à la nécessité d'adapter le SMI à une économie mondiale dont le centre de gravité s'est déplacé avec la montée en puissance des grands pays émergents tels que la Chine. Le SMI hégémonique centré sur le dollar ne convient plus à la multipolarité croissante de l'économie mondiale. La transition qu'il s'agit d'encourager est donc celle vers un SMI plus multipolaire. Cette transition est souhaitable mais n'est pas sans dangers. D'où la nécessité de la réflexion approfondie sur les chemins à prendre proposée dans ce rapport.

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII), C. de Boissieu (Conseil d'Analyse Economique), P.-O. Gourinchas (Université de Berkeley), J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Les transformations de la mondialisation

Le monde de l'après-crise se présente comme profondément transformé. La crise a accéléré le basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers les grandes économies émergentes ; elle a fait bondir le montant des dettes publiques dans les pays avancés et a aussi modifié la notion d'actif sans risque ; elle bouleverse les équilibres monétaires et les flux de capitaux, remettant en cause les équilibres passés entre ouverture financière, régimes de change et indépendance monétaire. Elle teste, enfin, la solidité des institutions européennes, impose la notion nouvelle de solidarité et oblige les Etats membres à renforcer leur intégration.

9 septembre,
Paris.

Point Presse
co-organisé avec Bruegel,
le CAE et le Club du CEPII

20 octobre,
Paris.

Colloque Groupama Asset
Management, CEPII et CIREM

Ces évolutions en cours posent de nombreuses questions fondamentales sur le régime de la croissance mondiale : les puissances émergentes sont-elles en mesure de prendre le relais des Etats-Unis comme moteur de la croissance mondiale ? L'épargne mondiale sera-t-elle suffisante pour financer tout à la fois les déficits publics, la croissance des entreprises et la lutte contre le changement climatique ? La nouvelle régulation financière ne risque-t-elle pas de désavantager les investissements de long terme ? La croissance mondiale et les équilibres sociaux ne vont-ils pas rapidement buter sur le renchérissement inexorable de l'énergie et des matières premières ? Le système monétaire et financier saura-t-il promouvoir une croissance régulière ?

Ces questions de fond, dont nombre sont à l'agenda du G20 cette année, ont fait l'objet de deux tables rondes, l'une pour mettre en évidence les grandes forces de changement de l'économie mondiale, l'autre pour discuter les évolutions possibles du système monétaire international.

Introduction : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Table ronde 1 – Forces de changement dans l'économie mondiale

L'après-crise se caractérise par un écart accru entre la croissance des pays développés et celle des pays émergents. Cela signifie un rattrapage accéléré des niveaux de vie occidentaux. Mais la réalisation de cette tendance fondamentale dans un régime de croissance mondiale soutenable implique des changements structurels à hauts risques que la table ronde examinera en distinguant plusieurs questions :

- La croissance occidentale ne peut plus supporter le rattrapage du reste du monde dans un modèle de croissance extravertie et polarisée par les exportations vers l'Occident. Quelles évolutions des échanges internationaux sont-elles induites par un modèle de croissance des grands pays émergents plus autocentré à la fois dans les échanges commerciaux et dans l'intégration financière internationale ? Formation de zones économiques régionales ? Poids croissant des échanges financiers entre les pays émergents ? Exportations de capitaux par les grandes firmes des pays émergents modifiant considérablement la problématique des déséquilibres globaux ?
- Le retour des raretés est une caractéristique de l'économie mondiale au moins pour ce demi-siècle. L'adaptation du capitalisme à ces contraintes est un défi majeur. La hausse tendancielle des prix relatifs de toutes, ou d'une partie, des matières premières, accompagnée d'une forte volatilité, est-elle avérée ? La prise en charge de la qualité de l'environnement comme un bien public par la reconnaissance d'une valeur sociale du carbone ne pourra plus longtemps être éludée. Quelles conséquences pour les choix d'allocation stratégique des investisseurs ? Comment le système financier pourra-t-il accommoder ces changements ?
- La régulation financière est-elle à la hauteur des changements nécessaires dans les finalités et les modes de fonctionnement de la

finance pour assumer les défis de l'investissement à long terme lié aux contraintes des ressources et de l'environnement ? Quelle combinaison de réformes des systèmes financiers nationaux et de règles internationales pour réorienter la finance vers le long terme et préserver la globalisation ?

➤ La croissance mondiale peut aujourd'hui s'appuyer sur une épargne agrégée particulièrement abondante du fait de l'importance des générations épargnantes. Cette situation est cependant appelée à évoluer, alors même que la part de l'épargne mondiale ponctionnée par les Etats est en forte croissance. Les entreprises vont-elles se trouver en difficulté pour financer leur croissance ?

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Intervenants : L. Fontagné (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, PSE, CEPII), O. Garnier (Société générale), C. Loupias (Université d'Evry, CEPII), V. Coudert (Banque de France, CEPII).

Table ronde 2 – Evolution du système monétaire international

Les problèmes évoqués plus haut dépassent très largement la focalisation comptable sur les balances courantes et les taux de change. Les forces qui remodelent l'économie mondiale vont faire évoluer le SMI. La seconde table ronde a tenté de répondre aux questions suivantes :

➤ Vers quelle configuration des devises le SMI va-t-il évoluer dans la décennie actuelle ? Le système sera-t-il plus capable de régler l'offre de liquidité internationale et d'absorber les déséquilibres macroéconomiques que le semi-étalon dollar qui a facilité l'accumulation des déséquilibres avant la crise ? Se dirige-t-on, au contraire, vers davantage de conflits monétaires ?

➤ Quelle gouvernance minimale pour que le SMI contribue à endiguer le risque systémique et à éviter la persistance de discordances majeures dans les politiques économiques ? Quelles missions du FMI qui lui redonnent son rôle originel d'institution monétaire mondiale ? Quel remodelage des pouvoirs et des capacités de décision au sein de l'institution ? L'émission d'un actif de réserve ultime qui ne soit la dette d'aucun pays est-elle souhaitable, voire indispensable ? Finalement, une coordination est-elle envisageable sur les mouvements de capitaux et sur les politiques monétaires ?

Président : F. Ailhaud (Groupama AM, CIREM).

Intervenants : M. Aglietta (Université Paris-Ouest Nanterre, CEPII, Groupama AM), L. Berrebi (Groupama AM), S. Vallée (BNP Paribas), A. Bénassy-Quéré (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CEPII), L. J. Ostry (FMI).

24 octobre,
Paris.

En partenariat avec le CEPII,
l'OCDE,
l'Université de Lille (Equipe),
la Fondazione Rodolfo de
Benedetti,
l'Université catholique de
Louvain (IRES),
l'Université du Luxembourg.
Table ronde en partenariat
avec le Club du CEPII.

Immigration in OECD Countries, Fiscal Impact and Public Opinion

In the absence of migration, there will be 30 percent more exits than entries to the working-age population of high-income OECD countries in the year 2020. Immigration, in conjunction with policies such as better mobilization of domestic human resources, is one way to help alleviate the labor shortages that will result from these demographic trends. Indeed, prior to the crisis, many OECD countries had already taken measures to facilitate labor migration, and these policies were one of the driving forces behind the growth in international migration until 2008. Yet public opinion in many countries does not seem readily accepting of more labor immigration, as evidenced by the rise of anti-immigrant parties. One of the central elements shaping public opinion on migration is the fiscal impact of immigration, and in many countries there is a debate about the links between migration and the welfare state.

In this context, the conference aimed at shedding some new light on these important issues shaping migration policy – the fiscal contribution of migrants, public opinion on migration, and the links between the two.

The morning session looked at the empirical evidence regarding the fiscal impact of immigration, starting with in-depth country studies from France, Italy and Scandinavia. These will then have been put in the broader international perspective, to highlight both cross-country differences and common challenges.

The afternoon session discussed the links between the fiscal impact of migration – not only the actual impact, but more so the perceived impact – and public opinion on migration, based on novel empirical evidence.

Against this background and the looming labor shortages facing many countries, the conference concluded with a roundtable discussion on migration and public opinion in the context of labor shortages, gathering senior representatives from employers and trade unions, the European Commission and the press.

Welcome address : C. Destais (CEPII), J.-P. Martin (OECD).

Keynote Speaker : A. Razin (Cornell University & Tel Aviv University).

Session 1 – Fiscal Impact of Migration on Host Countries

Countries approach

Chairman/discussant: H. Jayet (Université Lille 1).

“Impacts of Immigration on Aging Welfare-State: An Applied General Equilibrium Model for France”, Xavier Chojnicki (CEPII, Equipe, Université Lille 2), L. Ragot.

“The Significance of Immigration for Public Finance in Denmark”, E. Wadensjö (Swedish Institute for Social Research SOFI Stockholm University).

“The Use of Welfare by Migrants in Italy”, M. Pellizari (Università Bocconi).

Comparative approaches

Chairman/discussant : F. Docquier (National Fund for Scientific Research FNRS, Université Catholique de Louvain, IRES).

“Fiscal Impact of Migration in OECD Countries: Overview and First Results”, T. Liebig (OECD).

“Unemployment Benefits and Immigration: Evidence from the EU”, M. Kahanec (Central European University in Budapest, IZA).

Session 2 – Fiscal Impact and Public Opinion

Chairman/discussant: S. Scarpetta (OECD).

“Beliefs and Preferences about Immigration: Heuristic vs. Systematic Judgment”, G. Spielvogel (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), J. Héricourt.

“Immigration, Wages and Compositional Amenities”, C. Dustmann (University College London).

“Open to Goods, Closed to People”, G. Facchini (Erasmus University Rotterdam & University of Milan).

Round table – Public Opinion and Immigration in the Context of Labour Needs

Chair: J.-P. Martin (OECD).

Speakers: J. Evans (OECD), J. Hénard (Conseil européen des relations étrangères, Sciences Po Paris, France Culture), P. Legrain (Commission européenne), A. Razin (Université de Cornell, Université de Tel Aviv).

G20 : Bilan de la présidence française et enjeux de la présidence mexicaine

Avant même la crise, le manque de représentativité du G7/G8 était devenu une évidence et la France avait pour projet d’élargir ce groupe à la faveur de sa présidence en 2011. La crise a précipité ce dessein et c’est dans un format proche de celui dans lequel les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales se réunissaient depuis 1999, le G20, que les chefs d’Etats et de gouvernement se sont alors retrouvés.

Dans un premier temps, il s’agissait d’associer les grands pays émergents à la recherche de solutions coopératives pour sortir de la crise

15 novembre,
Paris.

Colloque co-organisé
avec le CERI.
En partenariat avec
le Club du CEPII
et avec le soutien
du Ministère des Affaires
étrangères et européennes.

financière alors à son paroxysme. Si la contribution spécifique de ces derniers a été relativement modeste, les résolutions prises à Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009), et dans une moindre mesure, déjà, à Pittsburgh (septembre 2009), ont contribué à endiguer les tentations protectionnistes, coordonner les politiques de soutien budgétaire à la croissance et impulser la refondation de la régulation financière sur des bases plus coopératives. Prises dans leur ensemble, elles ont certainement aidé à éviter que la crise financière ne se résolve en dépression économique.

Depuis le sommet de Pittsburgh, des difficultés croissantes sont toutefois apparues pour transformer le G20 du comité de crise qu'il était à ses débuts en un comité de pilotage de l'économie mondiale chargé de la coordination des politiques macroéconomiques et de la réduction des déséquilibres commerciaux et financiers mondiaux. Aussi, les sommets de Toronto (juin 2010) et de Séoul (novembre 2010) ont-ils été en deçà des attentes initiales.

Les défis que doit relever la France à l'occasion de sa présidence n'en sont que plus lourds. Il s'agit pour elle de montrer, à l'occasion du sommet de Cannes, les 3 et 4 novembre 2011, que le G20 reste le forum adéquat à la fois pour faire avancer les chantiers sur lesquels il s'est déjà engagé et pour obtenir une percée sur les thèmes qu'elle a souhaité présenter comme prioritaires : a) la réforme du système monétaire international et la stabilisation des prix des produits agricoles, des matières premières et des énergies fossiles ; b) apporter des solutions concrètes aux problématiques du développement.

* * *

L'objectif de cette conférence a été d'éclairer ces tendances à partir d'analyses de spécialistes et d'instaurer un échange entre ces derniers et les participants. Elle s'est adressée aux praticiens et aux acteurs économiques mais aussi à l'ensemble des acteurs sociaux intéressés par la mondialisation. Ont été en particulier abordés le bilan de la présidence française et les priorités pour la présidence mexicaine de 2012 et la question de la complémentarité ou de la concurrence entre le G20 et les organismes internationaux.

Accueil et bienvenue : A. Bénassy-Quéré (CEPII), C. Lequesne (CERI-Sciences Po).

Allocution d'ouverture : X. Musca (Présidence de la République, présidence française du G20).

Session 1 - Le G20 après Cannes. Perspectives croisées franco-mexicaines.

Sous la présidence de C. Destais (CEPII).

Intervenants : B. Cœuré (Direction générale du Trésor), A. Bénassy-Quéré (CEPII, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), A. Hernandez Delgado (Instituto Tecnológico Autónomo de México ITAM), G. Ramos (OCDE, G20).

Discutant : P. Martin (Sciences Po).

Session 2 - Le G20 et l'ordre mondial, entre légitimité et efficacité.

Sous la présidence de C. Lequesne (CERI Sciences Po).

Intervenants : K. Postel-Vinay (CERI Sciences Po), N. Woods (Oxford University), Z. Laidi (Sciences Po).

Discutant : J. Sgard (Université Paris-Dauphine, Sciences Po).

Allocution de clôture : C. Masset (Ministère des Affaires Etrangères et Européennes).

Eurozone Crisis and Global Economic Governance

9 & 10 décembre,
Seoul

9 décembre

Opening Comments : K. Tae-Joon (KIF).

Welcoming Remarks : M. Kawai (ADBI).

Keynote : J.-K. Choi (MOSF-Korea).

Session 1 – Global Economic Slowdown & Debt Sustainability in the US, Europe & Japan

Chair : Y. C. Park (Korea University).

Speakers : S. Momigliano (Bank of Italy), J. Saito (Japan Cabinet Office), J. Kirkegaard (Peterson Institute).

Discussants : P. Morgan (ADBI), L. Zhang (Beijing Central University of Finance and Economics).

Session 2 – Euro Zone Crisis and Its Impact on Asia

Chair : D. Vines (Oxford University, CEPR).

Speakers : J. Pisani-Ferry (Bruegel), H. Huang (CICC), T. Ito (University of Tokyo).

Discussants : Y. Yu (IWEF, CASS), K.-Y. Yoo (MOSF-Korea), M. Lamberte (ADBI).

Luncheon Session

Keynote speaker : C. Kyungho (Financial Services Commission, Korea).

Session 3 – Reform of the International Monetary System

Chair : F. He (IWEF, CASS).

Speakers : A. Bénassy-Quéré (CEPII), M. Kawai (ADBI), Gongpil Choi (KIF).

Conférence
Asia Europe Economic Forum.
Organisé en collaboration
avec le Korean
Institute of Finance.

Discussants : Y. C. Park (Korea University), J. Pisani-Ferry (Bruegel), L. Zhang (Beijing Central University of Finance and Economics).

Session 4 - G20: Assessment and Future Prospects

Chair : J.-W. Lee (Office of the President of Korea).

Speakers : D. Vines (Oxford University and PEGGED), J.-B. Shin (MOSF-Korea).

Discussants : C. Rhee (ADB), F. He (IWEF, CASS), S. Momigliano (Bank of Italy).

Conference Dinner

Keynote Speaker : K. Ido (Bank of Japan).

10 décembre

Session 5 – Prospects of the Chinese Economy

Chair : Takatoshi Ito (University of Tokyo).

Speakers : Y. Yu (IWEF, CASS), C. Y. Rhee (ADB), S. Vallée (BNP-Paribas, Bruegel).

Discussants : A. Bénassy-Quéré (CEPII), M. Lamberte (ADBI), M. Hosen (Nihon University).

Session 6 – Special Presentations on Prospects for Economic Cooperation between Asia and Europe

Chair : M. Kawai (ADBI).

Speakers : Y. Yu (IWEF, CASS), J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Lead Discussants : C. Y. Rhee (ADB), L. Zhang (Central University of Finance and Economics).

N.B. The AEEF gathers the following partners: Asian Development Bank Institute (Japan), Bruegel (Belgium), Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (France), the Chinese Academy of Social Sciences - CASS (China), DG ECFIN (the European Commission), Keio University (Japan), Kiel Institute for the World Economy (Germany), Korea University (Korea), PEGGED network (Politics, Economics and Global Governance: The European Dimensions) (UK).

B – ATELIER THÉMATIQUE**GROUPE D'ANALYSE DE LA MONDIALISATION**

(co-organisé par le Centre d'analyse stratégique, le CEPII et le CERI)

Monnaies, taux de change et mondialisation3 février,
Paris.Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation,*
n° 21.

Le terme de « guerre des monnaies » renvoie principalement à une période spécifique de l'histoire économique occidentale, celle des années 1930. Mais 2010 semble bien avoir consacré le retour de ces dévaluations compétitives, même si les causes de ce phénomène et les mécanismes en jeu divergent aujourd'hui par rapport au passé.

C'est la banque centrale chinoise, en appliquant un strict contrôle sur les entrées et sorties de capitaux, qui apparaît désormais comme le plus grand manipulateur de taux de change. La Réserve fédérale américaine (Fed) n'est nullement en reste, paraissant provoquer la réévaluation simultanée de toutes les autres monnaies vis-à-vis tant du dollar que du yuan. Face à cela, le système monétaire international (SMI) peine à absorber les surliquidités mondiales. Il semble même avoir contribué à emballer la machine. Des évolutions du SMI sont-elles encore envisageables ? Si oui, lesquelles précisément ? Quelles en sont les conséquences pour l'euro qui est pourtant la seule innovation monétaire internationale depuis quarante ans ? Comment interpréter les récentes offres de la Chine d'acheter des dettes souveraines ?

La question des taux de change a certes été abordée lors du G20 de Séoul en novembre dernier. Mais pour certains commentateurs l'esprit de coopération internationale bien présent au plus fort de la crise financière en 2008 et 2009 paraît s'essouffler. Peut-on encore progresser vers une monnaie mondiale ?

Les financiers ne sont pas les seuls à se préoccuper de ces évolutions. Les entreprises ont investi les marchés porteurs de croissance avec à la clé des techniques de couverture sur le dollar très évoluées. Face à ce nouveau paradigme, comment les industriels réagissent-ils ?

Plus largement, toute crise monétaire ne peut manquer de se doubler d'une situation de crise sociale et politique. La « guerre des monnaies » paraît devoir déboucher sur un chaos généralisé. Ou dit-elle quelque chose d'un nouvel « ordre du monde » ?

Discours d'ouverture par V. Chriqui, Directeur général du Centre d'analyse stratégique.

Avec, par ordre d'intervention :

M. Aglietta, Professeur d'économie et Conseiller au CEPII, "*La mutation du système monétaire international? Quelques perspectives économiques*".

30 juin,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 22.

M. Camdessus, Gouverneur Honoraire de la Banque de France, ancien Directeur général du FMI, "*Le rêve d'une monnaie mondiale*".

P.-A. Térésse, Directeur général finances de Danone, "*Quelles stratégies industrielles face à la dépréciation des monnaies ?*".

A. Orléan, Directeur de recherche au CNRS, Directeur d'études à l'EHESS et co-responsable du Master "Economie des Institutions" (EHESS Université Paris-Ouest Nanterre La Défense), "*Le rôle social et politique de la monnaie*".

Rendez-vous animé par A. Benassy-Quéré, Directrice du CEPPII, Professeur à l'université Paris-Ouest Nanterre et Professeur chargé de cours à l'École polytechnique.

L'avenir de la zone euro dans la mondialisation

Dix ans après sa création, l'euro a connu sa première crise majeure. Au-delà des turbulences financières internationales, cette crise révèle une fragilité directement liée à cette construction originale qu'est une union monétaire sans union politique. Si le diagnostic est aujourd'hui largement partagé – une discipline budgétaire insuffisante, une surveillance macroéconomique incomplète, une supervision bancaire trop décentralisée – les avis divergent sur les manières d'y remédier. Faut-il renforcer les règles et les sanctions ? Faut-il accomplir quelques pas supplémentaires dans la direction du fédéralisme ? Comment traiter le problème irrésolu du partage du fardeau des crises entre pays ainsi qu'entre secteur public et secteur privé ?

Gênés par la complexité des processus de décision, les gouvernements des Etats membres apparaissent parfois en retard sur le marché et en décalage par rapport à l'institution fédérale et indépendante qu'est la Banque centrale européenne. Pourtant, ils n'ont pas ménagé leurs efforts, du plan d'aide à la Grèce au futur mécanisme de stabilité financière, en passant par le Fonds européen de stabilisation financière. Ils se préparent aussi à un remodelage complet de la surveillance budgétaire et macroéconomique, dont les détails devraient être fixés en juin.

Cependant, les pays dont les finances publiques sont les plus éprouvées donnent encore des signes de fragilité. Le 16 mai 2011, l'Eurogroupe a accordé une aide supplémentaire au Portugal, 3ème pays à demander un plan de sauvetage depuis 2009, tandis que le FMI accordait des "facilités de caisse" supplémentaires à l'Irlande. Le débat reste entier autour de la dette grecque sur fond d'éventuelle restructuration et de demande pressante de privatisations. Dans ce contexte de divergences persistantes des économies nationales, l'économie allemande a aujourd'hui retrouvé son niveau d'avant la crise et peut vouloir s'imposer comme le modèle le plus efficace tandis que le rythme de la croissance française paraît s'accélérer. Que vaut dans ces conditions le paradigme d'une relation franco-allemande jouant un rôle d'entraînement de la zone ? Faut-il croire au scénario d'un noyau dur (via la fédéralisation) quand ce noyau pourrait connaître des difficultés à

soutenir l'activité des pays de la périphérie ? Une extension de cette même zone euro est-elle encore possible ? Comment éloigner le scénario de l'éclatement pur et simple et une dynamique de désintégration menaçant de défaire tout ce que l'Union européenne a accompli jusqu'à présent ?

"L' Eurosysteme" dont les référents renvoient avant tout à la sphère marchande a été bâti à l'origine comme indépendant de tous les pouvoirs. Compte tenu de la situation institutionnelle particulière de la zone euro, qui peut être en 2011 le garant de la "confiance hiérarchique" ? La crise n'a-t-elle pas de facto brouillé la frontière entre pouvoir monétaire et pouvoir politique ? Le Parlement européen, acteur renforcé par le traité de Lisbonne, entend faire pleinement entendre sa voix et peser sur le devenir de l'euro. Quel est le meilleur levier pour renforcer la légitimité démocratique de la zone euro et par là même la confiance des citoyens européens dans leur monnaie unique ?

Discours d'ouverture par V. Chriqui, Directeur général du Centre d'analyse stratégique.

Avec, par ordre d'intervention :

J. Delors, Président fondateur de Notre Europe, ancien président de la Commission européenne, *"La crise de l'euro, ou la relance du projet européen ?"*.

N. Valla, Directeur exécutif, responsable de la recherche macroéconomique à Goldman Sachs Paris, *"La crise de l'euro au prisme de la vision des marchés"*.

D. Schwarzer, Directrice du département de recherche sur l'intégration européenne au Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin (SWP), *"Le paradigme de la relation franco-allemande, moteur pour l'avenir de l'euro ?"*.

S. Goulard, Députée européenne (FR, ADLE) de la commission des affaires économiques et monétaires au Parlement européen, ancienne Présidente du Mouvement Européen – France, *"L'avenir de l'euro et l'exigence de démocratie"*.

Rendez-vous animé par : J. Quatremer, correspondant du journal *Libération* auprès des institutions européennes, auteur du blog *"Les Couloirs de Bruxelles"*.

Matières premières, métaux rares, ressources énergétiques : quel impact de la mondialisation ?

5 octobre,
Paris.

La croissance des pays émergents, et notamment de la Chine, engendre des besoins sans précédent en ce qui concerne l'énergie et les matières premières – d'où une grande volatilité des cours, touchant une vaste gamme de matières premières (métaux précieux, pétrole, gaz...), dont les gisements représentent, pour les pays qui les possèdent, une véritable rente. Il s'agit donc d'une question centrale pour l'économie

Publication : *Les Dossiers de la mondialisation*, n° 23.

mondiale, et ce d'autant plus qu'il faut aujourd'hui prendre en compte les effets de la transition écologique (raréfaction des ressources, maîtrise des émissions de gaz à effet de serre).

La présidence française du G20, outre le défi d'une production suffisante pour répondre aux besoins mondiaux, met l'accent sur la transparence des marchés et un encadrement des produits dérivés, pour l'énergie comme pour les matières premières. Un regain de tension, notamment géopolitique, entre Etats reste cependant prévisible : au-delà de la recherche de nouveaux gisements et des progrès technologiques permettant de surmonter l'épuisement possible des ressources, se pose en effet la question d'une régulation plus étroite et d'un niveau de coopération politique plus élevé que celui qui existe aujourd'hui. Cette coopération est-elle en mesure de favoriser une vision commune du développement économique dans les anciennes puissances industrielles, les pays émergents comme dans les pays en développement, concernés au même titre par ce défi ?

Enfin, cette rencontre du GAM a été également l'occasion de faire le point sur les « terres rares » - en fait des métaux indispensables à nombre de produits de haute technologie (téléphonie mobile, ordinateurs, appareils photo numériques...) -, dont la demande mondiale croît de plus de 10 % par an. Il s'agit désormais d'un secteur stratégique pour la croissance et pour l'emploi, ce d'autant que si des gisements existent un peu partout sur la planète, c'est aujourd'hui la Chine qui se taille la part du lion dans l'extraction de ces précieux métaux. L'Union européenne a annoncé être en train de constituer des stocks de terres rares pour réduire sa dépendance à l'égard de la Chine, tout en cherchant à s'approvisionner davantage en Amérique latine, en Afrique et même en Russie. Les Etats-Unis de leur côté ont décidé de reprendre l'exploitation de gisements délaissés depuis plusieurs décennies.

Discours d'ouverture par V. Chriqui, Directeur général du Centre d'analyse stratégique.

Avec, par ordre d'intervention :

P. Chalmin, Professeur des universités, Président-fondateur de CyclOpe, *"Volatilité des prix des matières premières : quelles causes, quelles solutions ?"*.

P. Geoffron, Professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, Directeur du CEDA, *"Du bon usage de la rente : focus sur les fonds souverains"*.

C. Hocquard, Géologue économiste des matières premières minérales au Bureau des ressources géologiques et minières à Orléans (BRGM), *"Les matières premières comme enjeu stratégique majeur : le cas des 'terres rares'"*.

L. Tubiana, Directrice de l'IDDRI, *"L'épuisement des ressources : comment y faire face ?"*.

Rendez-vous animé par : P. Defraigne, Directeur exécutif de la Fondation Madariaga à Bruxelles.

Le modèle social européen à l'épreuve de la mondialisation

7 décembre,
Paris.

Publication : *Les Dossiers
de la mondialisation*,
n° 24.

Par delà les spécificités des systèmes sociaux de chaque pays, l'Union européenne se caractérise par un niveau de protection sociale très élevé. Selon certains analystes il existerait un "modèle social européen", caractérisé notamment par un haut niveau de protection des personnes contre les aléas de l'existence, une implication active des représentants syndicaux et patronaux dans la régulation des conditions de travail et l'importance accordée à l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette thèse est contestée par d'autres, arguant des spécificités institutionnelles de chaque pays ainsi que de la prééminence des compétences nationales sur les compétences supranationales pour ce qui concerne le social, et plus encore la protection sociale.

Quelle typologie du modèle social européen peut-on établir aujourd'hui ? Des convergences apparaissent-elles entre les 27 Etats membres de l'Union européenne ou dans le cercle plus restreint des pays européens à haut niveau de protection sociale ?

Par ailleurs, les impératifs de concurrence et de compétitivité imposés par la mondialisation viennent ébranler ces modèles, menacés de surcroît dans plusieurs pays par la crise des dettes publiques. Alors qu'un très grand marché de consommateurs offre à l'Union européenne un potentiel immense, ses performances sont montrées du doigt, en particulier en ce qui concerne l'emploi. Quels sont actuellement les modèles européens les plus efficaces en matière de lutte contre le chômage ? Sont-ils transposables ?

A la contrainte externe de la globalisation s'ajoute en outre une contrainte interne résultant du vieillissement de la population européenne, menaçant l'équilibre futur des systèmes de protection sociale, compte tenu de la baisse du nombre d'actifs par retraité. Les signaux d'alerte sur les conséquences de cette nouvelle donne et de ce défi pour l'Union européenne ne manquent pas. Cela met en cause la philosophie des risques prévalant aujourd'hui dans les systèmes de protection sociale, la question de la démocratie sociale et des relations professionnelles, éléments consubstantiels à tous les grands modèles sociaux européens, mais également les systèmes de droit social, à tous les niveaux.

L'Europe a toujours cherché à concilier croissance économique et protection sociale. Pour certains acteurs, la gestion rigoureuse des deniers publics passe par la réduction du périmètre de la protection sociale et donc par une remise en cause du modèle social européen. D'autres privilégient à l'inverse les objectifs de réduction des inégalités, tout en insistant sur l'importance de l'accomplissement personnel et le respect de l'égalité des chances. Dans ces conditions, la question de la détermination d'un nouvel équilibre des droits et normes sociaux doit être posée.

Ouverture par P.-F. Mourier, Directeur général adjoint du Centre d'analyse stratégique.

Avec, par ordre d'intervention :

J.-P. Revauger, Professeur des Universités à Bordeaux III, "*Pluralité des modèles sociaux européens ou existence d'un seul modèle social européen ?*".

P. Pochet, Directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI) à Bruxelles, "*L'efficacité du ou des modèles sociaux européens en termes d'emploi*".

C.-E. Triomphe, Directeur du site metiseurope.eu, Délégué général de l'Association Travail, Emploi, Europe, Société ASTREES, "*La question démographique dans l'Union européenne : conséquences sur la philosophie des risques et la conception de la démocratie sociale dans les modèles sociaux européens*".

P. Verluise, Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), Directeur du site Diploweb.com, "*Quel modèle social européen pour l'avenir ?*".

Rendez-vous animé par : S. Moatti, Rédactrice en chef adjointe d'Alternatives économiques.

C – SÉMINAIRES "ACTUALITÉ" DU CEPII

11 février	"La situation économique en Tunisie et en Afrique du Nord", par A. Chevallier.
1 ^{er} mars	"La Chine : 2 ^{ème} puissance économique mondiale", par F. Lemoine, C. Destais & J. Fouré.
5 avril	"Les marchés des matières premières : l'augmentation des prix est-elle due à des facteurs réels ou financiers ?", par G. Capelle-Blancard & C. Gouel.
18 mai	"Compétitivité des exportations françaises", par A. Berthou & C. Emlinger.
7 juin	"Actualités des migrations en Europe", par M. Aleksynska, X. Chojnicki & L. Ragot.
23 septembre	"Les banques dans la tourmente", par G. Capelle-Blancard & C. Destais.
4 novembre	"From 'AAA' to AAAAAAAAAA !", par G. Capelle-Blancard.
18 novembre	"A quoi sert le G20 ?", par C. Destais et A. Bénassy-Quéré.
14 décembre	"Y aura-t-il une suite au protocole de Kyoto ?", par S. Monjon.

D – SÉMINAIRES INTERNES

"Ingénue", par B. Carton & A. Fortin.	13 janvier
"Does Importing More Inputs Raise Exports? Firm Level Evidence from France", par M. Bas & V. Strauss-Kahn.	27 janvier
"Comparative Advantage and Intra-industry Firms Performance", par M. Crozet & F. Trionfetti.	10 février
"Unemployment and Growth in the Host Country", par D. Coulibaly.	10 mars
"Contraintes financières et accès au crédit des firmes en Europe", par J. Roulleau.	17 mars
"Optimal Food Price Stabilization in a Small Open Developing Country", par C. Gouel & S. Jean.	24 mars
"Recyclage et externalités", par J. de Beir, M. Fodha & G. Girmens.	7 avril
"The Microeconomic Effects of India Banking Reforms on Economic Growth", par A. Berthou & M. Bas.	6 octobre
"Impossible Trinity Revised", par B. Carton.	27 octobre
"Soutenabilité budgétaire en présence de banques systémiques", par A. Bénassy-Quéré & G. Roussellet.	3 novembre
"The Different Impact of FDI North-South and South-South Wages", par M. Bas.	10 novembre
"The Determinants of International Mobility of Students", par L. Ragot.	24 novembre
"Les effets de la dépréciation de l'euro en utilisant une approche de simulation micro-macro", par R. Magnani.	8 décembre
"Quelle est la part du fardeau fiscal que les banques sont en mesure de répercuter sur leurs clients ?", par O. Havrylchych & G. Capelle-Blancard.	22 décembre

E – SÉMINAIRES "FORMATION CONTINUE EN ÉCONOMIE"

"La fuite des cerveaux dans la mondialisation", par F. Docquier, Professeur (Université catholique de Louvain, Belgique).	21 mars
"Agrégation et hétérogénéité en macroéconomie", par J. Imbs (Paris School of Economics).	16 mai
"VAR et cointégration", par C. Doz (Paris School of Economics).	21 juin
"Introduction aux modèles d'équilibre général calculable", par Y. Decreux (Centre du Commerce International, Genève).	16 décembre

RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

A – PETIT-DÉJEUNER

10 février,
Paris.

L'impact de la crise sur les fondamentaux de l'économie chinoise

En dépit de son impact brutal et profond sur les échanges internationaux, la crise ne semble avoir affecté le dynamisme de l'économie chinoise que de manière très transitoire. Pour autant, la trajectoire de cette dernière auparavant fondée sur l'investissement et le développement de ses exportations de produits manufacturés est aujourd'hui plus floue. Du point de vue de la demande, les interrogations portent principalement sur la place que sera amenée à jouer la consommation des ménages et des administrations et le rôle que jouera l'intégration économique régionale. Du côté de l'offre, c'est la dynamique des salaires (corrigés de l'inflation et de la productivité) qui suscite le plus de questions sur sa réalité, son ampleur et ses conséquences (inflation, compétitivité, capacité de l'économie à accommoder les chocs externes).

Président : C. Destais (CEPII, Club du CEPII).

Intervenant : P. Mongrué (Mission économique, Pékin).

Discutant : J.-F. Di Meglio (Asia Centre).

7 juillet,
Paris.

*Brain
Storming.*

Le point sur la crise de la zone euro

La crise de la dette souveraine en zone euro bouscule l'organisation de Maastricht : face à l'urgence et à la gravité de la situation, la clause de « non-renflouement » a été violée, la BCE a monétisé les dettes ; parallèlement, les pays en difficulté ont subi une véritable intrusion dans la conduite de leur politique économique. Toute l'architecture de la conduite des politiques économiques, de leur coordination et de leur surveillance est en cours de révision. Enfin, les Européens sont obligés d'inventer un schéma de partage des pertes en cas de rééchelonnement des dettes. L'Eurogroupe s'est réuni le 3 juillet pour finaliser le nouveau plan européen d'aide financière à la Grèce avec une participation « volontaire » du secteur privé dont les modalités sont en cours de discussion. La séance de travail proposée par le Club vise, d'une part, à tirer les implications des décisions du 3 juillet, évaluer les risques de contagion et plus généralement les perspectives des Etats membres en difficulté. Cette séance a été aussi l'occasion de faire le point sur les dispositifs de gestion de la crise (Fonds européen de stabilité financière, Mécanisme européen de stabilité financière) et sur la refonte de la gouvernance en zone euro (semestre européen, pacte Euro+, etc).

Débat introduit par : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII).

Où en est le système financier asiatique ?

16 septembre,
Paris.

Invité : A. Sheng (Fung Global Institute, Hong Kong, Commission de régulation des banques chinoises).

Ancien expert auprès de la banque centrale de Malaisie, de l'autorité monétaire de Hong Kong et de la Banque mondiale, Andrew Sheng a été le président (Chairman) du régulateur des marchés de Hong Kong de 1998 à 2005 et a dirigé la principale commission de l'organisation internationale des bourses de valeurs (OICV) en charge de déterminer les normes internationales que mettent en œuvre les régulateurs nationaux. Il enseigne dans les universités de Tsinghua (Beijing) et de Kuala-Lumpur. Son dernier livre a pour titre : "From Asian to global financial crisis: an Asian regulator's view of unfettered finance in the 1990s and 2000s" (Cambridge University Press – 2009). Andrew Sheng dirige également un think tank nouvellement créé à Hong Kong, le Fung Global Institute qui vise à produire des travaux innovants et utiles pour les entreprises sur l'économie mondiale en valorisant la perspective asiatique. Le FGI est partenaire de l'Université de Hong Kong, de l'IMD de Lausanne et de la MIT Sloan School of Management.

M. Sheng a évoqué notamment la situation du secteur financier en Chine (banques, développement de la place financière de Shanghai, risque immobilier...), l'internationalisation du renminbi et la dynamique d'intégration financière en Asie de l'Est et du Sud-Est (notamment dans le cadre de l'Asian Bond Markets Development Initiative).

Italie : le défi de la croissance

7 décembre,
Paris.

L'équation économique de l'Italie est assez différente de celle des autres pays de la zone euro confrontés à une crise de la dette souveraine. La compétitivité s'y est certes dégradée depuis l'introduction de l'euro mais dans une moindre mesure que dans les autres pays périphériques. La dette publique, très élevée, avait baissé à partir du milieu des années 1990 et a moins augmenté qu'ailleurs depuis le début de la crise. Le mal dont l'économie italienne souffre est plutôt un déficit chronique de croissance.

Pour mieux appréhender la complexité de cette situation, mieux comprendre si la crise de la dette souveraine actuelle est une crise de liquidité ou de solvabilité et explorer les marges de manœuvre du nouveau gouvernement Monti, le Club a demandé à Francesco Giavazzi, professeur d'économie au MIT et à l'Université Bocconi de Milan, où il a été en étroite relation avec Mario Monti, de venir partager avec ses adhérents son analyse sur la situation actuelle de l'Italie.

Introduction : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII).

Intervenant : F. Giavazzi (Université Bocconi – Milan, MIT, CEPII, NBER, CEPR).

Discutant : M. Aglietta (Université Paris-Ouest Nanterre, CEPII, Groupama AM).

16 février,
Paris.

En partenariat
avec le CEPII

11 octobre,
Paris.

B – DÉJEUNERS

La longue marche vers un régime monétaire multipolaire

"Après deux décennies d'éclipse, la réforme du système monétaire international figure de nouveau à l'ordre du jour. Une évolution vers un système monétaire multipolaire reposant sur le dollar, le renminbi et l'euro serait cohérente avec la transformation en cours de l'économie mondiale. Elle pourrait gommer certaines imperfections du (non) système monétaire international actuel, comme la rigidité de certains taux de change clés, l'asymétrie des ajustements de balances de paiements ou ce qu'il reste du dilemme de Triffin. Elle pourrait cependant exacerber d'autres défauts du système monétaire actuel, tels que la volatilité des taux de change ou le risque de « guerres des monnaies ». Enfin, certaines questions, comme la fourniture de liquidité mondiale, resteraient irrésolues. Ainsi, un régime multipolaire peut s'avérer le meilleur comme le pire des systèmes, selon le degré de flexibilité des taux de change qui l'accompagne et selon le degré de coordination multilatérale".
La Lettre du CEPII, n° 308

Pour mieux comprendre les enjeux liés à la réforme du système monétaire international, Agnès Bénassy-Quéré et Jean Pisani-Ferry ont livré leurs réflexions sur ce thème, dont les enjeux pour les acteurs économiques ne sont pas à démontrer, en précisant les points qui leur semblent faire consensus au sein des experts et ceux de désaccord.

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Université Paris-Ouest Nanterre), J. Pisani-Ferry (Bruegel Institute).

La réforme de la régulation financière en Europe

Invité : M. Barnier (Commissaire européen).

Ce déjeuner restreint a permis, d'une part, un échange approfondi sur la réforme de la régulation financière dans l'Union européenne engagée depuis 2008 avec celui qui en est un des principaux architectes et, d'autre part, d'évoquer les projets de la Commission en vue de parachever le marché intérieur, dont il a également la responsabilité. A n'en pas douter, il a permis aussi de faire le point sur la crise de l'euro avec un haut responsable de la Commission.

C – DÎNERS DÉBATS

« Les trente ans qui ont changé la Chine¹ »

19 mai,
Paris.

Invitée : C. Puel (Hebdomadaire Le Point, lauréate du prix Albert-Londres 1997).

Ce dîner restreint a été l'occasion d'avoir un échange autour de Caroline Puel et de confronter notre vision de la Chine avec sa connaissance approfondie de ce pays et son expérience de terrain. Comment expliquer l'impressionnante trajectoire ascensionnelle de l'économie chinoise ces trente dernières années qui lui a permis de devenir la deuxième puissance économique mondiale en 2010 ? C. Puel nous a aidés à mieux comprendre le dynamisme de la Chine, la trajectoire de son économie et sa place dans la mondialisation qui suscitent beaucoup d'interrogations parmi les acteurs économiques.

D – RÉUNIONS

G20 : réalisations et perspectives

10 janvier,
Paris.

Intervenants : O. Blanchard (Fonds Monétaire International - FMI, Washington), B. Cœuré (Direction générale du Trésor), He Fan (Institute of World Economics & Politics - IWEP, Chinese Academy of Social Sciences - CASS, Chine), Y. C. Park (Korea University), R. Tamaki (Ministère des finances, Japon).

Table ronde dans le cadre de la conférence Asia Europe Economic Forum (AEEF).

Renminbi : perspectives d'avenir

12 janvier,
Paris.

Bien que l'internationalisation de l'économie chinoise n'ait cessé de progresser au cours des trente dernières années, sa monnaie, le renminbi, est pleinement convertible pour les opérations commerciales et leurs revenus connexes.

Pour leur part, les flux de capitaux sont encore sous le contrôle du gouvernement pour les résidents chinois, mais les contrôles sur les non-résidents sont atténués et un marché *offshore* du renminbi se développe à Hong Kong.

Cette internationalisation croissante du renminbi, qui résultera de ces changements, influencera sans aucun doute le débat sur la réforme du système monétaire international.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII).

Intervenants : M. Aglietta (Université Paris-Ouest Nanterre, Groupama AM, CEPII), J. A. Frankel (Kennedy School of Government Harvard University), Y. C. Park (Center for East Asian Studies Korea University).

¹ *Les trente ans qui ont changé la Chine*, C. Puel, Editions Buchet Chastel, janvier 2011.

20 janvier,
Paris.

L'internationalisation des firmes européennes

Quels sont les déterminants de l'internationalisation des firmes françaises et européennes ? Comment ces entreprises réagissent-elles au cycle économique ainsi qu'à l'intégration croissante des marchés ?

Depuis 2008, le réseau européen FIGE (*European Firms in a Global Economy*) a permis de coordonner les efforts de plusieurs centres de recherche en Europe, afin de commencer à répondre à ces questions. Les études réalisées permettent de mieux comprendre le comportement des entreprises françaises et européennes dans ce contexte de globalisation croissante.

Cette séance du Club du CEPIL a été l'occasion de présenter les deux premiers rapports du groupe FIGE portant sur les déterminants de l'internationalisation des firmes européennes et les effets de l'adoption de l'euro. Une partie de la présentation s'est appuyée sur une étude récente portant sur la réaction des entreprises françaises au cours de la crise de 2009.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPIL, Club du CEPIL).

Intervenants : A. Berthou (CEPIL), L. Fontagné (Paris School of Economics-PSE), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CEPIL, Banque de France), T. Mayer (Sciences Po Paris, CEPIL, Centre for Economic Policy Research CEPR).

Discutant : D. Appia (Agence française pour les investissements internationaux AFII)

24 mars,
Paris.

En partenariat avec
EIEBG.

Les nouveaux « business models » Inde - Chine

Le développement international de grandes entreprises indiennes ou chinoises a ouvert un nouveau champ d'étude sur l'existence de nouveaux *business models* fondés sur des modes d'organisation et des pratiques managériales novateurs, notamment dans la gestion de l'innovation et des relations sociales.

Les *business models* indiens et chinois seraient plus complémentaires que concurrents et apporteraient un avantage compétitif supplémentaire aux économies de l'Inde et de la Chine.

Comment caractériser ces nouveaux modes de gestion ? Quels sont leurs points forts et leurs points faibles ? Comment s'adapter à cette nouvelle concurrence ? Pour répondre à ces questions, le Club du CEPIL a invité un spécialiste de la question, professeur à l'INSEAD, Soumitra DUTTA, et des responsables d'entreprises indiennes et chinoises qui ont apporté leurs regards croisés.

Président : J.-J. Boillot (Club du CEPIL, EIEBG).

Intervenants : S. Dutta (Roland Berger Chaired INSEAD), G. Nau (HCL Europe), C. Paquet (Huawei France), A. Richemond (ancien Vice-Président du service économique d'Arcelor Mittal).

France-Allemagne : l'impossible convergence ?

27 avril,
Paris.

Sur la dernière décennie, les performances de l'Allemagne sont sans conteste plus favorables que celles de la France en matière de finances publiques et de compétitivité.

Nous nous tournons donc naturellement vers nos voisins d'outre-Rhin pour essayer de mieux comprendre les facteurs à l'origine de ces divergences, voir comment les solutions qu'ils ont adoptées pourraient nous inspirer et si nous pourrions, au-delà, mettre en place une dynamique de recherche de solutions communes et parvenir à une véritable convergence entre nos deux économies.

A la suite de la publication du rapport public thématique de la Cour des comptes « Les prélèvements fiscaux et sociaux en France et en Allemagne » le 4 mars 2011, quatre experts ont présenté leurs analyses et points de vue sur les différences entre les deux pays, les réformes envisagées en France et les bénéfices à en tirer.

Président : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII).

Intervenants : P. Askenazy (CNRS-EHESS-ENPS-ENS, PSE, CEPRE-MAP), E. Dussoubs (Cour des comptes), C. Strassel (Cour des comptes).

Discutant : S. Kooths (Kiel Institute for the World Economy).

Le modèle suédois est-il transposable ?

29 avril,
Paris.

Confrontée à une crise financière sévère au début des années 1990, la Suède a su mettre en place les réformes nécessaires pour assainir son secteur financier et relancer son économie. Les solutions mises en œuvre alors ont servi de référence pendant la crise de 2008-2009 qui l'a par ailleurs peu affectée.

Aujourd'hui, des finances publiques saines et de bonnes prévisions de croissance devraient permettre à la Suède de faire face à son vieillissement démographique.

Une présentation du dernier rapport économique de l'OCDE sur la Suède a été suivi, d'une part, d'une analyse sur l'ajustement et la consolidation budgétaires en Suède et, d'autre part, d'une réflexion sur les enseignements que les pays européens peuvent en tirer.

Sous le haut patronage de Son Excellence Monsieur G. Lund, Ambassadeur de Suède en France.

Président : C. Destais (CEPII, Club du CEPII).

En partenariat avec
l'Ambassade de Suède.

13 mai,
Paris.

En partenariat avec le
FMI.

28 juin,
Paris.

En partenariat avec la
chaire EPPP IAE Pan-
théon-Sorbonne.

Intervenants : F.-X. Chauchat (Gavekal), J. Henriksson (NASDAQ OMX Stockholm, Former State Secretary Ministry of Finance), S. Jamet (OCDE).

Perspectives économiques régionales pour l'Europe

La reprise en Europe s'affermi même si des risques de rechute persistent. La demande intérieure, si elle se renforce dans les économies européennes avancées, reste faible dans la périphérie de la zone euro.

Face à la charge de la dette souveraine et à la fragilité du système bancaire, les décideurs doivent sans tarder mettre en place des réformes structurelles, consolider leurs finances publiques et renforcer le système financier. Quelles chances de réussite ?

Dans le dernier rapport sur les Perspectives économiques régionales pour l'Europe publié en mai 2011, les experts du FMI se penchent aussi sur le lien entre intégration financière, croissance et déséquilibres. La crise récente a été exacerbée par une intégration financière encore incomplète et par l'absence de mécanismes centralisés au niveau européen pour la gérer.

Pour éviter que celle-ci ne se prolonge et empêcher une nouvelle crise, plus de vigilance est nécessaire, aussi bien au niveau national qu'euro-péen, et celle-ci doit être complétée par des institutions paneuropéennes pour mieux gérer collectivement les problèmes bancaires en Europe.

Président : C. Destais (CEPII, Club du CEPII).

Intervenants : C. Allard (International Monetary Fund, Washington), A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII), J. Cailloux (Royal Bank of Scotland Global Banking & Markets).

PPP (Partenariats Public Privé) et croissance en Europe

Les Partenariats Public-Privé (PPP) reprennent l'idée ancienne de "concession de service public" au travers de laquelle une collectivité publique confie à un tiers privé la mise en œuvre d'un projet d'intérêt général.

Ils s'appliquent désormais à de nombreux domaines : transports, éducation, loisirs, santé, défense, immobilier, énergie, haut débit et nouvelles technologies. Ils supposent de la part des entreprises une capacité à mobiliser des financements, souvent à construire les infrastructures et à les gérer de manière efficace. Les entreprises françaises ont joué un rôle important dans le fort développement que ce mode de gestion a connu depuis une vingtaine d'années.

Pour que les PPP constituent un outil efficace d'amélioration et de rationalisation des choix d'investissement et d'optimisation des per-

formances, un certain nombre de conditions préalables doivent être réunies tant sur la délimitation de l'objet du partenariat, les modalités contractuelles de son déroulement que sur le choix du partenaire.

Président : C. DESTAIS (CEPII, Club du CEPII).

Intervenants : L-R. Burgard (Vinci Concessions), S. Saussier (Chaire Economie des Partenariats Public Privé de l'Institut d'Administration des Entreprises de la Sorbonne), D. Vitry (Université Paris-II, mission Universités de la Caisse des Dépôts).

Les pays du Golfe : hydrocarbures et réformes socio-économiques

13 juillet,
Paris.

L'objectif de cette séance visait à mieux comprendre l'équation socio-économique des pays du Golfe directement touchés ou, à tout le moins, fragilisés par le "printemps arabe".

Après un cadrage macroéconomique de Clément Gillet, économiste de banque, Francis Perrin, directeur de la revue Pétrole et gaz arabes, a fait un panorama de l'évolution du secteur des hydrocarbures et de la rente pétrolière dans le Golfe et Laurence Louër, chercheur à Science-Po, a présenté les premiers résultats de ses travaux sur la crise de « l'Etat providence » et sur la manière dont certains pays tentent de sauver leurs politiques sociales et de redistribution de la rente pétrolière face aux défis actuels.

Président : C. DESTAIS (CEPII, Club du CEPII).

Intervenants : C. Gillet (Société générale), L. Louër (Sciences Po), F. Perrin (Revue Pétrole et gaz arabes).

Réformer le Système Monétaire International

9 septembre,
Paris.

Inscrite au rang de ses priorités par la présidence française du G20, la réforme du SMI a fait l'objet de deux rapports à l'automne 2011. C'est à l'occasion de la publication de ces rapports que Bruegel, le CAE et le CEPII ont organisé un Point Presse.

Le 99ème rapport du Conseil d'analyse économique offre trois contributions d'économistes reconnus sur les pistes d'évolution et de réforme du système monétaire international - l'un des chantiers ouverts par la présidence française du G20.

La réforme du SMI se justifie pour au moins deux raisons.

La première tient aux liens étroits qu'entretiennent les déséquilibres monétaires (instabilité des taux de change, déséquilibres persistants des balances courantes, accumulation excessive de réserves, retournements brutaux des flux de capitaux) et les déséquilibres financiers (bulles spéculatives, emballement ou rationnement du crédit, crises bancaires, crises d'illiquidité, ...). Cela signifie que la réforme de la

Réunion
co-organisée avec
Bruegel,
le CAE
et le CEPII.

14 octobre,
Paris.

régulation financière doit nécessairement s'accompagner d'une réorganisation du système monétaire international afin que soient mis en place des mécanismes garantissant une fourniture coordonnée et suffisante de liquidité internationale et une meilleure adéquation des taux de change aux fondamentaux.

La seconde raison tient à la nécessité d'adapter le SMI à une économie mondiale dont le centre de gravité s'est déplacé avec la montée en puissance des grands pays émergents tels que la Chine. Le SMI hégémonique centré sur le dollar ne convient plus à la multipolarité croissante de l'économie mondiale. La transition qu'il s'agit d'encourager est donc celle vers un SMI plus multipolaire. Cette transition est souhaitable mais n'est pas sans dangers. D'où la nécessité de la réflexion approfondie sur les chemins à prendre proposée dans ce rapport.

Intervenants : A. Bénassy-Quéré (CEPII, Club du CEPII), C. de Boissieu (Conseil d'analyse économique), P.-O. Gourinchas (Université de Berkeley), J. Pisani-Ferry (Bruegel).

Les politiques d'innovation en Chine

La trajectoire chinoise doit beaucoup à son dynamisme en matière de recherche-développement (R&D) et innovation.

Grâce à ses efforts dans l'enseignement, la recherche et développement, la Chine a pu s'intégrer rapidement aux réseaux mondiaux de production et d'innovation. Cela a accéléré la montée en gamme technologique de ses productions et lui a assuré une position de premier plan sur les marchés globaux.

Toutefois, si la Chine est en avance par ses performances technologiques sur les autres économies de même niveau de développement, il reste un écart non négligeable entre ce géant et les leaders mondiaux de l'innovation. La Chine doit résoudre nombre de problèmes avant de réaliser son potentiel d'innovation et de devenir l'une des économies les plus innovantes.

Comment se présente le paysage de la R&D et de l'innovation en Chine ? Quelles sont ses performances à la fois aux niveaux macro et microéconomiques ? Comment se présente son avenir prévisible ? Quels sont les secteurs les plus dynamiques ?

Afin de mieux comprendre les évolutions en cours en matière de politiques d'innovation chinoises, le professeur Yanrui WU, spécialiste de la question, a fait part de son analyse qui a été suivie du point de vue d'un industriel qui connaît bien la Chine.

Président : F. Lemoine (CEPII).

Intervenant : Y. Wu (UWA Business School, The University of Western Australia).

Discutant : A. F. Berger (Alstom Bruxelles).

Le FMI, les déséquilibres mondiaux et la crise

14 octobre,
Paris.

Dans le but de renforcer la surveillance qu'il exerce sur les économies de ses membres, le FMI a publié au cours de l'été 2011 des rapports sur l'impact des politiques suivies par les cinq plus grandes zones économiques du monde : la Chine, la zone euro, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Ces spillover reports mettent l'accent sur les canaux de transmission financiers de court terme et soulignent l'importance que revêt la crédibilité des politiques budgétaires dans le contexte actuel.

Ont été évoquées les principales préconisations de ces rapports avec un des responsables du FMI qui en a coordonné la rédaction. Isabelle Mateos y Lago a également partagé ses analyses sur les derniers développements de la crise et le rôle que pourrait jouer le FMI.

Président : C. DESTAIS (CEPII, Club du CEPII).

Intervenant : I. Mateos y Lago (IMF).

Immigration et opinion publique dans le contexte de besoin de main-d'œuvre

24 octobre,
Paris.

En 2020, en absence de migration, les sorties pour la population en âge de travailler dans les pays de l'OCDE à revenu élevé seront de 30 pour cent supérieures aux entrées.

L'immigration, accompagnée de politiques telles qu'une meilleure mobilisation des ressources humaines, permettrait d'atténuer les pénuries de main-d'œuvre qui résulteront de ces tendances démographiques. En effet, avant la crise, les pays de l'OCDE avaient déjà pris des mesures pour faciliter la migration du travail ; ces politiques ont été l'une des forces motrices de la croissance liée aux migrations internationales jusqu'en 2008.

Pourtant, l'opinion publique dans de nombreux pays ne semble pas prête à accepter la hausse des emplois liée à l'immigration comme en témoigne la montée de partis anti-immigrants et les débats sur l'impact fiscal de l'immigration et les liens entre migration et Etat-providence.

Cette table ronde a tenté de faire la lumière sur ces questions importantes qui façonnent la politique migratoire (apport financier des migrants, impact budgétaire réel et perçu de l'immigration, pénuries de main-d'œuvre pour beaucoup de pays).

Président : J.-P. Martin (OCDE).

Intervenants : J. Evans (OCDE), J. Hénard (Conseil européen des relations étrangères, Sciences Po Paris, France Culture), P. Legrain (Commission européenne), A. Razin (Cornell University, Université de Tel Aviv).

Table ronde
En partenariat avec le
Club du CEPII.

(Conférence co-organisée par le CEPII, l'OCDE, l'université de Lille (Equipe), la Fondazione Rodolfo de Benedetti, l'université catholique de Louvain (IRES), l'université du Luxembourg).

10 novembre,
Paris.

En partenariat
avec EIEBG.

29 novembre,
Paris.

L'Inde : vision de la crise européenne et impact sur l'économie indienne

L'environnement international préoccupe beaucoup les autorités indiennes. Dans un contexte où l'Inde avait manifesté une grande résistance face à la crise de 2008, la conjugaison de pressions inflationnistes internes et d'une demande internationale déprimée se traduit par une légère révision à la baisse des perspectives de croissance 2011-2012 et surtout par un difficile policy-mix entre les politiques monétaire et budgétaire. Comment les autorités indiennes envisagent-elles leurs nouveaux défis de politique économique dans les deux prochaines années ?

Cette préoccupation croissante de l'environnement international explique aussi la montée en puissance de l'Inde dans les grands forums internationaux pour participer activement à la régulation de l'économie mondiale. Conforme à la nouvelle architecture mondiale autour du G20, quelles sont pour autant les priorités de l'Inde et ses recommandations face à la crise de la dette aux Etats-Unis et en Europe et face aux déséquilibres mondiaux ?

Sur tous ces sujets, Saumitra Chaudhuri, un des interlocuteurs indiens privilégiés en charge à la Planning Commission de tous les sujets macroéconomiques et membre du Conseil d'Analyse Economique (EAC) auprès du Premier ministre indien, a partagé son expertise.

Président : C. DESTAIS (CEPII, Club du CEPII).

Intervenant : S. Chaudhuri (Planning Commission, Economic Advisory Council to Prime Minister, India).

Discutant : E. Torija-Zane (Natixis)

Le Brésil, grande économie émergente dans la globalisation

Depuis le milieu des années 1990, le Brésil bénéficie d'une plus grande stabilité économique et financière, grâce à un renforcement de son cadre macroéconomique. Dans le domaine social, les progrès ont été également remarquables, avec une nette diminution de la pauvreté et des inégalités sociales.

Les atouts du pays dans la mondialisation sont nombreux ; encore relativement peu ouvert, ce pays dispose de ressources naturelles importantes qui devraient croître de manière significative dans les années à venir et bénéficier pour le moment d'un dividende démographique favorable.

Toutefois, des incertitudes persistent sur la trajectoire de croissance, notamment en raison de la faiblesse des investissements, en particulier en matière d'infrastructure, d'un taux de pauvreté encore élevé pour certains groupes de population et de la difficulté à adapter les politiques macroéconomiques à un nouvel environnement économique, caractérisé par une incertitude internationale croissante, un vieillisse-

ment rapide de la population et une dépendance accrue à l'égard des revenus du pétrole.

Les co-auteurs du rapport Brésil OCDE, publié en octobre 2011 ont apporté un éclairage d'experts sur la situation du Brésil. Leur intervention a été commentée par Cristina Terra, professeur d'économie en France et au Brésil, son pays d'origine.

Président : C. Destais (CEPII ; Club du CEPII).

Intervenants : J.M. Arnold (OCDE), A. Mourougane (OCDE).

Discutant : C. Terra (Université de Cergy-Pontoise, Fundação Getulio Vargas de Rio de Janeiro, CEPII).

E – COLLOQUES

Coping with Agricultural Price Volatility

8 avril,
Paris.

Voir le programme page 165.

En partenariat avec le
Club du CEPII.

Le fractionnement des chaînes de valeur : quelle recomposition industrielle mondiale ?

8 juin,
Paris.

La transformation profonde de l'industrie française depuis deux décennies résulte à la fois d'un repositionnement de chacun des acteurs dans la chaîne de valeur (entre intégrateurs, équipementiers, sous-traitants,...) et de l'internationalisation croissante des processus productifs.

Avec le soutien
d'EADS.

Ces mutations structurelles conduisent à une fragmentation et une internationalisation croissante des chaînes de valeur qui se reflètent dans les échanges internationaux intra- et intersectoriels.

Ces transformations suscitent beaucoup de craintes, souvent perceptibles dans les débats sur la mondialisation et les délocalisations, mais les réflexions manquent souvent de faits pour comprendre la réalité des phénomènes à l'œuvre. Les perceptions se fondent souvent sur des exemples, sans avoir le recul ou la globalité d'approche qui seraient nécessaires pour une meilleure compréhension des enjeux de la recomposition industrielle mondiale.

L'objectif de cette conférence a été d'éclairer ces tendances à partir de travaux et d'analyses de spécialistes en économie industrielle et d'instaurer un échange entre ces derniers et les participants (praticiens, acteurs économiques et sociaux intéressés par la mondialisation).

Ont été en particulier abordés le positionnement de l'Europe et de la France, les différences entre les secteurs industriels, la question de la

complémentarité ou de la concurrence entre les zones géographiques, le rôle des transferts de technologies et la place spécifique de la Chine dans ces évolutions.

Allocution d'ouverture : C.-H. Hereus (Seabury Aerospace).

Introduction : C. Destais, Directeur-adjoint, CEPII.

Session - Etat des lieux de la segmentation des chaînes de valeur

Intervenants : G. Colletis (Université de Toulouse), G. Le Blanc (Ecole des Mines de Paris), A. Ragoussis (OCDE), D. Talbot (Université Montesquieu Bordeaux), B. Zakia (INSEE).

Table ronde - Regards croisés sur les expériences sectorielles

Animateur : R. Bellais (Président du groupe de travail "Produire en France" - Fondation Concorde).

Intervenants : N. Bouzou (Astérès), C. Estève (DGRI-SETTAR Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche - MESR), P. Marre (Aerolia), Y. Robin (Direction générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services - DGCIS).

Conclusion : L. Fontagné (CEPII, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

20 octobre,
Paris.

En partenariat avec le
Club du CEPII.

15 novembre,
Paris.

En partenariat avec le
Club du CEPII.

Les transformations de la mondialisation

Voir le programme page 173.

G20 : bilan de la présidence française et enjeux de la présidence mexicaine

Voir le programme page 177.



*Communications
et interventions
à des colloques
et à des séminaires
(hors CEPII et Club du CEPII)*

COMMUNICATIONS ET INTERVENTIONS À DES COLLOQUES ET À DES SÉMINAIRES

Michel Aglietta

Communications

"Matières premières, mondialisation, investisseurs financiers", *Quelles régulations pour les marchés de matières premières agricoles ?*, DEMETER, 2 février.

"La mutation du système monétaire international", *Monnaies, taux de change et mondialisation*, CAS, 3 février.

"Nouvelles directions de la réforme chinoise", Université d'Anger, Faculté d'économie, 11 février.

"Les défis du G20", *Audition devant le Conseil Economique, Social et Environnemental*, CESE, 29 mars.

"Money, Markets and Capitalism", *Conférence au Département de philosophie de l'université de Nanjing*, Nanjing University, 11 avril.

"Regulation and Crisis of the Postwar Growth Regime in US and Europe", *Conférence au Département de philosophie de l'université de Nanjing*, Nanjing University, 13 avril.

"Financial Capitalism, Crisis and Future Perspectives", *Conférence au Département de philosophie de l'université de Nanjing*, Nanjing University, 15 avril.

"Macroeconomics of Emergence", *Conférence APORDE*, APORDE, 7 mai.

"International Finance and Development", *Conférence APORDE*, APORDE, 11 mai.

"Crise financière, mondialisation et problèmes européens", *Conférence au département d'économie de l'Université Paris VIII*, Université Paris VIII, 23 juin.

"Les pays émergents face à la globalisation financière", *Rencontres économiques d'Aix-en-Provence*, Le Cercle des Economistes, 9 juillet.

"China's Opening to the World. A Political Economy View", *China at a crossroad. Is a paradigm change possible?*, University of Cergy Pontoise, 5 septembre.

"Déséquilibres globaux et régimes monétaires internationaux", *Quel avenir pour le système monétaire international ?*, EconomiX, Université Paris-Ouest, 22 septembre.

"Prospects for the International Monetary System", *Conférence en l'honneur de Robert Triffin*, Université de Louvain la Neuve, 3 octobre.

"Puissance et interdépendances monétaires", *Sciences, territoires et stratégies de puissance*, IHEST, 25 octobre.

"La dynamique des prix agricoles - évolutions fondamentales, financiarisation, spéculation", *Journées de l'Economie*, Ville de Lyon, 10 novembre.

"Pays émergents : le basculement de l'économie mondiale", *Journées de l'Economie de Lyon*, Ville de Lyon, 10 novembre.

"Finance : les jeux de l'argent ou le service de l'économie ?", *Conférence organisée par la Reims School of Management*, Reims School of Management, 28 novembre.

"Prospective du système monétaire international", *Réforme de la gouvernance économique mondiale : quel bilan de la présidence française du G20*, IGPDE, 13 décembre.

Interventions

"Ordre monétaire, désir d'argent", *Séminaire de psychanalyse de Daniel Sibony "La passion de l'argent"*, Faculté de Médecine, 12 janvier.

"Understanding the Policy Implications of Global Economic Imbalances", *Globalism vs Transatlantiscism?*, EADS/CSIS, 2 mai.

"Face à la puissance de l'ingénierie financière, L'UE se donne-t-elle les instruments de la régulation financière indispensables ?", *Paradis fiscaux et trous noirs de la finance internationale*, Assemblée nationale, 7 novembre.

Mariya Aleksynska

Communications

"L'assimilation économique et culturelle des immigrés en Europe : contexte et politiques", *Y-a-t-il trop d'étrangers sur terre ?*, CID Nantes, 29 novembre.

Interventions

"Discussant", *First Workshop of the fRDB Fellows and Affiliates*, Università Bocconi, 13 juin.

"Discussant", *Incomes Across the Great Recession - XIII European Conference*, fRDB, 10 septembre.

Maria Bas**Communications**

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter", avec A. Berthou, *Royal Economic Society Meeting 2011*, London, avril.

"Does Importing More Inputs Raise Exports? Firm Level Evidence from France", avec V. Strauss-Kahn, *EITTI 2011*, Keio University, Tokyo, mai.

"Does Importing More Inputs Raise Exports? Firm Level Evidence from France", avec V. Strauss-Kahn, *26th European Economic Association Congress*, Oslo, août.

"The Microeconomic Effects of Indian Banking Reforms on Economic Growth", avec A. Berthou, *ETSG 2011 Meeting*, Copenhagen, septembre.

Agnès Bénassy-Quéré**Communications**

"Il ritorno dei conflitti monetari internazionali", *CER*, Rome, 10-11 janvier.

"What International Monetary System for a Fast-Moving Global Economy?", *Asia-Europe Economic Forum*, Paris, 10-11 janvier.

"Rebalancing Growth in China: an International Perspective", *Séminaire Bruegel*, Bruxelles, 14 février.

"Rebalancing Growth in China: an International Perspective", *Fonds Monétaire International*, Washington, 8 mars.

"Reform Options for the Global Reserve Currency System", avec J. Pisani-Ferry, *Brookings Institution*, Washington, 13 avril.

"Quel système monétaire international pour une économie mondiale en mutation rapide ?", avec J. Pisani-Ferry, *Conseil d'analyse économique*, Paris, 28 avril.

"Rebalancing Growth in China: an International Perspective", *Séminaire*, Bayreuth University, 11 mai.

"Reform Options for the Global Reserve Currency System", *Commission européenne DG ECFIN*, Bruxelles, 19 mai.

"Rebalancing Growth in China: an International Perspective", *15th International Conference on Macroeconomic Analysis and International Finance*, Université de Crète, 26-28 mai.

"L'économie mondiale et le Maroc à l'horizon 2050", avec L. Fontagné & J. Fouré, *IRES*, Rabat, 17 juin.

"China and Global Rebalancing: a Two-Country Approach", *Séminaire CESifo*, Munich, 13 juillet.

"Reforming the International Monetary System", *The Future of Global Economic Governance*, Danish Institute for International Studies, Copenhague, 8-9 septembre.

"Towards a Multipolar International Monetary System", avec J. Pisani-Ferry, *Réunion jointe CAE - Conseil des Sages Allemand*, Paris, 9 septembre.

"Global Currencies for Tomorrow, A European Perspective", *Séminaire Deutsche Bundesbank*, Francfort, 19 septembre.

"La zone euro en crise", *Jécós*, Lyon, 10 novembre.

"A Multipolar IMS: Likelihood, Desirability, Transition", *Asia-Europe Economic Forum*, Séoul, 9-10 décembre.

Interventions

"On Euro's Future", *Présentation Chevreux*, Paris, 4 février.

"Zone euro : la crise dans la crise", *Séminaire organisé par la faculté de Droit, Economie et Gestion de l'Université d'Orléans et la section Loiret du Mouvement Européen*, Orléans, 10 mars.

"La réforme du système monétaire international : état des lieux", *AISM-Fédéral Finance*, Brest, 1er avril.

"La compétitivité de l'économie française et financement de la protection sociale", *Assemblée nationale*, Paris, 6 avril.

"The Reform of International Monetary System", *MAEE*, Paris, 19 avril.

"Zone euro : la crise dans la crise", *Groupe Impulsion Concorde (Fondation Concorde)*, Paris, 20 avril.

"Zone euro : la crise dans la crise", *Lycée Richelieu*, Rueil-Malmaison, 5 mai.

"On Euro's Future", *Trans-National Research Corporation*, Paris, 20 mai.

"International Macro-Coordination", *Conference on the G20*, Science Po Paris, 25 mai.

"L'intervention de la puissance publique dans la régulation des économies contemporaines", *Stage Professeurs SES*, Lycée Paris, 14 juin.

"Etats-nations, zones économiques, zones politiques", *Rencontres économiques d'Aix-en-Provence*, Aix-en-Provence, 8-10 juillet.

"Compétitivité-prix et hors prix des entreprises françaises et européennes", *La croissance de demain*, Centre d'Analyse Stratégique, Paris, 12 septembre.

"Vers un système monétaire international multipolaire ?", *Jécos*, Lyon, 10 novembre.

"Zone euro : la crise dans la crise", *Forum de Montluçon*, Association Montluçon, 18 novembre.

Antoine Berthou

Communications

"The Decision to Import Capital Goods in India: Firms' Financial Factors Matter", avec M. Bas, *Royal Economic Society Meeting 2011*, London, avril.

"The Microeconomic Effects of Indian Banking Reforms on Economic Growth", avec M. Bas, *ETSC 2011 Meeting*, Copenhagen, septembre.

Xavier Chojnicki

Communications

"Des bénéfices et des coûts de l'immigration. Les perspectives macro-économiques d'une politique d'immigration active en France", *Les chiffres de l'immigration - Un regard critique sur les statistiques*, IDUP, 19 octobre.

"Impacts of Immigration on Aging Welfare-State: An Applied General Equilibrium Model for France", *International Workshop on Migrations and Development*, Equipe, 29 novembre.

Interventions

"Les perspectives macroéconomiques d'une politique d'immigration active en France", *Immigration, émigration : quels enjeux pour la France*, Regards croisés sur l'Économie, 11 janvier.

Dramane Coulibaly

Communications

"Immigration, Growth and Unemployment: Panel VAR Evidence from OECD Countries", *INFER International Workshop on "Regional Competitiveness and International Factors Movements"*, INFER, 17 mars.

"Does Inflation Targeting Decrease Exchange Rate Pass Through in Emerging Countries?", *29th SUERF Colloquium on "New Paradigms in Money and Finance"*, SUERF, 11 mai.

"Immigration, Unemployment and Growth in the Host Country: Bootstrap Panel Granger Causality Analysis on OECD Countries", *XXV Annual Conference of European Society for Population Economics (ESPE)*, ESPE, 16 juin.

"How Does Financial Development Influence the Impact of Remittances on Growth Volatility?", *DIAL Development Conference: Shocks in Developing Countries*, DIAL, 30 juin.

"Immigration, Unemployment and Growth in the Host Country: Bootstrap Panel Granger Causality Analysis on OECD Countries", 60ème Congrès Annuel de l'Association Française de Sciences Economiques (AFSE), AFSE, 8 septembre.

Christophe Destais

Communications

"Reform Options for the Global Reserve Currency System", avec A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & L. Gauvin, *Brookings Institution*, 13 avril.

"Reform Options for the Global Reserve Currency System", avec A. Bénassy-Quéré, J. Pisani-Ferry & L. Gauvin, *Commission européenne*, 19 mai.

Evelyne Dourille-Feer

Communications

"Japon : quel après 11 mars 2011?", *Mieux comprendre la situation économique au Japon et identifier les opportunités d'investissements*, CS Funds - Swiss Canto, 13 mai.

Gilles Dufrenot

Communications

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets: an Empirical Assessment", avec V. Mignon & A. Péguin-Feissolle, *Colloque International Financial Integration / Globalization and Economic Crisis: What Are the Links?*, 11 mars.

Charlotte Emlinger

Interventions

"Mondialisation de l'économie et compétitivité de la France", *Environnement économique des entreprises*, IGDPE, novembre.

Lionel Fontagné

Communications

"L'économie mondiale et le Maroc à l'horizon 2050", avec A. Bénassy-Quéré & J. Fouré, *IRES*, 17 juin.

Jean Fouré

Communications

"L'économie mondiale et le Maroc à l'horizon 2050", avec A. Bénassy-Quéré & L. Fontagné, *IRES*, 17 juin.

Françoise Lemoine**Communications**

"La Chine, puissance mondiale", *21ème Carrefour de la Pensée. La Chine qui vient*, Courrier International, 15 mars.

"Household Consumption Patterns in China and in France: a Comparison", *The 14th International Business Forum*, Shanghai, 26 juin.

"La Chine dans l'économie mondiale", *L'UE et la Chine*, Confrontations Europe, 26 octobre.

"China's Economic Rebalancing. Some Facts, Figures and Questions", *Threats to the Global Economy*, Earth Institute Columbia University, IDDRI, ADB, 30 octobre.

"La France et l'Allemagne sur le marché chinois : éléments de comparaison", avec D. Ünal, *La Chine : partenaire et concurrent de l'Europe*, Centre d'analyse stratégique (CAS), Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) & Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), 14 novembre.

Interventions

"Le rééquilibrage de la croissance chinoise : état des lieux et du débat.", *CDC*, 18 janvier.

"Les investissements internationaux de la Chine", *Les défis de la Finance Chinoise, Conférence-débat*, Revue d'Economie Financière, 21 octobre.

Riccardo Magnani**Communications**

"The Effects of Euro's Depreciation Using a Micro-Macro Simulation approach", *Université du Maine*, 13 décembre.

Valérie Mignon**Communications**

"The Effects of the Subprime Crisis on the Latin American Financial Markets: an Empirical Assessment", avec G. Dufrénot & A. Péguin-Feissolle, *Colloque International Financial Integration / Globalization and Economic Crisis: What Are the Links?*, 11 mars.

"Carbon Price Drivers: Phase I versus Phase II Equilibrium?", avec A. Creti & P.-A. Juvet, *séminaire FLM (Friday Lunch Meeting)*, Chaire Economie du Climat, 18 mars.

"On the Link Between Credit Procyclicality and Bank Competition", avec V. Bouvatier & A. Lopez-Villavicencio, *INFINITI Conference on International Finance 2011*, 13-14 juin.

"On the Link Between Credit Procyclicality and Bank Competition", avec V. Bouvatier & A. Lopez-Villavicencio, *28th GdRE Annual International Symposium on Money, Banking and Finance*, 23-24 juin.

"Carbon Price Drivers: Phase I versus Phase II Equilibrium?", avec A. Creti & P.-A. Jovet, *congrès annuel de l'Association Française de Sciences Economiques*, AFSE, 8-9 septembre.

Deniz Ünal

Communications

"Les forces et les fragilités de l'économie turque", *La Turquie, 2002-2011 : un bilan*, le Comité France-Turquie, 21 mai.

"La France et l'Allemagne sur le marché chinois : éléments de comparaison", avec F. Lemoine, *La Chine : partenaire et concurrent de l'Europe*, Centre d'analyse stratégique (CAS), Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) & Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), 14 novembre.

"Gouvernance et pilotage économique de la Turquie", *Y a-t-il une exception turque ?*, IFRI, 6 décembre.



*Participation à des groupes
de travail, comités de lecture
et comités d'experts*

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL, COMITÉS DE LECTURE ET COMITÉS D'EXPERTS

Mariya Aleksynska

Membre du comité d'experts : évaluation de Partnership Grants Formal Application Competition, organisé par SSHRC de Canada.

Agnès Bénassy-Quéré

Membre de la Commission économique de la Nation.

Membre du Conseil d'analyse économique.

Ministère de l'économie et des finances, Commission nationale de l'industrie, participation au groupe de travail sur la Compétitivité industrielle France / Allemagne, sous-groupe "Constat".

Assemblée nationale, Mission d'information sur la compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale, audition (6 avril).

Sénat : participation à l'atelier de prospective sur le couple France / Allemagne (1er juin).

Cour des Comptes, participation au groupe de travail sur "La comparaison des systèmes fiscaux français et allemand".

Ministère des affaires étrangères et européennes, Direction de la mondialisation, participation à un petit-déjeuner sur la crise de la zone euro et ses répercussions sur les enjeux mondiaux (5 septembre).

Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, déjeuner autour de Valérie Pécresse sur la situation économique et budgétaire (4 novembre).

Cité des sciences et de l'industrie : membre du comité scientifique "économie" - Universcience.

World Economic Forum : membre du groupe de travail sur le système monétaire international.

Medef : participation au Comité "Monnaies et système monétaire international".

Membre du comité scientifique du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre du comité scientifique du CREST.

Membre du Conseil de perfectionnement de l'ESPCE.

Gunther Capelle-Blancard

Membre du comité de programme du congrès annuel de l'AFSE.

Membre du conseil scientifique de la conférence internationale de l'AFFI.

Participation au groupe d'experts sur la taxation du secteur financier, Commission européenne (DG Taxud), mai 2011.

Matthieu Crozet

Membre représentant le CEPII à la Conférence Nationale de l'Industrie (CNI).

Evelyne Dourille-Feer

Participation au groupe d'experts macro-finance sur l'économie du Japon, présidé par le Délégué général de la Banque du Japon.

Charlotte Emlinger

Participation au groupe de travail de la mission CNI sur la compétitivité de l'industrie française, présentation des travaux du CEPII sur ce sujet.

Participation au groupe de travail sur l'agriculture durable de la CFDT et présentation de travaux sur les prix agricoles.

Lionel Fontagné

Membre du groupe scénarios pour 2050, commission européenne DG recherche.

Membre du groupe consultatif d'experts sur les PCRD, commission européenne DG recherche.

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Membre du comité consultatif de l'enquête chaînes de valeur mondiales (CVM) de l'Insee.

Olena Havrylchuk

Consultante auprès de l'OECD, Département des affaires économiques.

Membre du comité scientifique de la conférence "International Finance Banking and Insurance Congress", organisée par l'Université Istanbul Kultur.

Thierry Mayer

Membre du comité éditorial de la revue *Regional Science and Urban Economics*.

Membre du comité éditorial de la revue *Journal of Regional Science*.

Membre du comité éditorial de la revue *International Economics*.

Membre du comité éditorial de la revue *Spatial Economics*.

Membre du Conseil National des Universités (CNU).

Valérie Mignon

Directrice du laboratoire EconomiX (UMR CNRS 7235).

Membre nommé au bureau de la section 37 du Comité National du CNRS.

Membre des jurys CR et DR du CNRS (présidente d'une section de jury).

Membre du comité éditorial de la revue *Finance*.

Membre élu au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Economiques.

Membre du comité scientifique du congrès annuel de l'AFSE, Paris, septembre 2011.

Membre du comité scientifique des Journées de l'Economie, Lyon, novembre 2011.

Membre du comité scientifique des doctoriales du RIEF, Nice, 26-27 mai 2011.

Co-responsable des Journées d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 23 novembre 2011.

Membre du jury du prix de thèse de l'AFSE et de la Fondation de la Banque de France.

Membre du jury du prix AFSE du meilleur ouvrage d'économie, 2011.

Expert auprès de l'Agence Nationale de la Recherche.

Expert auprès de l'AERES.

Laurence Nayman

Membre du groupe de recherche Coinvest.

Membre du réseau EU KLEMS.

Alix de Saint Vaulry

Membre du comité consultatif de l'enquête chaînes de valeur mondiales (CVM) de l'INSEE.

Annexe



*Relations internationales
du CEPII*

Consortium Agfoodtrade

Consortium de treize instituts européens sur l'évaluation des projets d'accords commerciaux entre l'Union européenne et les autres régions du monde, avec une attention particulière pour l'agriculture.

Les instituts membres :

INRA (AgroParisTech & Agrocampus Ouest, France), University of Copenhagen (Danemark), Università degli Studi del Molise (Italie), Trinity College Dublin (Irlande), IFPRI (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), Wyższa Szkoła Ekonomiczna w Białymstoku (Pologne), ISRA (Institut Sénégalais de Recherches Agricoles, Sénégal), IPTS (Institute for Prospective Technological Studies, Espagne), CIREM (Club d'Information et de Réflexion sur l'Economie Mondiale, France), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales), Slovenská poľnohospodárska univerzita v Nitre (Slovaquie), VITAMIB SAS (France) & Università della Calabria (Italie).

Consortium ATLASS

(Advanced Trade Liberalisation Analysis and Simulation Support)

ATLASS est un consortium d'instituts de recherche réalisant des études sur les politiques commerciales pour le compte de la DG commerce de la Commission européenne, dont le CEPII est leader. Les études effectuées portent sur la spécialisation européenne, la mesure des barrières aux échanges de services, les biocarburants. Créé en 2008 et prenant la suite du consortium NECTAR, Atllass a été prolongé en 2011.

Les partenaires :

CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), CPB (The Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), GEP (The Leverhulme Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, School of Economics of the University of Nottingham, Royaume-Uni), IDE-JETRO (Institute of Developing Economies - Japan External Trade Organization, Japon), IFPRI (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), IIS (Institute for International Integration Studies, Irlande), SIAW (Swiss Institute for International Economics and Applied Economic Research, Suisse) & UNECA (United Nations - Economic Commission for Africa, Ethiopie).

Consortium EFIGE

(European Firms In Global Economy)

Le consortium EFIGE a pour objectif d'apporter une analyse économique des politiques interne et externe en matière de compétitivité, et d'examiner les stratégies d'internationalisation des firmes européennes. EFIGE fait suite au projet EFIM (*European Firms and International Markets*). Il a reçu le soutien de la DG Recherche de la Com-

mission européenne à travers son programme FP7. Le consortium a été monté pour un travail de septembre 2008 à septembre 2012.

La globalisation a accru la pression concurrentielle sur les entreprises européennes, aussi bien sur les marchés internationaux que sur le marché intérieur. Cette pression creuse le fossé entre gagnants et perdants à la mondialisation, entre les secteurs comme au sein de chaque industrie. Comprendre l'interaction entre la mondialisation et l'économie européenne nécessite une analyse approfondie de la façon dont les entreprises font face à cet environnement difficile. En particulier, il nous faut comprendre comment elles sont amenées à réorganiser leurs activités internationales, sur le marché intérieur et hors d'Europe. C'est à cela que les partenaires d'EFIGE travaillent.

Les instituts membres :

Banca d'Italia (Italie), Banco de España (Espagne), Banque de France (France), Bruegel (Belgique), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), CEPR (the Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni), Deutsche Bundesbank (Allemagne), IAW (Institut für Angewandte Wirtschaftsforschung, Allemagne), IEHAS (Institute of Economics of Hungarian Academy of Sciences, Hongrie), KIETI (Research Centre for Economic and Regional Studies of the Hungarian Academy of Sciences, Hongrie), Ld'A (Centro Studi Luca d'Agliano, Italie), National Bank of Belgium (Belgique), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, France), ONB (Osterreichische Nationalbibliothek, Autriche), Unicredit Group (Italie) & Universidad Carlos III de Madrid (Espagne).

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), CREI (Centre de Recerca en Economia Internacional, Espagne), IADB (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), IFW (Institut für Weltwirtschaft, Allemagne) & IUE (Institut Universitaire Européen, Italie).

Consortium FINES

(Financial Systems, Efficiency and Stimulation of Sustainable Growth)

Le consortium FINES (7ème programme-cadre de la Commission européenne) a pour objet d'apporter une compréhension claire des implications du processus d'intégration financière qui est actuellement en cours en Europe sur la croissance économique, l'emploi et la compétitivité et d'en tirer les principaux enseignements pour la conduite de la politique économique.

Au niveau macroéconomique, le rôle des systèmes financiers et leurs canaux de transmission seront explorés par différentes techniques économétriques, en prenant en compte les interactions dynamiques qui existent entre les marchés financiers, le marché des biens et services, ainsi que les marchés du travail. Une gamme d'indicateurs pour mesurer le degré d'intégration financière sera construite et développée par le consortium.

L'approche comparative retenue par le consortium est particulièrement utile pour découvrir les catalyseurs et les goulots d'étranglement dans l'architecture des systèmes financiers. En examinant des ensembles de données uniques, le consortium étudiera en détail le rôle de la structure financière, c'est-à-dire du secteur bancaire, sur la création d'entreprises et leur durée de vie.

Les instituts membres :

CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), DIW (Institute for Economic Research, Allemagne), ICEG (International Center for Economic Growth, Hongrie), IME (Institute for Market Economics, Bulgarie), IFO Munich (Allemagne), Université de Cambridge (Royaume-Uni), Université de Gand (Belgique) & Université de Tübingen (Allemagne).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par tous les chercheurs dans le monde pour étudier les politiques commerciales en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données Mac-Map. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DGTPE.

Les instituts membres :

AERI (Agricultural Economics Research Institute, Pays-Bas), ADB (Asian Development Bank, Mandaluyong City, Philippines), ABARE (The Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, Australie), CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), ESRI (Economic and Social Research Institute, Japan), ERS/USDA (Economic Research Service of the United States Depart-

ment of Agriculture, Etats-Unis), **EPRI** (Electric Power Research Institute, Etats-Unis), **EU** (European Commission, Belgique), **FAO** (Food and Agriculture Organization of the United Nations, Italie), **FOI** (Institute of Food and Resource Economics, Danemark), **IADB** (Inter-American Development Bank, Etats-Unis), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), **ITC** (International Trade Centre, Suisse), **Johann Heinrich von Thünen Institute** (Allemagne), **KPMG Australia** (Australie), **MIT** (Joint Program on the Science and Policy of Global Change, Etats-Unis), **Nathan Associates Inc.** (Etats-Unis), **OCDE** (Organisation de coopération et de développement économiques, France), **Productivity Commission** (Australie), **RIETI** (Research Institute of Economy, Trade and Industry, Japon), **The World Bank** (Etats-Unis), **UNCTAD** (United Nations Conference on Trade and Development, Suisse), **UNECA** (United Nations Economic Commission for Africa, Ethiopie), **University of Hohenheim** (Allemagne), **US Department of Energy** (Etats-Unis), **US-EPA** (US Environmental Protection Agency, Economy and Environment Division, Etats-Unis), **USITC** (US International Trade Commission, Etats-Unis) & **WTO** (World Trade Organization, Suisse).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ENPC** (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), **GREQAM** (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), **IFPRI** (International Food Policy Research Institute, Etats-Unis), **PSE** (Paris-Jourdan Sciences Economiques, France), **THEMA** (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), **ULB** (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & **Université de Paris I** (France).

SERVICEGAP

Le projet SERVICEGAP étudie les questions soulevées, dans le domaine de la recherche académique comme dans celui des décisions publiques, par l'essor du secteur des services dans l'économie mondiale. Il le fait notamment à travers l'examen de l'évolution de la pro-

ductivité dans les secteurs de services, des liens entre les services et les autres secteurs, ou encore des changements technologiques dans les moyens de fourniture de services.

L'objectif global de ces recherches est de réaliser une vaste étude de l'impact du marché des services sur la croissance économique globale de l'Union européenne, au regard des performances des régions concurrentes, et en particulier les Etats-Unis.

Le projet est divisé en trois grands thèmes de recherche : la mesure de la productivité dans les services, les changements technologiques et l'internationalisation. C'est sur dernier thème que porte l'essentiel des contributions du CEPII.

Les partenaires :

The University of Birmingham (Royaume-Uni), **ESRI** (Economic and Social Research Institute, Irlande), **ZEW** (Zentrum für Europäische Wirtschaftsforschung, Allemagne), **NIESR** (National Institute of Economic and Social Research, Royaume-Uni), **CASE** (Center for Social and Economic Research, Pologne), **IfW** (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne), **IHS** (Institute for Advanced Studies, Autriche), **ETLA** (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), **IER** (Institute for Economic Research, Slovaquie), **CEPS** (Centre for European Policy Studies, Belgique), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **CIREM** (Club d'Information et de Réflexion sur l'Economie Mondiale, France) & **WIFO** (Austrian Institute of Economic Research, Autriche).

Consortium TAXUD

(Taxation and Customs Union)

Le consortium TAXUD a pour objectif de réaliser des études sur l'impact des projets de réformes fiscales en Europe. Il a reçu le soutien de la DG TAXUD (fiscalité et union douanière) de la Commission européenne.

Les partenaires :

CPB (Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Pays-Bas), **UNIMORE** (University of Modena and Reggio Emilia, Department of Economics, Italie), **CAPP** (Centre for the Analysis of Public Policies, Italie), **CASE** (Center for Social and Economic Research, Pologne), **CEPII** (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, France), **ETLA** (The Research Institute of the Finnish Economy, Finlande), **IFO** (Institute for Economic Research, Allemagne), **IFS** (The Institute for Fiscal Studies, Royaume-Uni), **IHS** (Institute for Advanced Studies, Autriche).

Annexe



*Prix
et
Distinctions*

Dramane Coulibaly

Mention du jury du prix de thèse AFSE 2011, pour sa thèse de doctorat, "Essays on International Remittances: a Macroeconomic Approach".

Matthieu Crozet

Prix Harry Johnson 2011, pour le meilleur article publié dans *Canadian Journal of Economics*, "Structural gravity equation with extensive and intensive margins", avec P. Koenig (2010).

Houssein Guimbard

Titre de GTAP Research Fellow décerné par le Conseil du réseau GTAP pour la période 2011-2014, pour ses contributions à la base mondiale GTAP (MAcMap-HS6 2004 et 2007, base d'investissements directs étrangers).

Olena Havrylchuk

Olga Radzyner Award 2011, décerné par la banque centrale autrichienne pour ses travaux sur l'intégration économique européenne.

Cristina Mitaritonna

Prix du meilleur article publié dans *Journal of African Economies*, "An Impact Study of the Economic Partnership Agreements in the Six ACP Regions", avec D. Laborde & L. Fontagné.